

*RAPPORT ANNUEL 2013*



*COMMISSION ADMINISTRATIVE DE  
RÈGLEMENT DE LA RELATION DE  
TRAVAIL*

## COMMISSION ADMINISTRATIVE DE RÈGLEMENT DE LA RELATION DE TRAVAIL

### RAPPORT ANNUEL 2013

En vertu de l'art. 338, §7, de la loi sur les relations de travail, la Commission Administrative rédige chaque année un rapport reprenant sa jurisprudence. Le présent rapport concerne l'année 2013.

#### Cadre historique et juridique

La distinction entre une occupation en qualité de travailleur salarié et une occupation en qualité de travailleur indépendant a reposé pendant des années sur un critère vague, à savoir l'existence ou non d'un lien de subordination. La Cour de cassation a recherché des critères distinctifs plus précis. A partir de 2002, elle a apporté un nouvel éclairage avec ses arrêts dits « arrêts sur la qualification » selon lesquels une requalification n'est possible qu'en présence d'éléments incompatibles avec la qualification choisie par les parties.

Le législateur a repris ce principe dans le titre XIII de la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006 (*MB* 28 décembre 2006, 3<sup>e</sup> édition) dénommée ci-après *Loi sur les relations de travail*.

La liberté des parties de choisir le type de relation de travail a ainsi été retenue comme élément déterminant pour autant que la relation de travail choisie corresponde à la situation de fait, évaluée sur la base de critères généraux et spécifiques.

Ces critères généraux sont:

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans le contrat
- la liberté d'organiser son temps de travail
- la liberté d'organiser son travail
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

Des critères spécifiques pouvaient être adoptés pour un ou plusieurs secteurs, une ou plusieurs profession(s) ou une ou plusieurs catégorie(s) de professions. Le Roi pouvait fixer ces critères après avoir demandé l'avis d'une chambre normative de la Commission de règlement de la relation de travail. Cette Commission devait également compter une division administrative avec plusieurs chambres pouvant prendre des décisions sur des situations concrètes, dans le cadre d'un '*ruling*'.

La Commission n'a pas été créée sous cette forme.

Le régime a été modifié par la loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail (*MB* 11 septembre 2012)<sup>1</sup>.

La Commission de règlement de la relation de travail, avec ses chambres normative et administrative, a été remplacée par une Commission Administrative de règlement de la relation de travail à plusieurs chambres (dénommée ci-après *Commission Administrative*)

---

<sup>1</sup> Annexe I, 1

Les critères généraux ont été maintenus, le Roi pouvant toutefois définir des critères spécifiques après avoir demandé l'avis de plusieurs organes compétents pour les travailleurs salariés et indépendants. Si ces avis ne sont pas unanimes, le Roi exerce son pouvoir réglementaire par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Une présomption réfragable de contrat de travail ou de relation de travail indépendante a été introduite pour 4 secteurs (construction/travaux immobiliers, gardiennage, transport et nettoyage), selon que parmi un ensemble de 9 critères, plus ou moins de la moitié sont remplis.

Les articles relatifs à la Commission Administrative sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013<sup>2</sup>.

Deux arrêtés royaux ont ensuite été adoptés le 11 février 2013 :

- L'AR relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2<sup>e</sup> édition)<sup>3</sup>.
- L'AR nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2<sup>e</sup> édition)<sup>4</sup>

En vertu de l'art. 6, §1, cinquième alinéa, de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative, la Commission devait tout d'abord élaborer un règlement d'ordre intérieur fixant notamment les dates des séances et le délai dans lequel l'ordre du jour est communiqué aux membres. Ce règlement devait être soumis à l'approbation des Ministres compétents pour les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes.

La Commission a élaboré ce règlement, qui est joint en annexe 4.

Les articles 7 à 10 de l'arrêté relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative, fixent le mode d'introduction des demandes auprès de la Commission et les mentions requises.

Dans ce cadre, la Commission Administrative a élaboré un modèle de formulaire de demande obligatoire et uniforme<sup>5</sup>.

Après approbation de ces documents par les Ministres compétents le formulaire de demande a été publié sur les sites web du SPF Sécurité sociale et des instances concernées.

La Commission Administrative est ainsi devenue effectivement opérationnelle.

On signalera l'adoption de plusieurs arrêtés royaux fixant des critères spécifiques pour l'application de la présomption dans les 4 secteurs précités ainsi que pour le secteur de l'agriculture et de l'horticulture :

- AR du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990

---

<sup>2</sup> l'art. 343 de la loi sur les relations de travail

<sup>3</sup> Annexe I, 2

<sup>4</sup> Annexe I, 3

<sup>5</sup> Annexe I, 5

réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant, *MB* 14 mai 2013<sup>6</sup>

- AR du 7 juin 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers, *MB* 25 juin 2013<sup>7</sup>
- AR du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la
- commission paritaire pour les entreprises horticoles, *MB* 21 juin 2013<sup>8</sup>
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs, *MB* 26 novembre 2013<sup>9</sup>
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers, *MB* 26 novembre 2013<sup>10</sup>
- AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars, *MB* 26 novembre 2013<sup>11</sup>.

### **Décisions de la Commission Administrative pendant l'année de fonctionnement 2013**

Comme prévu à l'article 338, § 7, de la loi sur les relations de travail, sont jointes au présent rapport les décisions prises en 2013 par la Commission Administrative de règlement de la relation de travail.

Les décisions ont été rendues anonymes.<sup>12</sup>

On peut, à ce sujet, formuler les remarques suivantes:

1. Comme la Commission Administrative ne pouvait être effectivement opérationnelle qu'après l'approbation du règlement d'ordre intérieur par les ministres compétents, la première séance de la chambre francophone a eu lieu le 22 août 2013 et la première séance de la chambre néerlandophone le 23 août 2013.

---

<sup>6</sup> Annexe I,6

<sup>7</sup> Annexe I,7

<sup>8</sup> Annexe I,8

<sup>9</sup> Annexe I, 9

<sup>10</sup> Annexe I, 10

<sup>11</sup> Annexe I, 11

<sup>12</sup> Annexes II

2. La chambre néerlandophone a traité 5 dossiers. Dans deux cas, il a été décidé qu'on avait affaire à une relation de travail de type 'salarié' et dans deux autres cas, la relation de travail a été jugée comme étant de type 'indépendant'. Un dossier a été jugé irrecevable. La chambre francophone n'a traité qu'un dossier dans le cadre duquel il a été conclu à l'existence d'une relation de type 'indépendant'.  
Il convient toutefois de préciser que début 2014, la chambre francophone a rendu plusieurs décisions sur des dossiers introduits fin 2013 ; elles seront reprises dans le prochain rapport annuel.
3. En vertu de l'art. 338, §5, de la loi sur les relations de travail, les parties peuvent, dans le mois suivant la notification des décisions, introduire un recours devant le tribunal du travail, par lettre recommandée. Cela n'a pas été le cas de sorte que les décisions de la Commission Administrative sont définitives.
4. Compte tenu du nombre limité de dossiers, il est prématuré de dégager des tendances dans ce premier rapport annuel. La Commission Administrative discutera davantage du contenu des décisions dans le prochain rapport annuel, dans une perspective plus large.
5. Tous les dossiers ont été examinés sur la base des critères généraux. Jusqu'à présent, aucune décision n'a dû faire application de la présomption de l'art. 337/2 de la loi sur les relations de travail.

### **Points d'attention abordés lors de la première année**

1. La Commission Administrative attire l'attention sur l'important art. 338, §4, de la loi sur les relations de travail, aussi bien sur le modèle de formulaire de demande qu'au bas de ses décisions. Selon cet article :  
*Les décisions à prendre sont contraignantes pour les institutions représentées dans la Commission Administrative, ainsi que pour les caisses d'assurances sociales visées à l'art. 20 de l'AR n°38, sauf :*  
1° *lorsque les conditions concernant l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision a été fondée sont modifiées. Dans ce cas, l'annulation de la décision produira effet à partir du jour de la modification des conditions.*  
2° *lorsqu'il ressort que des éléments concernant la qualification de la relation de travail fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée ne jamais avoir existé.*  
*Les institutions de sécurité sociale restent donc habilitées à effectuer un contrôle du maintien des éléments qui ont fondé la décision de la commission administrative.*
2. Compte tenu du fait que la demande a souvent lieu avant le début de la relation de travail, il n'existe aucun fait permettant de juger de la réalité de la relation de travail choisie. La Commission Administrative doit, dans ces cas, se baser sur les intentions des parties, qu'elle reprend dans la décision. Si ces intentions ne s'avèrent pas exactes, il pourra être fait appel à l'art. 338, §4 précité. Pour permettre l'application de cette disposition, la Commission Administrative mentionne aussi dans les décisions tous les documents qui lui ont été soumis.
3. La Commission Administrative ne se prononce que sur la base des éléments apportés par une des parties à la relation de travail. Les éléments que détient la partie non impliquée dans la procédure ne sont, dès lors, pas connus. Il est donc important que le demandeur fournisse de bonne foi un aperçu de la relation de

travail aussi exhaustif et fidèle que possible, sous peine de voir l'art. 338, §4 précité appliqué.

4. En vertu de l'art. 338, §5, de la loi sur la relation de travail et de l'art. 18 du règlement d'ordre intérieur, la décision n'est notifiée qu'au(x) demandeur(s), par lettre recommandée. En d'autres termes, les parties non impliquées dans la procédure ne reçoivent aucune signification ou notification et par conséquent, le délai de recours d'un mois après notification ne leur est pas applicable. Ces personnes concernées peuvent toutefois prendre connaissance indirectement de la décision, par exemple en cas de requalification ou en cas de contrôle visant à s'assurer d'une affiliation correcte aux institutions de sécurité sociale. Dans ce cas, ces personnes peuvent contester la décision dans le mois suivant la prise de connaissance effective. Les tribunaux du travail ne sont pas liés par les décisions de la Commission Administrative de sorte qu'ils peuvent adopter un point de vue différent sur la nature de la relation de travail. De la sorte, les droits de la partie non impliquée dans la procédure paraissent être préservés. Si les délais le permettent, cette partie peut aussi introduire elle-même une demande auprès de la Commission Administrative. Il est toutefois suggéré que cette question pourrait être réglée de manière plus précise par la loi, elle-même.
5. Compte tenu du fait qu'un employeur/donneur d'ordre peut occuper plusieurs personnes selon un même système, il est suggéré de préciser explicitement dans la loi qu'en cas de connexité, plusieurs dossiers peuvent être joints.
6. En vertu de l'art. 6, §2, de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative, les parties peuvent se faire représenter par un avocat ou par une autre personne de leur choix qui dispose d'un mandat écrit. La question se pose de savoir si une organisation syndicale peut intervenir au profit de membres qu'elle n'identifie pas de manière précise.
7. La procédure suivie par la Commission Administrative est en principe écrite. En règle, la Commission statue sur pièces (art. 6, §2, de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative). Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour pouvoir statuer, le président peut les demander. Le délai de décision est prolongé du nombre de jours qui séparent la date de demande d'informations supplémentaires et la date de réception de ces documents. (art. 6, §2 et 11 de l'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative). Pour que le délai de prise de décision ne soit pas prolongé de manière illimitée, le président de la Commission fixe généralement un délai dans lequel les renseignements complémentaires doivent être communiqués. La réglementation pourrait préciser les conséquences d'une absence de réaction à une demande d'informations supplémentaires ou d'une réaction tardive. Il pourrait par exemple être déduit de l'absence de réaction ou de la réaction trop tardive que le demandeur a renoncé à sa demande.
8. La prolongation du délai devrait aussi pouvoir être d'application lorsque le demandeur lui-même demande une remise. En effet, à défaut, la remise devrait être refusée en cas de risque de dépassement du délai.
9. En plus des conditions de recevabilité qui découlent de la loi et des dispositions réglementaires (concernant les délais, la validité de la demande, ...), la Commission Administrative est également amenée à vérifier sa compétence administrative. Selon la Commission, il résulte du caractère préventif du « ruling

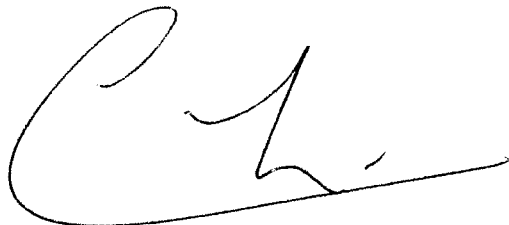
social » et de l'esprit de la loi qu'elle n'est pas compétente pour se prononcer sur les relations de travail déjà terminées.

Ces cas doivent être soumis au tribunal du travail.

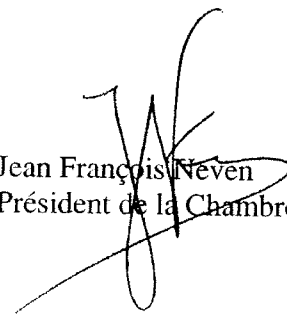
10. La Commission Administrative ne peut prendre de décision si, au moment de l'introduction de la requête, les services compétents des institutions de sécurité sociale ont ouvert une enquête, si une enquête pénale a été ouverte concernant la nature de la relation de travail, si la nature de la relation de travail concernée a fait l'objet d'un recours auprès d'un tribunal du travail ou si le tribunal en question s'est déjà exprimé sur la question (art 338, § 3, de la loi sur les relations de travail). La Commission Administrative doit se baser ici sur ce que la partie (les parties) indique(nt) sur le formulaire de demande. On pourrait envisager d'octroyer à la Commission Administrative un accès plus aisé à ces données, afin qu'elle puisse effectuer son propre travail de vérification.
11. Les demandes manifestement irrecevables doivent actuellement être traitées selon la procédure complète et doivent notamment être traitées lors d'une audience de la chambre compétente. On pourrait envisager une procédure raccourcie par laquelle le demandeur pourrait être informé par lettre du président du fait que la demande semble manifestement irrecevable, qu'en l'absence de réaction, l'affaire sera considérée comme close et que le demandeur a dix jours à dater de la lettre pour réagir et porter tout de même l'affaire devant la Commission.
12. Les présidents et les membres de la Commission sont nommés pour un mandat renouvelable de 6 ans. Les membres sont nommés par arrêté royal. Un membre de la Commission a déjà dû être remplacé peu après le début des travaux de la Commission Administrative. La publication d'un arrêté royal de nomination d'un membre prend quelques temps car l'arrêté en question doit être signé par plusieurs ministres. On pourrait prévoir que le service du membre à remplacer peut désigner temporairement un remplaçant, en attendant l'arrêté de nomination et ce de manière à ne pas hypothéquer le bon fonctionnement de la Commission.

Bruxelles, le 31 mars 2014

Pour la Commission Administrative de règlement de la relation de travail,  
Ses présidents



Lieven Lenaerts  
Premier Président  
Président de la Chambre néerlandophone



Jean-François Neven  
Président de la Chambre francophone

# **ANNEXES**



- 1.1 Loi-programme (I) du 27 décembre 2006, titre XIII, modifié par la Loi du 25 août 2012
- 1.2 L'AR du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2<sup>e</sup> édition)
- 1.3 L'AR du 11 février 2013 nommant les membres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail (*MB* 21 février 2013, 2<sup>e</sup> édition)
- 1.4 Règlement d'Ordre Intérieur
- 1.5 Formulaire de demande
- 1.6 AR du 29 avril 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant, *MB* 14 mai 2013
- 1.7 AR du 7 juin 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers, *MB* 25 juin 2013
- 1.8 AR du 20 juin 2013 pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles, *MB* 28 juin 2013
- 1.9 AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de véhicules avec chauffeur et de taxis collectifs, *MB* 26 novembre 2013
- 1.10 AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers, *MB* 26 novembre 2013
- 1.11 AR du 29 octobre 2013 pris en exécution de l'article 337/2, §3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exercice des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars, *MB* 26 novembre 2013.

## **ANNEXE I.1**

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

**Art. 325.** De wet van 3 mei 2003 houdende de oprichting van de Federale Raad voor de strijd tegen de illegale arbeid en de sociale fraude, het Federale Coördinatiecomité en de Arrondissementscellen, wordt opgeheven.

**Art. 326.** De coordinator van het federaal coördinatiecomité alsook de voorzitter van de Federale Raad voor de strijd tegen de illegale arbeid en de sociale fraude, aangewezen voor de datum van inwerkingtreding van onderhavige wet, behouden voor de resterende tijd van hun mandaat het voordeel van de premie voortspuitend uit hun functie.

**Art. 327.** Deze titel treedt in werking de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

## TITRE XIII. — Aard van de arbeidsrelaties

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 328.** Voor de toepassing van deze titel dient te worden verstaan onder :

1° « wet van 27 juni 1969 » : wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

2° « koninklijk besluit nr. 38 » : koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

3° « wet van 29 juni 1981 » : wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers;

4° « instellingen van sociale zekerheid » : instellingen die belast zijn met de toepassing van de wetgevingen inzake sociale zekerheid evenals alle diensten die belast zijn met de controle op deze toepassing;

5° « arbeidsrelatie » : professionele samenwerking betreffende het presteren van arbeid door een partij in de hoedanigheid van hetzij werknemer hetzij zelfstandige, waarbij moet worden verstaan :

a) onder « werknemer » : de persoon die er zich in een arbeidsovereenkomst toe verbindt, tegen betaling van een loon, onder het gezag van de andere partij, de werkgever, arbeid te verrichten;

b) onder « zelfstandige » : de natuurlijke persoon die, een beroepsactiviteit uitoefent buiten de onder a) bedoelde gezagsband en die niet verbonden is door een statuut.

## HOOFDSTUK II. — Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie

**Art. 329. § 1.** Er wordt een « Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie » ingesteld, samengesteld uit twee afdelingen :

— een normatieve afdeling, met één kamer;

— een administratieve afdeling, met meerdere kamers.

§ 2. De kamer van de normatieve afdeling is samengesteld uit :

— 1 voorzitter, beroepsmagistraat;

— 6 leden afkomstig uit de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen of uit het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;

— 6 leden afkomstig uit de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg of uit de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid of uit de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

— 4 deskundigen met een voor de functie nuttige beroepservaring en die geen personeelsleden zijn van de Federale Overheidsdiensten onder toezicht van de ministers die Sociale Zaken, Werk en Middenstand in hun bevoegdheden hebben of personeelsleden van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid of van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen.

Behalve de voorzitter, worden de leden door de Koning benoemd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad op voorstel van de ministers die Sociale Zaken, Werk en Middenstand in hun bevoegdheden hebben.

De kamer van de normatieve afdeling kan beslissen deskundigen van de betrokken sector of sectoren of van het betrokken beroep of beroepen te horen.

## CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 325.** La loi du 3 mai 2003 instituant le Conseil fédéral de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale, le Comité fédéral de coordination et les Cellules d'arrondissement, est abrogée.

**Art. 326.** Le coordinateur du Comité fédéral de coordination ainsi que le président du Conseil fédéral de lutte contre le travail illégal et la fraude sociale, nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, conservent, pour la durée restante de leur mandat, le bénéfice de la prime afférente à leur fonction.

**Art. 327.** Le présent titre entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

## TITRE XIII. — Nature des relations de travail

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 328.** Pour l'application du présent titre, il y a lieu d'entendre par :

1° « loi du 27 juin 1969 » : loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;

2° « arrêté royal n° 38 » : arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

3° « loi du 29 juin 1981 » : loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés;

4° « institutions de sécurité sociale » : institutions chargées de l'application des législations en matière de sécurité sociale, ainsi que tous les services chargés du contrôle de cette application;

5° « relation de travail » : collaboration professionnelle portant sur la prestation d'un travail par une partie en qualité soit de travailleur salarié, soit de travailleur indépendant, étant entendu qu'il y a lieu d'entendre :

a) par « travailleur salarié » : la personne qui s'engage dans un contrat de travail à fournir, contre rémunération, un travail sous l'autorité de l'autre partie au contrat, l'employeur;

b) par « travailleur indépendant » : la personne physique qui exerce une activité professionnelle en dehors d'un lien d'autorité visé sous a) et qui n'est pas engagé dans les liens d'un statut.

## CHAPITRE II. — Commission de règlement de la relation de travail

**Art. 329. § 1<sup>er</sup>.** Une « Commission de règlement de la relation de travail » est instituée. Elle est constituée de deux sections :

— une section normative, comportant une chambre;

— une section administrative, comportant plusieurs chambres.

§ 2. La chambre de la section normative est composée de :

— 1 président, magistrat professionnel;

— 6 membres issus du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale des indépendants ou de l'Institut National d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

— 6 membres issus du Service public fédéral Emploi, Travail et concertation sociale ou du Service public fédéral Sécurité sociale, direction de la Politique sociale ou de l'Office National de Sécurité Sociale;

— 4 experts ayant une expérience professionnelle utile pour la fonction et qui ne sont pas membres du personnel des Services publics fédéraux sous la tutelle des ministres ayant les Affaires sociales, les Classes moyennes ou l'Emploi dans ses attributions ou membres du personnel de l'Office National de Sécurité Sociale ou de l'Institut National d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

A l'exception du président, les membres sont nommés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur proposition des ministres ayant les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes dans leurs attributions.

La chambre de la section normative peut décider d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées.

§ 3. De Kamers van de administratieve afdeling zijn elk samengesteld uit een gelijk aantal leden aangewezen op voorstel van de minister die de Middenstand onder zijn/haar bevoegdheid heeft onder de personeelsleden van zijn/haar administratie of van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen enerzijds, en van leden aangewezen op voorstel van de ministers die Sociale zaken en Werkgelegenheid onder hun bevoegdheid hebben onder de personeelsleden van hun administraties of van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid anderzijds.

Elke kamer van de administratieve afdeling wordt voorgezeten door een beroepsmagistraat.

§ 4. Geen enkel lid van de Kamers van de administratieve afdeling mag de functie van ambtenaar uitoefenen die onder het gezag valt van de ministers die Sociale Zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben, en die ermee wordt belast de naleving van de toepassing van de wetgevingen inzake sociale zekerheid en arbeidsrecht te bewaken.

§ 5. De leden van de kamers van de administratieve afdeling worden door de Koning benoemd.

§ 6. De Koning bepaalt de werking van de normatieve en administratieve kamers van de Commissie.

**Art. 330.** De kamer van de normatieve afdeling van de in artikel 329 bedoelde Commissie heeft volgende taken :

1° inwinnen van elk pertinent advies dat het mogelijk maakt de realiteit van een onzekerheid betreffende de aard van de arbeidsrelaties in een sector of voor één of meerdere beroepen te objectiveren;

2° op verzoek van de bevoegde ministers of op eigen initiatief verslag uitbrengen ter vaststelling van het al dan niet bestaan van een onzekerheid of problematiek betreffende de aard van de arbeidsrelaties in een sector of in een of meerdere beroepen;

3° op hun verzoek raad geven aan de overeenkomstig artikel 336, § 1, geraadpleegde organen;

4° overeenkomstig artikel 336, een voorstel uitwerken van lijst met specifieke criteria die aan de ministers die respectievelijk Sociale zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben voorgelegd dienen te worden.

### HOOFDSTUK III. — Principes

**Art. 331.** Zonder de openbare orde, de goede zeden en de dwingende wetten te kunnen overtreden, kiezen de partijen vrij de aard van hun arbeidsrelatie waarbij de effectieve uitvoering van de overeenkomst moet overeenkomen met de aard van de arbeidsrelatie. Er moet voorrang worden gegeven aan de kwalificatie die uit de feitelijke uitoefening blijkt indien deze de door de partijen gekozen juridische kwalificatie uitsluit.

**Art. 332.** Indien de uitoefening van de arbeidsrelatie voldoende elementen naar voor brengt die, beoordeeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, onverenigbaar zijn met de kwalificatie die door de partijen aan de arbeidsrelatie wordt gegeven, zal er een herkwalificatie van de arbeidsrelatie gebeuren en wordt er een overeenstemmend stelsel van sociale zekerheid toegepast, zonder evenwel afbreuk te doen aan de volgende bepalingen :

— artikel 2, § 1, 1° en 3°, van de wet van 27 juni 1969, artikel 2, § 1, 1° en 3°, van de wet van 29 juni 1981, en artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit nr. 38, alsook iedere bepaling die op basis van deze bepalingen genomen werd;

— in algemene zin, elke wettelijke of reglementaire bepaling die de uitoefening van een beroep of een bepaalde activiteit in de hoedanigheid van zelfstandige of werknemer in de zin van deze wet oplegt of onweerlegbaar vermoedt.

De elementen die in het eerste lid worden bedoeld, worden beoordeeld op basis van de algemene criteria zoals gedefinieerd in artikel 333 en, desgevallend, van de specifieke criteria van juridische of socio-economische aard die overeenkomstig de adviesprocedure van hoofdstuk V worden vastgesteld.

### HOOFDSTUK IV. — De algemene criteria

**Art. 333.** § 1. De algemene criteria waarvan sprake in vorig artikel en die het mogelijk maken het bestaan of de afwezigheid van een gezagsband te beoordelen zijn :

— de wil der partijen zoals die in hun overeenkomst werd uitgedrukt, voor zover deze laatste overeenkomstig de bepalingen van artikel 331 wordt uitgevoerd;

— de vrijheid van organisatie van de werktijd;

— de vrijheid van organisatie van het werk;

— de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

§ 3. Les chambres de la section administrative sont chacune composées d'un nombre égal de membres désignés sur proposition du ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, parmi les membres du personnel de son administration ou de l'Institut National d'assurances sociales pour travailleurs indépendants d'une part, et de membres désignés sur proposition des ministres qui ont les Affaires sociales et l'Emploi dans leurs attributions parmi les membres du personnel de leurs administrations ou de l'Office National de Sécurité Sociale d'autre part.

Chaque chambre de la section administrative est présidée par un magistrat professionnel.

§ 4. Aucun membre des Chambres de la section administrative ne peut exercer la fonction de fonctionnaire qui relève de l'autorité des ministres ayant dans leurs attributions les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi, et qui est chargé de surveiller le respect de l'application des législations en matière de sécurité sociale et de droit du travail.

§ 5. Les membres des Chambres de la section administrative sont nommés par le Roi.

§ 6. Le Roi détermine le fonctionnement des Chambres normative et administratives de la Commission.

**Art. 330.** La chambre de la section normative de la Commission visée à l'article 329 a pour tâches de :

1° recueillir tout avis pertinent permettant d'objectiver la réalité d'une incertitude concernant la nature des relations de travail dans un secteur ou pour une ou plusieurs professions;

2° remettre un rapport aux ministres compétents, à leur demande ou d'initiative, constatant l'existence ou l'absence d'une incertitude ou d'une problématique concernant la nature des relations de travail dans un secteur, une ou plusieurs professions;

3° conseiller, à leur demande, les organismes consultés conformément à l'article 336, § 1<sup>er</sup>;

4° élaborer, conformément à l'article 336, une proposition de liste de critères spécifiques à soumettre aux ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes Moyennes et l'Emploi.

### CHAPITRE III. — Principes

**Art. 331.** Sans pouvoir contrevenir à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux lois impératives, les parties choisissent librement la nature de leur relation de travail, dont l'exécution effective doit être en concordance avec la nature de la relation. La priorité est à donner à la qualification qui se révèle de l'exercice effectif si celle-ci exclut la qualification juridique choisie par les parties.

**Art. 332.** Si l'exécution de la relation de travail laisse apparaître la réunion de suffisamment d'éléments, appréciés conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, incompatibles avec la qualification donnée par les parties à la relation de travail, il y aura requalification de la relation de travail et application du régime de sécurité sociale correspondant, sans préjudice toutefois des dispositions suivantes :

— l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, de la loi du 27 juin 1969, l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° et 3°, de la loi du 29 juin 1981, et l'article 3, § 2, de l'arrêté royal n°38, ainsi que toute disposition prise sur la base de ces dispositions;

— de manière générale, toute disposition légale ou réglementaire imposant ou présumant de manière irréfragable l'exercice d'une profession ou d'une activité déterminée en qualité de travailleur indépendant ou de travailleur salarié au sens de la présente loi.

Les éléments visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont appréciés sur la base des critères généraux tels que définis à l'article 333 et, le cas échéant, des critères spécifiques d'ordre juridique ou socio-économique déterminés conformément à la procédure d'avis du chapitre V.

### CHAPITRE IV. — Les critères généraux

**Art. 333.** § 1<sup>er</sup>. Les critères généraux dont il est question à l'article précédent et qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence du lien d'autorité sont :

— la volonté des parties telle qu'exprimée dans leur convention, pour autant que cette dernière soit exécutée conformément aux dispositions de l'article 331;

— la liberté d'organisation du temps de travail;

— la liberté d'organisation du travail;

— la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

§ 2. Onverminderd de in artikel 332 beoogde bepalingen, kunnen de verplichtingen die inherent zijn aan de uitoefening van een beroep en die door of krachtens een wet zijn opgelegd niet in overweging genomen worden om de aard van een arbeidsrelatie te beoordelen.

§ 3. De volgende elementen zijn, op zichzelf genomen, niet bij machte om de arbeidsrelatie adequaat te kwalificeren :

- de titel van de overeenkomst;
- de inschrijving bij een instelling van sociale zekerheid;
- de inschrijving bij de Kruispuntbank voor Ondernemingen;
- de inschrijving bij de administratie van de BTW;
- de wijze waarop de inkomsten bij de fiscale administratie worden aangegeven.

#### HOOFDSTUK V. — *De specifieke criteria*

##### *Afdeling 1. — Criteria*

**Art. 334.** § 1. De Koning kan een lijst opstellen met specifieke criteria die eigen zijn aan een sector, een of meerdere beroepen of een of meerdere categorieën van beroepen die Hij bepaalt. Deze lijst vult de criteria aan die in artikel 333 worden beoogd zoals voorzien door de in dit hoofdstuk omschreven procedure.

§ 2. Deze specifieke criteria kunnen enkel bestaan uit elementen die al dan niet op het bestaan van een gezag wijzen. Zij kunnen niet afwijken van de criteria bepaald in artikel 333 en moeten niet noodzakelijk bestaan uit een van de elementen van § 3.

§ 3. Deze lijst met specifieke criteria kan onder meer volgende elementen van socio-economische en juridische aard bevatten :

- verantwoordelijkheid en beslissingsmacht over de financiële middelen om de onderneming rendabel te houden;
- de vaste en/of gewaarborgde bezoldiging;
- persoonlijke en substantiële investering in de onderneming met eigen middelen en persoonlijke en substantiële deelname in de winsten en verliezen van de onderneming;
- de mogelijkheid personeel in dienst te nemen of zich te laten vervangen;
- zich manifesteren als onderneming ten overstaan van de medecontractant of van derden;
- in ruimtes en/of met materiaal werken die in eigen bezit zijn.

§ 4. Ingeval van samenloop tussen criteria per sector, criteria per beroep, en/of criteria per beroepscategorie hebben de laatstgenoemde voorrang op de vorige.

##### *Afdeling 2. — Aanhangigmaking bij de normatieve kamer van de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie*

**Art. 335.** Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 332, tweede lid, kunnen de ministers die Sociale Zaken, Werk of Middenstand in hun bevoegdheden hebben het initiatief nemen een einde te maken aan elke onzekerheid of problematiek betreffende de aard van de arbeidsrelatie die ze in een sector of in een of meerdere beroepen zouden vaststellen op basis van een verslag, door een van hen gevraagd of op initiatief van de kamer van de normatieve afdeling bedoeld in artikel 329.

Hier toe kan elk van hen een zaak aanhangig maken bij de kamer van de normatieve afdeling van de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie bedoeld in artikel 329 zodat deze een verslag uitbrengt over het al dan niet bestaan van een dergelijke onzekerheid of problematiek binnen een termijn van twee maanden die met vier maanden kan worden verlengd op schriftelijk verzoek van de kamer.

##### *Afdeling 3. — Adviesprocedure*

**Art. 336.** § 1. Op basis van het verslag bedoeld in artikel 335 ter vaststelling van het bestaan van een onzekerheid of specifieke problematiek in een sector of beroep maken de ministers die respectievelijk Sociale zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben dit verslag, samen, binnen de twee maanden over aan enerzijds de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en anderzijds de Nationale Arbeidsraad opdat deze een advies uitbrengen betreffende de specifieke criteria opgesteld overeenkomstig artikel 334. Dit advies dient uitgebracht binnen een termijn van 4 maanden vanaf de aanhangigmaking. Deze termijn kan op hun verzoek met twee maanden verlengd worden.

§ 2. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 332, les contraintes inhérentes à l'exercice d'une profession qui sont imposées par ou en vertu d'une loi, ne peuvent être prises en considération pour apprécier la nature d'une relation de travail.

§ 3. Les éléments suivants sont, à eux seuls, impuissants à qualifier adéquatement la relation de travail :

- l'intitulé de la convention;
- l'inscription auprès d'un organisme de sécurité sociale;
- l'inscription à la Banque-carrefour des entreprises;
- l'inscription auprès de l'administration de la T.V.A.;
- la manière dont les revenus sont déclarés à l'administration fiscale.

#### CHAPITRE V. — *Les critères spécifiques*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Critères*

**Art. 334.** § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut établir une liste de critères spécifiques propres à un secteur, à une ou plusieurs professions ou à une ou plusieurs catégories de professions qu'il détermine et complétant les critères visés à l'article 333 au terme de la procédure définie dans le présent chapitre.

§ 2. Ces critères spécifiques ne peuvent consister qu'en des éléments relatifs à la présence ou l'absence d'un lien d'autorité. Ils ne peuvent déroger aux critères déterminés à l'article 333 et ne doivent pas nécessairement consister en un des éléments du § 3.

§ 3. Cette liste de critères spécifiques peut comporter notamment des éléments d'ordres socio-économique et juridique suivant :

- la responsabilité et le pouvoir de décision sur les moyens financiers afin de maintenir la rentabilité de l'entreprise;
- la garantie de paiement périodique d'une rémunération;
- l'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre et la participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;
- la possibilité d'engager du personnel ou se faire remplacer;
- se présenter comme une entreprise à l'égard du cocontractant et des tiers;
- travailler dans ses propres locaux et/ou avec du matériel propre.

§ 4. En cas de concours entre des critères par secteur, des critères par profession, et/ou des critères par catégorie d'une profession, les derniers cités priment sur les précédents.

##### *Section 2. — Saisine de la chambre normative de la Commission de règlement de la relation de travail*

**Art. 335.** Sans préjudice des dispositions visées à l'article 332, alinéa 2, les ministres ayant les Affaires sociales, les Classes moyennes ou l'Emploi dans leurs attributions, peuvent prendre l'initiative de mettre fin à toute incertitude ou problématique concernant la nature des relations de travail qu'ils constateraient dans un secteur ou dans une ou plusieurs professions sur la base d'un rapport, sollicité par l'un d'eux ou à l'initiative de la chambre de la section normative visée à l'article 329.

A cette fin, ils peuvent chacun saisir la chambre de la section normative de la Commission de règlement de la relation de travail visée à l'article 329 afin qu'elle rende un rapport sur l'absence ou la présence d'une telle incertitude ou problématique endéans un délai de deux mois qui peut être prolongé de quatre mois à la demande écrite de la chambre.

##### *Section 3. — Procédure d'avis*

**Art. 336.** § 1<sup>er</sup>. Sur la base du rapport visé à l'article 335 constatant l'existence d'une incertitude ou d'une problématique spécifique à un secteur ou une profession, les ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi transmettent conjointement dans les deux mois ce rapport d'une part au Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises et, d'autre part, au Conseil National du Travail afin qu'ils rendent un avis relatif à des critères spécifiques établis conformément à l'article 334. Cet avis doit être rendu dans un délai de 4 mois, à compter de leur saisine. Ce délai peut être prolongé de deux mois à leur demande.

De Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen brengt zijn advies slechts uit na het raadplegen van de betrokken sectoren en beroepen en, als er een bestaat, de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat voor het betrokken beroep door de wet is aangesteld, volgens de modaliteiten die door de Koning worden bepaald.

De Nationale Arbeidsraad brengt zijn advies slechts uit na het raadplegen van de bevoegde paritaire Comités volgens de modaliteiten die door de Koning worden bepaald.

§ 2. In de veronderstelling dat de adviezen die in § 1 zijn bedoeld niet binnen de vereiste termijn worden uitgebracht, wordt er een herinnering gericht aan de Hoge Raad der Zelfstandigen en Kleine en Middelgrote Ondernemingen en aan de Nationale Arbeidsraad door de ministers die respectievelijk Sociale Zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben.

Indien deze adviezen niet ten laatste bij het verstrijken van een termijn van 4 maanden te tellen vanaf voormelde herinnering worden uitgebracht, stelt de kamer van de normatieve afdeling van de Commissie bedoeld in artikel 329 van ambtswege en onverwijld een lijst met specifieke criteria voor die zij overmaakt aan de ministers die respectievelijk Sociale Zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben.

§ 3. De adviezen die in § 1 zijn bedoeld, worden ingewonnen door de kamer van de normatieve afdeling van de Commissie bedoeld in artikel 329.

Indien deze adviezen eenparig zijn, maakt de Kamer het voorstel van lijst met specifieke criteria, ongewijzigd, binnen de maand over aan de ministers die respectievelijk Sociale Zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben.

Indien deze adviezen uiteenlopend zijn, maakt de Kamer er de synthese van en werkt, dientengevolge binnen de 4 maanden, een voorstel van lijst met specifieke criteria uit. Zij maakt deze over aan de ministers die respectievelijk Sociale zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben. Dit voorstel vermeldt bij welke meerderheid het werd uitgewerkt.

§ 4. In de veronderstelling dat de lijst met specifieke criteria door de kamer van de normatieve afdeling bij een meerderheid die kleiner is dan 60 % werd uitgewerkt, zijn de 4 deskundigen, zoals bedoeld in artikel 329, § 2, ertoe gehouden binnen 2 maanden een nieuwe lijst met specifieke criteria aan de Kamer van de normatieve afdeling van de Commissie voor te stellen die hierover uitspraak over doet en zijn advies overmaakt aan de bevoegde ministers.

#### *Afdeling 4. — De lijst met specifieke criteria*

**Art. 337.** De Koning maakt de lijst met specifieke criteria die overeenkomstig artikel 336, § 3, tweede lid, wordt overgemaakt, verplichtend.

In de veronderstelling van een lijst met specifieke criteria die door de normatieve afdeling van de Commissie uitgewerkt wordt bij een meerderheid die gelijk is aan of groter is dan 60 %, stelt de Koning, op voorstel van de ministers die respectievelijk Sociale Zaken, Middenstand en Werk tot hun bevoegdheden hebben, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een lijst met specifieke criteria op, binnen een termijn van 4 maanden is voorgesteld.

In de veronderstelling van een lijst die door de kamer van de normatieve afdeling van de Commissie uitgewerkt wordt bij een meerderheid die kleiner is dan 60 %, kan de Koning, op voorstel van de ministers die respectievelijk Sociale Zaken, Middenstand en Werk tot hun bevoegdheden hebben, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad een lijst met specifieke criteria opstellen.

#### *HOOFDSTUK VI. — De beslissingen betreffende de kwalificatie van een arbeidsrelatie door de administratieve Kamers van de Commissie*

**Art. 338.** § 1. De kamers van de administratieve afdeling van de in artikel 329 bedoelde Commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie. Deze beslissingen worden van kracht voor een periode van drie jaar in de in § 2, tweede en derde lid, bedoelde gevallen.

§ 2. Deze beslissingen worden genomen op gezamenlijk initiatief van het geheel van de partijen van de arbeidsrelatie, wanneer de partijen de bevoegde kamer van de administratieve afdeling binnen een termijn van één jaar aanzoeken vanaf de inwerkingtreding van deze wet of van het koninklijk besluit dat de lijst met specifieke criteria in de betrokken sector, beroep of beroepscategorie opstelt.

Deze beslissingen kunnen eveneens worden genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, ingeval deze een beroepsactiviteit van zelfstandige start en een aanvraag ervoor doet bij haar aansluiting bij een sociaal verzekeringsfonds bedoeld bij artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38.

Le Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et, s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée, selon les modalités définies par le Roi.

Le Conseil National du Travail ne rend son avis qu'après avoir consulté la ou les Commissions paritaires compétentes, selon les modalités définies par le Roi.

§ 2. Dans l'hypothèse où les avis visés au § 1<sup>er</sup> ne sont pas rendus dans le délai requis, un rappel est adressé au Conseil supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises et au Conseil National du Travail par les ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi.

Si ces avis ne sont pas rendus au plus tard à l'expiration d'un délai de 4 mois à compter dudit rappel, la chambre de la section normative de la Commission visée à l'article 329 propose d'office et sans délai une liste de critères spécifiques qu'elle transmet aux ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi.

§ 3. Les avis visés au § 1<sup>er</sup> sont recueillis par la chambre de la section normative de la Commission visée à l'article 329.

Si ces avis sont unanimes, la Chambre transmet, telle quelle, endéans le mois, la proposition de liste de critères spécifiques aux ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi.

Si ces avis sont divergents, la Chambre en fait la synthèse et élabore, en conséquence, endéans les 4 mois, une proposition de liste de critères spécifiques qu'elle transmet aux ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes Moyennes et l'Emploi. Cette proposition indique à quelle majorité elle a été élaborée.

§ 4. Dans l'hypothèse où la liste de critères spécifiques est élaborée par la chambre de la section normative de la Commission à une majorité inférieure à 60 %, les 4 experts, tels que visés à l'article 329, § 2, sont tenus de proposer, dans les 2 mois, une nouvelle liste de critères spécifiques à la section normative de la Commission. Cette Chambre délibère sur cette proposition et transmet son avis aux ministres compétents.

#### *Section 4. — La liste des critères spécifiques*

**Art. 337.** Le Roi rend obligatoire la liste de critères spécifiques transmise conformément à l'article 336, § 3, alinéa 2.

Dans l'hypothèse où la liste de critères spécifiques a été élaborée par la section normative de la Commission à une majorité égale ou supérieure à 60 %, le Roi établit, sur proposition des ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, une liste de critères spécifiques, dans un délai de 4 mois.

Dans l'hypothèse où la liste de critères spécifiques a été élaborée par la chambre de la section normative de la Commission à une majorité inférieure à 60 %, le Roi peut établir, sur proposition des ministres qui ont respectivement dans leurs compétences les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, une liste de critères spécifiques.

#### *CHAPITRE VI. — Les décisions relatives à la qualification d'une relation de travail par les Chambres administratives de la Commission*

**Art. 338.** § 1<sup>er</sup>. Les chambres de la section administrative de la Commission visée à l'article 329 ont pour tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée. Ces décisions produisent leurs effets pour une durée de 3 ans dans les cas visés au § 2, alinéas 2 et 3.

§ 2. Ces décisions sont rendues à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties à la relation de travail, lorsque les parties saisissent la chambre compétente de la section administrative dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent article ou de l'arrêté royal établissant la liste de critères spécifiques dans le secteur, la profession ou la catégorie de profession concernée.

Ces décisions peuvent également être rendues à l'initiative d'une seule partie à la relation de travail, dans le cas où celle-ci commence une activité professionnelle de travailleur indépendant et en fait la demande lors de son affiliation à une caisse d'assurances sociales visée à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38.

Deze beslissingen kunnen ten slotte worden genomen op initiatief van elke partij die beoogt een arbeidsrelatie te hebben met een andere partij, waarvan het statuut van werknemer of zelfstandige onzeker is, en hierom voorafgaand en rechtstreeks de bevoegde kamer van de administratieve afdeling verzoekt.

In dit kader zullen de regels en modaliteiten van de opdracht van de bij artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38 bedoelde sociale verzekeringsfondsen door de Koning worden vastgesteld.

§ 3. Geen enkele beslissing kan worden gegeven :

1° wanneer op het ogenblik van de indiening van het verzoek de bevoegde diensten van de instellingen van sociale zekerheid een onderzoek hebben geopend of een strafrechtelijk onderzoek betreffende de aard van de arbeidsrelatie werd geopend;

2° wanneer de aard van de betrokken arbeidsrelatie bij een arbeidsrechtbank aanhangig werd gemaakt of deze zich er reeds over uitgesproken heeft.

§ 4. Deze beslissingen zijn bindend voor de instellingen die in de administratieve kamer vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaal-verzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr. 38, behalve :

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

§ 5. Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissingen via aangetekend schrijven tegen deze beslissingen voor de arbeidsrechtbanken een beroep worden aangetekend.

De beslissing wordt definitief indien geen enkel beroep wordt aangetekend.

Deze rechtsvordering wordt begrepen in eerste aanleg, in beroep en in cassatie.

§ 6. De partij die een beslissing van de bevoegde kamer van de administratieve afdeling onder de door dit artikel voorziene voorwaarden heeft gekregen, kan een nieuwe beslissing van deze kamer bekomen.

§ 7. Ieder jaar stelt de administratieve afdeling een verslag met daarin haar rechtspraak op.

#### HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

**Art. 339.** Deze titel is van toepassing zonder dat hierbij afbreuk wordt gedaan aan de soevereine macht van hoven en rechtbanken om de aard van een welbepaalde arbeidsrelatie te beoordelen, rekening houdende met algemene criteria en, desgevallend, specifieke criteria die van toepassing zijn op deze laatste.

Wanneer een instelling van sociale zekerheid de aard van een arbeidsrelatie betwist, is zij ertoe gehouden voorafgaand de rechtspraak van de kamer van de administratieve afdeling van de Commissie bedoeld in artikel 329 te raadplegen.

**Art. 340. § 1.** In de hypothesen van herkwalificatie van de arbeidsrelatie, bedoeld bij § 6, zal de rechtzetting van de verschuldigde sociale zekerheidsbijdragen worden toegepast voor de periode die de herkwalificatie voorafgaat sedert de inwerkingtreding, desgevallend, van het koninklijk besluit dat de lijst met de specifiek criteria die in de betrokken sector, beroep of categorie van beroepen van toepassing zijn vastlegt, rekening houdende met de verjaringstermijn bepaald bij artikel 42 van de wet van 27 juni 1969 en bij artikel 16 van koninklijk besluit nr. 38.

§ 2. In geval van herkwalificatie tot verlonde arbeidsrelatie, in afwijking van de bepalingen van hoofdstuk IV van de wet van 27 juni 1969, en onverminderd de toepassing van het stelsel van sociale zekerheid der loontrekkenden, zal de rechtzetting enkel de bijdragen als dusdanig betreffen, met uitzondering van de verhogingen, intresten en andere kosten of sancties voorzien bij hoofdstuk IV van voornoemde wet, en mits afhouding van de tijdens die periode aan de inningstelling van de sociale zekerheidsbijdragen der zelfstandigen verschuldigde bijdragen.

Ces décisions peuvent enfin être rendues à l'initiative de toute partie qui envisage d'avoir une relation de travail avec une autre partie dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est incertain, et en fait la demande préalablement et directement à la chambre compétente de la section administrative.

Dans ce cadre, les règles et modalités de la mission des caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 seront arrêtées par le Roi.

§ 3. Aucune décision ne peut être donnée :

1° lorsqu'au moment de l'introduction de la demande, les services compétents des institutions de sécurité sociale ont ouvert une enquête ou une instruction pénale a été ouverte concernant la nature de la relation de travail;

2° lorsqu'une juridiction du travail a été saisie ou s'est déjà prononcée sur la nature de la relation de travail concernée.

§ 4. Ces décisions lient les institutions représentées au sein de la chambre administrative ainsi que les caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, sauf :

1° lorsque les conditions relatives à l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision s'est fondée sont modifiées. Dans ce cas, la décision ne produit plus ses effets à partir du jour de la modification de ces conditions;

2° lorsqu'il apparaît que les éléments à la qualification de la relation de travail qui ont été fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée n'avoir jamais existé.

Les institutions de sécurité sociale demeurent donc habilitées à procéder à un contrôle du maintien des éléments ayant fondé la décision de la chambre administrative.

§ 5. Un recours contre ces décisions peut être introduit devant les juridictions du travail par les parties dans le mois suivant sa notification à celles-ci par lettre recommandée à la poste.

La décision devient définitive si aucun recours n'est introduit.

Cette action en justice s'entend de la première instance, de l'instance d'appel et de l'instance en cassation.

§ 6. La partie qui a obtenu une décision de la chambre compétente de la section administrative dans les conditions prévues par le présent article peut obtenir une nouvelle décision de cette dernière.

§ 7. Chaque année, la section administrative établit un rapport reprenant sa jurisprudence.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions finales

**Art. 339.** Le présent titre est applicable sans préjudice du pouvoir souverain des cours et tribunaux d'apprécier la nature d'une relation de travail déterminée, compte tenu des critères généraux et, le cas échéant, des critères spécifiques applicables à celle-ci.

Lorsqu'une institution de sécurité sociale conteste la nature d'une relation de travail, elle est tenue de consulter préalablement la jurisprudence de la section administrative de la Commission visée à l'article 329.

**Art. 340. § 1<sup>er</sup>.** Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, la rectification des cotisations de sécurité sociale dues s'appliquera pour la période antérieure à la requalification depuis l'entrée en vigueur, le cas échéant, de l'arrêté royal établissant la liste des critères spécifiques applicables dans le secteur, la profession ou la catégorie de professions concernée et compte tenu du délai de prescription de l'article 42 de la loi du 27 juin 1969 et de l'article 16 de l'arrêté royal n° 38.

§ 2. En cas de requalification en relation de travail salariée, par dérogation aux dispositions du chapitre IV de la loi du 27 juin 1969, et sans préjudice de l'application du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés, la rectification ne portera que sur les cotisations proprement dites, à l'exclusion des majorations, intérêts et autres frais ou sanctions prévues au chapitre IV de ladite loi, et sous déduction des cotisations dues durant cette période à l'organisme percepteur de cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.



Zo ook blijven in deze hypothesen de gedurende de periode die de herkwalificatie voorafgaat aan de inninginstelling van de sociale zekerheidsbijdragen der zelfstandigen verschuldigde bijdragen verworven en zullen die door de werker niet teruggevorderd kunnen worden wiens statuut hergekwalificeerd is.

Onverminderd de loonbarema's zal de maandelijks bezoldiging van de werknemer, zonder werkgeversbijdragen voor sociale zekerheid en vóór aftrek van de bedrijfsvoorheffing geacht worden gelijk te zijn aan het maandelijks gemiddelde van de inkomsten toegekend als zelfstandige en verminderd met het maandelijks gemiddelde van de sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd aan de inninginstelling van de sociale zekerheidsbijdragen der zelfstandigen.

§ 3. In geval van herkwalificatie tot zelfstandige arbeidsrelatie, in afwijking van de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 38 en onverminderd de toepassing van het stelsel van sociale zekerheid der zelfstandigen, zal de rechtzetting enkel de bijdragen als dusdanig betreffen, met uitzondering van de verhogingen en intresten en mits afhouding van de tijdens deze periode aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid der werknemers verschuldigde persoonlijke bijdragen.

Zo ook blijven in deze hypothesen de gedurende de periode die de herkwalificatie voorafgaat aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid der werknemers verschuldigde persoonlijke bijdragen verworven en kunnen deze niet door de werker wiens arbeidsrelatie hergekwalificeerd werd noch door zijn vroegere werkgever teruggevorderd worden.

§ 4. Jaarlijks en voor de eerste keer tijdens het jaar volgend op het jaar van inwerkingtreding van dit artikel, stellen de RSZ-globaal beheer en het globaal financieel beheer van het sociaal statuut der zelfstandigen gezamenlijk een globale afrekening op. Het bedrag van deze afrekening wordt van het ene globaal beheer naar het andere overgedragen vóór het einde van het jaar waarvan de afrekening wordt opgemaakt.

De in vorig lid bedoelde afrekening berust op volgende principes: de door de werker verschuldigde bijdragen voor de periode die voorafgaat aan de herkwalificatie van zijn arbeidsrelatie moeten aan het andere globaal beheer overgemaakt worden, verminderd met het bedrag van de effectief aan de werker toegekende sociale prestaties voor dezelfde periode.

De Koning bepaalt de berekeningswijze en de nadere regels voor de vaststelling van deze globale afrekening.

§ 5. In de hypothesen van herkwalificatie van de arbeidsrelatie bedoeld in § 6 is geen enkele strafsancie van toepassing.

§ 6. De bij dit artikel bedoelde hypothesen zijn de volgende:

— vrijwillige aansluiting van de werkgever bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid wanneer deze aansluiting plaatsgrijpt ten laatste bij het verstrijken van de termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van deze wet of van het koninklijk besluit dat de lijst opstelt met de specifieke criteria die van toepassing zijn in de betrokken sector, het betrokken beroep of de betrokken categorie van beroep;

— aanzoek van de bevoegde kamer van de administratieve afdeling door alle partijen van de arbeidsrelatie onder de voorwaarden bepaald bij artikel 338, § 2, eerste lid, wanneer de partijen zich binnen een termijn van 6 maanden naar de uitgebrachte beslissing schikken.

**Art. 341.** Wanneer de Commissie, in het bij artikel 338, § 2, tweede lid, bedoelde geval, vaststelt dat er geen overeenstemming is tussen een arbeidsrelatie en de kwalificatie die door de partijen aan de arbeidsrelatie wordt gegeven, geldt de herkwalificatie slechts voor de toekomst.

**Art. 342.** Deze titel zal twee jaar na haar inwerkingtreding het voorwerp uitmaken van een evaluatie door de Nationale Arbeidsraad en de Hoge Raad voor Zelfstandigen en Kleine en Middelgrote Ondernemingen.

#### HOOFDSTUK VIII. — Inwerkingtreding

**Art. 343.** Deze titel treedt in werking op de eerste dag van de maand na de maand waarin zij in het *Belgisch Staatsblad* is verschenen, met uitzondering van de artikelen 329 en 330, alsook de artikelen 334 tot 339 en 341 die in werking treden op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2008.

De même, dans ces hypothèses, les cotisations dues durant la période antérieure à la requalification à l'organisme percepteur de cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants, demeurent acquises et ne pourront être récupérées par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée.

Sans préjudice des barèmes salariaux, la rémunération mensuelle du travailleur salarié, hors cotisations patronales de sécurité sociale et avant déduction du précompte professionnel, est réputée être égale à la moyenne mensuelle des revenus attribués en tant que travailleur indépendant et diminuée de la moyenne mensuelle des cotisations de sécurité sociale dues à l'organisme percepteur des cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.

§ 3. En cas de requalification en relation de travail indépendante, par dérogation aux dispositions de l'arrêté royal n° 38, et sans préjudice de l'application du régime de sécurité sociale des travailleurs indépendants, la rectification ne portera que sur les cotisations proprement dites, à l'exclusion des majorations et intérêts, et sous déduction des cotisations personnelles dues durant cette période à l'Office national de sécurité sociale des travailleurs salariés.

De même, dans ces hypothèses, les cotisations personnelles dues durant la période antérieure à la requalification à l'Office national de sécurité sociale des travailleurs salariés, demeurent acquises et ne pourront être récupérées ni par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée, ni par son ancien employeur.

§ 4. Annuellement et pour la première fois l'année suivant l'année d'entrée en vigueur du présent article, un décompte global est établi conjointement par l'ONSS-gestion globale et la gestion financière globale du statut social des travailleurs indépendants. Le montant de ce décompte est transféré d'une gestion globale à l'autre avant la fin de l'année où le décompte est établi.

Le décompte visé au précédent alinéa repose sur les principes suivants: les cotisations dues durant la période antérieure à la requalification par le travailleur dont la relation de travail a été requalifiée doivent être reversées à l'autre gestion globale, diminuées du montant des prestations effectivement octroyées au travailleur durant la même période.

Le Roi arrête le mode de calcul et les modalités de détermination de ce décompte global.

§ 5. Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, aucune sanction pénale n'est applicable.

§ 6. Les hypothèses visées par le présent article sont les suivantes:

— affiliation volontaire de l'employeur auprès de l'Office national de sécurité sociale lorsque cette affiliation prend cours au plus tard à l'expiration du délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi ou de l'arrêté royal établissant la liste des critères spécifiques applicables dans le secteur, la profession ou la catégorie de profession concernée;

— saisine de la chambre compétente de la section administrative par toutes les parties à la relation de travail, dans les conditions définies à l'article 338, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque les parties se conforment à la décision rendue dans un délai de 6 mois.

**Art. 341.** Lorsque, dans le cas visé à l'article 338, § 2, alinéa 2, la Commission constate une inadéquation entre une relation de travail et la qualification donnée par les parties à la relation de travail, la requalification ne vaut que pour l'avenir.

**Art. 342.** Le présent titre fera l'objet d'une évaluation par le Conseil National du Travail et le Conseil Supérieur des Indépendants et des Petites et Moyennes Entreprises deux ans après son entrée en vigueur.

#### CHAPITRE VIII. — Entrée en vigueur

**Art. 343.** Le présent titre entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 329 et 330, ainsi que des articles 334 à 339 et 341 qui entrent en vigueur à une date déterminée par le Roi et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2008.



## WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2012 — 2672 [C — 2012/21115]

**25 AUGUSTUS 2012.** — Wet tot wijziging van Titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006, wat de aard van de arbeidsrelaties betreft

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

**Art. 2.** In titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006 wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II Administratieve commissie ter regeling van de arbeidsrelatie. »

**Art. 3.** Artikel 329 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 329. § 1. Er wordt een administratieve commissie ter regeling van de arbeidsrelatie ingesteld, met meerdere kamers.

§ 2. De in de eerste paragraaf bedoelde kamers van de administratieve commissie zijn elk samengesteld uit een gelijk aantal leden aangewezen op voorstel van de Minister die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft onder de personeelsleden van zijn administratie of van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen enerzijds, en van leden aangewezen op voorstel van de Ministers die Sociale Zaken en Werkgelegenheid onder hun bevoegdheid hebben onder de personeelsleden van hun administraties of van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid anderzijds.

Elke kamer wordt voorgezeten door een beroepsmagistraat.

§ 3. Geen enkel lid van de kamers mag de functie uitoefenen van ambtenaar die onder het gezag valt van de Ministers die Sociale Zaken, Middenstand en Werk in hun bevoegdheden hebben, en die ermee wordt belast de naleving van de toepassing van de wetgevingen inzake sociale zekerheid en arbeidsrecht te bewaken.

§ 4. De leden van de kamers worden door de Koning benoemd.

§ 5. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de administratieve commissie.

§ 6. De administratieve commissie kan beslissen om deskundigen van de betrokken sector of sectoren of van het betrokken beroep of beroepen te horen. »

**Art. 4.** In artikel 332 van dezelfde wet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Hetzij wanneer de uitoefening van de arbeidsrelatie voldoende elementen naar voor brengt die, beoordeeld overeenkomstig de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, onverenigbaar zijn met de kwalificatie die door de partijen aan de arbeidsrelatie wordt gegeven, hetzij wanneer de kwalificatie die door de partijen aan de arbeidsrelatie wordt gegeven niet overeenstemt met de aard van de arbeidsrelatie zoals deze wordt vermoed overeenkomstig het bepaalde in hoofdstuk V/1 en dit vermoeden niet wordt weerlegd, gebeurt er een herkwalificatie van de arbeidsrelatie en wordt er een overeenstemmend stelsel van sociale zekerheid toegepast, zonder evenwel afbreuk te doen aan de volgende bepalingen :

1) artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van de wet van 27 juni 1969, artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van de wet van 29 juni 1981 en artikel 3, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit nr. 38, alsook iedere bepaling die op basis van deze bepalingen genomen werd;

2) in algemene zin, elke wettelijke of reglementaire bepaling die de uitoefening van een beroep of een bepaalde activiteit in de hoedanigheid van zelfstandige of werknemer in de zin van deze wet oplegt of onweerlegbaar vermoedt. »

**Art. 5.** In titel XIII, hoofdstuk V, van dezelfde wet wordt de indeling in afdelingen opgeheven.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2012 — 2672 [C — 2012/21115]

**25 AOUT 2012.** — Loi modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée par l'article 78 de la Constitution.

**Art. 2.** Dans le titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II Commission administrative de règlement de la relation de travail. »

**Art. 3.** L'article 329 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 329. § 1<sup>er</sup>. Une commission administrative de la relation de travail est instituée avec plusieurs chambres.

§ 2. Les chambres de la commission administrative visées au paragraphe premier sont chacune composées d'un nombre égal de membres désignés sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions parmi le personnel de son administration ou de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, d'une part, et de membres désignés sur la proposition des Ministres qui ont les Affaires sociales et l'Emploi dans leurs attributions parmi les membres du personnel de leurs administrations ou de l'Office national de Sécurité sociale d'autre part.

Chaque chambre est présidée par un magistrat professionnel.

§ 3. Aucun membre des Chambres ne peut exercer la fonction de fonctionnaire qui relève de l'autorité des Ministres ayant dans leurs attributions les Affaires sociales, les Classes moyennes et l'Emploi, et qui est chargé de surveiller le respect de l'application des législations en matière de sécurité sociale et de droit du travail.

§ 4. Les membres des Chambres sont nommés par le Roi.

§ 5. Le Roi détermine la composition et le fonctionnement de la commission administrative.

§ 6. La commission administrative peut décider d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées. »

**Art. 4.** Dans l'article 332 de la même loi, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Soit lorsque l'exécution de la relation de travail laisse apparaître la réunion de suffisamment d'éléments incompatibles avec la qualification donnée par les parties à la relation de travail, appréciés conformément aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, soit lorsque la qualification donnée par les parties à la relation de travail ne correspond pas à la nature de la relation de travail présumée, conformément au chapitre V/1 et que cette présomption n'est pas renversée, il y aura une requalification de la relation de travail et application du régime de sécurité sociale correspondant, sans préjudice toutefois des dispositions suivantes :

1) l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la loi du 27 juin 1969, l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de la loi du 29 juin 1981 et l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 38, ainsi que toute disposition prise sur la base de ces dispositions;

2) de manière générale, toute disposition légale ou réglementaire imposant ou présumant de manière irréfragable l'exercice d'une profession ou d'une activité déterminée en qualité de travailleur indépendant ou de travailleur salarié au sens de la présente loi. »

**Art. 5.** Dans le titre XIII, Chapitre V, de la même loi, la division en sections est abrogée.

**Art. 6.** In artikel 334 van dezelfde wet wordt paragraaf 1 vervangen als volgt :

« § 1. De Koning kan een lijst opstellen met specifieke criteria die eigen zijn aan één of meerdere sectoren, één of meerdere beroepen, één of meerdere categorieën van beroepen of één of meerdere beroepsactiviteiten die Hij bepaalt. Deze lijst vult de criteria aan die in artikel 333 worden beoogd. » .

**Art. 7.** Artikel 335 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 335. De Koning kan de Hem door artikel 334 toegekende bevoegdheid slechts uitoefenen na advies van :

1) het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, zoals bepaald in artikel 6 van het Sociaal Strafwetboek,

2) de bevoegde paritaire comités of subcomités. Dit advies wordt gegeven door de Nationale Arbeidsraad wanneer verschillende paritaire comités bevoegd zijn. Bij ontstentenis van bevoegd of werkend paritair comité of subcomité wordt dit advies gegeven door de Nationale Arbeidsraad,

3) de Hoge raad voor de zelfstandigen en de K.M.O., die zijn advies uitbrengt na raadpleging van de betrokken sectoren en beroepen en als er een bestaat, de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat voor het betrokken beroep door de wet is aangesteld.

Deze drie organen verstrekken hun adviezen binnen vier maanden nadat het verzoek werd gedaan door de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Sociale Zaken of de Minister bevoegd voor Middenstand.

Indien binnen de gestelde termijn geen eensluidend en eenparig advies werd verstrekt, kan de Koning voor de betrokken sector(en), beroep(en), categorie(en) van beroepen of beroepsactiviteit(en), specifieke criteria slechts bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepalen. » .

De in het tweede lid bedoelde ministers kunnen de in het eerste lid vermelde organen hetzij op hun eigen initiatief hetzij op vraag van het bevoegde paritair comité of subcomité, de Nationale Arbeidsraad, de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O. of van de organisaties die erin vertegenwoordigd zijn, verzoeken hun adviezen te verstrekken.

Indien de bevoegde ministers gelijktijdig meerdere verzoeken ontvingen om een advies te vragen aan de in het eerste lid vermelde organen, bepalen ze een kalender voor de indiening van de desbetreffende adviesaanvragen.

**Art. 8.** In titel XIII van dezelfde wet wordt een hoofdstuk V/1 ingevoegd, luidende :

« Hoofdstuk V/1. Vermoeden betreffende de aard van de arbeidsrelatie » .

**Art. 9.** In hoofdstuk V/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 337/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 337/1. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de arbeidsrelaties die bestaan in het raam van :

1° de uitoefening van de werkzaamheden die zijn vermeld in artikel 20, § 2, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde;

2° de uitoefening van de activiteit die erin bestaat om voor rekening van derden alle soorten bewakings- en/of toezichtsdiensten uit te oefenen;

3° het vervoer van goederen en of personen voor rekening van derden, met uitzondering van de ambulancediensten en het vervoer van personen met een handicap;

4° De activiteiten die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair comité voor de schoonmaak, die nog niet beoogd worden in 1° .

§ 2. De in de eerste paragraaf bepaalde lijst kan door de Koning worden uitgebreid, nadat het advies werd ingewonnen van :

1) het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst zoals bepaald in artikel 6 van het Sociaal Strafwetboek,

2) de bevoegde paritaire comités of subcomités. Dit advies wordt gegeven door de Nationale Arbeidsraad wanneer verschillende paritaire comités bevoegd zijn. Bij ontstentenis van bevoegd of werkend paritair comité of subcomité wordt dit advies gegeven door de Nationale Arbeidsraad,

**Art. 6.** Dans l'article 334 de la même loi, le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut établir une liste de critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, à une ou plusieurs professions, à une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles qu'Il détermine. Cette liste complète les critères visés à l'article 333. » .

**Art. 7.** L'article 335 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 335. Le Roi ne peut exercer la compétence qui Lui a été reconnue par l'article 334 qu'après avis :

1) du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, tel que prévu à l'article 6 du Code pénal social,

2) des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes. Cet avis est donné par le Conseil national du Travail lorsque plusieurs commissions paritaires sont compétentes. A défaut d'une commission ou sous-commission paritaire compétente ou effective, cet avis est donné par le Conseil national du travail,

3) du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., qui ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée.

Ces trois organes donnent leurs avis dans un délai de quatre mois après la demande faite par le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions, le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions ou le Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions.

Si, dans le délai imparti, aucun avis conforme et unanime n'est remis, le Roi ne peut établir des critères spécifiques pour le ou les secteurs, la ou les professions, la ou les catégories de professions ou la ou les activités professionnelles concernés que par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres. » .

Les ministres visés à l'alinéa 2 peuvent demander aux organes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de donner leurs avis soit de leur propre initiative soit à la demande des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes, du Conseil national du Travail, du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E. ou des organisations qui y sont représentées.

Si les ministres compétents reçoivent simultanément plusieurs demandes visant à solliciter l'avis des organes mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ils établissent un calendrier pour l'introduction des demandes d'avis en question.

**Art. 8.** Dans le titre XIII de la même loi, il est inséré un chapitre V/1, rédigé comme suit :

« Chapitre V/1. Présomption concernant la nature de la relation de travail » .

**Art. 9.** Dans le chapitre V/1 inséré par l'article 8, il est inséré un article 337/1 rédigé comme suit :

« Art. 337/1. § 1<sup>er</sup>. Ce chapitre est applicable aux relations de travail qui se situent dans le cadre suivant :

1° l'exécution des activités énumérées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée;

2° l'exercice de l'activité consistant à effectuer pour le compte de tiers, toutes sortes de surveillance et/ ou des services de garde;

3° le transport de choses et ou personnes pour le compte de tiers, à l'exception des services d'ambulance et le transport de personnes avec un handicap;

4° Les activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire pour le nettoyage, qui ne sont pas déjà visées au 1° .

§ 2. La liste prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> peut être élargie par le Roi après avoir demandé l'avis:

1) du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, tel que prévu à l'article 6 du Code pénal social,

2) des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes. Cet avis est donné par le Conseil national du Travail lorsque plusieurs commissions paritaires sont compétentes. A défaut d'une commission ou sous-commission paritaire compétente ou effective, cet avis est donné par le Conseil national du Travail,

3) de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O., die zijn advies uitbrengt na raadpleging van de betrokken sectoren en beroepen en als er een bestaat, de beroepsorde die of het beroepsinstituut dat voor het betrokken beroep door de wet is aangesteld.

Deze drie organen verstrekken hun adviezen binnen vier maanden nadat het verzoek werd gedaan door de Minister bevoegd voor Werk, de Minister bevoegd voor Sociale Zaken of de Minister bevoegd voor Middenstand.

Indien binnen de gestelde termijn geen eensluidend eenparig advies werd verstrekt, kan de Koning de betrokken sector(en), beroep(en), categorie(en) van beroepen of beroepsactiviteit(en), slechts bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad onder de toepassing van dit hoofdstuk brengen.

De in het tweede lid bedoelde ministers kunnen de in het eerste lid vermelde organen hetzij op hun eigen initiatief hetzij op vraag van het bevoegde paritaire comité of subcomité, de Nationale Arbeidsraad, de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O. of van de organisaties die erin vertegenwoordigd zijn, verzoeken hun adviezen te verstrekken.

Indien de bevoegde ministers gelijktijdig meerdere verzoeken ontvingen om een advies te vragen aan de in het eerste lid vermelde organen, bepalen ze een kalender voor de indiening van de desbetreffende adviesaanvragen.

§ 3. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de familiale arbeidsrelaties.

Wordt begrepen onder familiale arbeidsrelaties :

a) de arbeidsrelaties tussen bloedverwanten en aanverwanten tot de derde graad en tussen wettelijk samenwonenden zoals bedoeld in de wet van 23 november 1998 tot invoering van de wettelijke samenwoning;

b) de arbeidsrelaties tussen een vennootschap en een natuurlijk persoon, waarbij de natuurlijk persoon een bloedverwant of aanverwant is tot de derde graad van, of wettelijk samenwoont met, hetzij degene die alleen hetzij zij die samen, meer dan 50 procent van de aandelen bezitten van de bedoelde vennootschap. »

**Art. 10.** In hoofdstuk V/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 337/2 ingevoegd, luidende :

« Art. 337/2. § 1. De in artikel 337/1 bedoelde arbeidsrelaties, worden weerlegbaar vermoed een arbeidsovereenkomst te zijn wanneer uit de analyse van de arbeidsrelatie blijkt dat meer dan de helft van de hiernavolgende criteria zijn vervuld :

a) ontstentenis van enig financieel of economisch risico in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, zoals dit onder meer het geval is :

- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële investering in de onderneming met eigen middelen, of,

- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële deelname in de winsten en de verliezen van de onderneming;

b) ontstentenis van verantwoordelijkheid en beslissingsmacht aangaande de financiële middelen van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert;

c) ontstentenis van beslissingsmacht over het aankoopbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert;

d) ontstentenis van beslissingsmacht over het prijsbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, behoudens wanneer de prijzen wettelijk zijn vastgelegd;

e) de ontstentenis van resultaatsverbintenis betreffende de overeengekomen arbeid;

f) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de bedrijfsresultaten of de omvang van de prestaties geleverd door diegene die de werkzaamheden uitvoert;

g) het zelf geen werkgever zijn van persoonlijk en vrij aangeworven personeel of het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

h) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen of hoofdzakelijk of gewoonlijk voor één medecontractant werken;

i) in ruimtes werken waarvan men niet de eigenaar of de huurder is of werken met materiaal dat ter beschikking wordt gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant.

§ 2. Wanneer blijkt dat meer dan de helft van de criteria, vermeld in de eerste paragraaf niet zijn vervuld, wordt de arbeidsrelatie, weerlegbaar vermoed een zelfstandigenovereenkomst te zijn.

3) du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., qui ne rend son avis qu'après avoir consulté les secteurs et professions concernés, et s'il existe, l'ordre ou l'institut professionnel établi par la loi pour la profession concernée.

Ces trois organes doivent donner leurs avis dans un délai de quatre mois après la demande faite par le Ministre chargé de l'Emploi, le Ministre des Affaires sociales ou le Ministre compétent pour les Classes moyennes.

Si, dans le délai imparti, aucun avis conforme et unanime n'a été remis, le Roi ne peut reprendre dans le champ d'application de ce chapitre le ou les secteurs, la ou les professions, la ou les catégories de professions ou la ou les activités professionnelles concernés que par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Les ministres visés à l'alinéa 2 peuvent demander aux organes visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de donner leurs avis soit de leur propre initiative soit à la demande des commissions ou sous-commissions paritaires compétentes, du Conseil national du Travail, du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., ou des organisations qui y sont représentées.

Si les ministres compétents reçoivent simultanément plusieurs demandes visant à solliciter l'avis des organes mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ils établissent un calendrier pour l'introduction des demandes d'avis en question.

§ 3. Ce chapitre n'est pas applicable aux relations de travail familiales.

Par relations de travail familiales, on entend :

a) les relations de travail entre des parents et des alliés jusqu'au troisième degré inclus et entre des cohabitants légaux au sens de la loi du 23 novembre 1998 instaurant la cohabitation légale;

b) les relations de travail entre une société et une personne physique, celle-ci étant un parent ou un allié jusqu'au troisième degré inclus ou un cohabitant légal soit de celui qui à lui seul, soit de ceux qui ensemble détiennent plus de 50 pour cent des actions de la société en question. »

**Art. 10.** Dans le chapitre V/1 inséré par l'article 8, il est inséré un article 337/2 rédigé comme suit :

« Art. 337/2. § 1<sup>er</sup>. Les relations de travail visées à l'article 337/1, sont présumées jusqu'à preuve du contraire, être exécutées dans les liens d'un contrat de travail, lorsque de l'analyse de la relation de travail il apparaît que plus de la moitié des critères suivants sont remplis :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise dans le chef de l'exécutant des travaux;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

§ 2. Lorsqu'il apparaît que plus de la moitié des critères, visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ne sont pas remplis, la relation de travail est présumée de manière réfragable être un contrat d'indépendant.

Dit vermoeden kan worden weerlegd door alle middelen van recht, onder andere op basis van de in deze wet bepaalde algemene criteria.

§ 3. De Koning kan volgens dezelfde procedure als deze bepaald in artikel 335, specifieke criteria bepalen die eigen zijn aan één of meerdere sectoren, één of meerdere beroepen of één meerdere categorieën van beroepen of één of meerdere beroepsactiviteiten die Hij bepaalt, en die de in de eerste paragraaf bepaalde criteria vervangen of aanvullen.

Deze criteria dienen elementen te bevatten die verband houden met een socio-economische afhankelijkheid of juridische ondergeschiktheid ».

**Art. 11.** In titel XIII van dezelfde wet wordt het opschrift van hoofdstuk VI vervangen als volgt :

« Hoofdstuk VI. De beslissingen betreffende de kwalificatie van een arbeidsrelatie door de administratieve commissie. ».

**Art. 12.** In artikel 338 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie. Deze beslissingen worden van kracht voor een periode van drie jaar in de in § 2, tweede en derde lid, bedoelde gevallen. »;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« Deze beslissingen worden genomen op gezamenlijk initiatief van het geheel van de partijen van de arbeidsrelatie, wanneer de partijen de bevoegde kamer van de administratieve commissie binnen een termijn van één jaar aanzoeken vanaf de inwerkingtreding van deze wet of van het in artikel 334, 337/1 of 337/2 bedoeld koninklijk besluit voor zover dit van toepassing is op de betrokken arbeidsrelatie.

Deze beslissingen kunnen eveneens worden genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie ingeval deze een beroepsactiviteit van zelfstandige start en een aanvraag ervoor doet bij haar sociaal verzekeringsfonds zoals bedoeld bij artikel 20 van het Koninklijk besluit nr. 38, en dit hetzij bij de aansluiting hetzij binnen een termijn van 1 jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

Deze beslissingen kunnen ten slotte worden genomen op initiatief van elke partij bij een arbeidsrelatie of beoogde arbeidsrelatie waarvan het statuut van werknemer of zelfstandige onzeker is en hierom rechtstreeks de administratieve commissie verzoekt, hetzij voorafgaand aan de aanvang van de arbeidsrelatie hetzij binnen een termijn van 1 jaar na de aanvang van de arbeidsrelatie.

In dit kader zullen de regels en de modaliteiten van de opdracht van de bij artikel 20 van het Koninklijk Besluit nr. 38 bedoelde sociale verzekeringsfondsen door de Koning worden vastgesteld. » ;

3° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "die in de administratieve kamer vertegenwoordigd zijn" vervangen door de woorden "die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn";

4° in paragraaf 6 worden de woorden "de bevoegde kamer van de administratieve afdeling" vervangen door de woorden "de bevoegde kamer van de administratieve commissie";

5° paragraaf 7 wordt vervangen als volgt :

« § 7. Ieder jaar stelt de administratieve commissie een verslag op met daarin haar rechtspraak. ».

**Art. 13.** Artikel 339 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 339. Deze titel is van toepassing zonder dat hierbij afbreuk wordt gedaan aan de soevereine macht van hoven en rechtbanken om de aard van een welbepaalde arbeidsrelatie te beoordelen, rekening houdende met algemene criteria, en, desgevallend de specifieke criteria en/of het in hoofdstuk V/1 bepaalde vermoeden.

Wanneer een instelling van sociale zekerheid de aard van een arbeidsrelatie betwist, is zij ertoe gehouden voorafgaand de rechtspraak van de administratieve commissie bedoeld in artikel 329 te raadplegen. ».

**Art. 14.** In artikel 340 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. In de hypothesen van herkwalificatie van de arbeidsrelatie, bedoeld bij § 6, zal de rechtzetting van de verschuldigde sociale zekerheidsbijdragen worden toegepast voor de periode die de herkwalificatie voorafgaat sedert de inwerkingtreding, desgevallend, van het op de betrokken arbeidsrelatie toepasselijke koninklijk besluit bedoeld in de artikelen 334, 337/1 en 337/2, rekening houdende met de verjaringstermijn bepaald bij artikel 42 van de wet van 27 juni 1969 en bij artikel 16 van koninklijk besluit nr. 38. »;

Cette présomption peut être renversée par toutes voies de droit et notamment sur la base des critères généraux fixés dans la présente loi.

§ 3. Le Roi peut, selon la même procédure que celle prévue à l'article 335, prévoir des critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, une ou plusieurs professions, une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles qu'il détermine, et qui remplacent ou complètent les critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Ces critères doivent contenir des éléments qui ont un rapport avec une dépendance socio-économique ou une subordination juridique ».

**Art. 11.** Dans le titre XIII de la même loi l'intitulé du chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre VI. Les décisions relatives à la qualification de la relation de travail par la commission administrative. ».

**Art. 12.** A l'article 338 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée. Ces décisions produisent leurs effets pour une durée de 3 ans dans les cas visés au § 2, alinéas 2 et 3. »;

2° dans le paragraphe 2 l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

« Ces décisions sont rendues à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties à la relation de travail, lorsque les parties saisissent la chambre compétente de la commission administrative dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi ou de l'arrêté royal visé aux articles 334, 337/1 ou 337/2 pour autant qu'il soit applicable à la relation de travail concernée.

Ces décisions peuvent également être rendues à l'initiative d'une seule partie à la relation de travail, dans le cas où celle-ci commence une activité professionnelle de travailleur indépendant et en fait la demande lors de son affiliation à une caisse d'assurances sociales visée à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, et ceci soit au moment de l'affiliation soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Ces décisions peuvent enfin être rendues à l'initiative de toute partie à une relation de travail ou à une relation de travail envisagée dont le statut de travailleur salarié ou de travailleur indépendant est incertain, et qui en fait la demande directement à la commission administrative, soit préalablement au début de la relation de travail soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail.

Dans ce cadre, les règles et modalités de la mission des caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38 seront arrêtées par le Roi. »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa premier, les mots "représentées au sein de la chambre administrative" sont remplacés par "représentées au sein de la commission administrative";

4° dans le paragraphe 6 les mots "la chambre compétente de la section administrative" sont remplacés par les mots "la chambre compétente de la commission administrative";

5° le paragraphe 7 est remplacé par ce qui suit :

« § 7. Chaque année, la commission administrative établit un rapport relevant sa jurisprudence. ».

**Art. 13.** L'article 339 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 339. Le présent titre est applicable sans préjudice du pouvoir souverain des cours et tribunaux d'apprécier la nature d'une relation de travail déterminée, compte tenu des critères généraux, et, le cas échéant des critères spécifiques et/ou de la présomption prévue au chapitre V/1.

Lorsqu'une institution de sécurité sociale conteste la nature d'une relation de travail, elle est tenue de consulter préalablement la jurisprudence de la commission administrative visée à l'article 329. ».

**Art. 14.** Dans l'article 340 de la même loi les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

§ 1<sup>er</sup>. Dans les hypothèses de requalification de la relation de travail visées au § 6, la rectification des cotisations de sécurité sociale dues s'appliquera pour la période antérieure à la requalification depuis l'entrée en vigueur, le cas échéant, de l'arrêté royal visé à l'article 334, 337/1 et 337/2 applicable à la relation de travail concernée et compte tenu du délai de prescription de l'article 42 de la loi du 27 juin 1969 et de l'article 16 de l'arrêté royal n° 38. »;

2° in paragraaf 6, eerste streepje, worden de woorden "of van het koninklijk besluit dat de lijst opstelt met de specifieke criteria die van toepassing zijn in de betrokken sector, het betrokken beroep of de betrokken categorie van beroep" vervangen door de woorden "of van het op de betrokken arbeidsrelatie toepasselijke koninklijk besluit bedoeld in de artikelen 334, 337/1 en 337/2".

**Art. 15.** In artikel 343 van voornoemde wet van 27 december 2006, gewijzigd bij de wetten van 22 december 2008, 30 december 2009 en 4 juli 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "met uitzondering van de artikelen 329 en 330, alsook de artikelen 334 tot 339 en 341 die in werking treden op een door de Koning te bepalen datum en uiterlijk op 1 januari 2012" worden vervangen door de woorden "met uitzondering van de artikelen 329, 337/2 § 1 en 2, 338, 339, 341 die in werking treden op 1 januari 2013";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

« De Koning kan voor de artikelen 329, 337/2 §§ 1 en 2, 338, 339, 341 een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid. ».

**Art. 16.** Opgeheven worden:

1° de artikelen 330, 336 en 337 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

2° het koninklijk besluit van 14 december 2010 betreffende de samenstelling en de werking van de normatieve afdeling van de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

3° het koninklijk besluit van 14 december 2010 betreffende de samenstelling en de werking van de kamers van de administratieve afdeling van de Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.

**Art. 17.** Artikel 15 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2012.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Split, 25 augustus 2012.

ALBERT

Van Koningswege:

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude, toegevoegd aan de Eerste Minister,  
J. CROMBEZ

Met 's Lands zegel gezegeld:  
De Minister van Justitie,  
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Stukken.* — Wetsontwerp, 53-2319 — nr. 1. — Verslag, 53-2319 — nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-2319 — nr. 3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 53-2319 — nr. 4.

*Integraal Verslag.* — 13 juli 2012.

Senaat

*Stuk.* — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 5-1714 — nr. 1. — Verslag, 5-1714 — nr. 2. — Beslissing om niet te amenderen, 5-1714 nr. 3.

*Handelingen van de Senaat.* — 19 juli 2012.

2° Dans le paragraphe 6, premier tiret, les mots "ou de l'arrêté royal établissant la liste des critères spécifiques applicables dans le secteur, la profession ou la catégorie de profession concernée" sont remplacés par les mots "ou par les arrêtés royaux prévus dans les articles 334, 337/1 et 337/2 applicables à la relation de travail concernée".

**Art. 15.** Dans l'article 343 de la loi précitée du 27 décembre 2006, modifié par les lois des 22 décembre 2008, 30 décembre 2009 et 4 juillet 2011, sont apportées les modifications suivantes:

1° les mots "à l'exception des articles 329 et 330, ainsi que des articles 334 à 339 et 341 qui entrent en vigueur à une date déterminée par le Roi et au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2012" sont remplacés par les mots "à l'exception des articles 329, 337/2, § 1<sup>er</sup> en 2, 338, 339, 341 qui entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013";

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit:

« En ce qui concerne les articles 329, 337/2, §§ 1<sup>er</sup> en 2, 338, 339, 341, le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 16.** Sont abrogés:

1° les articles 330, 336 et 337 de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

2° l'arrêté royal du 14 décembre 2010 relatif à la composition et au fonctionnement de la section normative de la Commission de règlement de la relation de travail;

3° l'arrêté royal du 14 décembre 2010 relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la section administrative de la Commission de règlement de la relation de travail.

**Art. 17.** L'article 15 produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Split, le 25 août 2012.

ALBERT

Par le Roi:

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale, adjoint au Premier Ministre,  
J. CROMBEZ

Scellé du sceau de l'Etat:  
La Ministre de la Justice,  
Mme A. TURTELBOOM

Note

(1) *Session 2011-2012.*

Chambre des représentants

*Documents.* — Projet de loi, 53-2319 — n° 1. — Rapport, 53-2319 - n° 2. — Texte corrigé par la commission, 53-2319 — n° 3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 53-2319 — n° 4.

*Compte rendu intégral.* — 13 juillet 2012.

Sénat

*Document.* — Projet évoqué par le Sénat, 5-1714 — n° 1. — Rapport, 5-1714 — n° 2. — Décision de ne pas amender, 5-1714 — n° 3.

*Annales du Sénat.* — 19 juillet 2012.

## **ANNEXE 1.2**

**ROYAUME DE BELGIQUE**

**KONINKRIJK BELGIE**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN  
SOCIAAL OVERLEG**

**Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail**

**Koninklijk besluit houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie**

**ALBERT II, Roi des Belges,**  
A tous, présents et à venir, Salut.

**ALBERT II, Koning der Belgen,**  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, les articles 329, §5, et 338, § 2, alinéa 4, remplacés par la loi du 25 août 2012;

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikelen 329, §5, en 338, § 2, vierde lid, vervangen door de wet van 25 augustus 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 octobre 2012;

Gelet op het <sup>advies</sup> advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 novembre 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister voor Begroting, gegeven op 26 november 2012;

Vu l'avis 52.427/1 du Conseil d'Etat, donné le 13 décembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1er, 1<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Gelet op het advies 52.427/1 van de Raad van State, gegeven op 13 december 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de l'Emploi et du secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale en fiscale fraude;

**NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS:**

**HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ:**

**Article 1er.-** La Commission administrative de règlement de la relation de travail prévue par l'article 329, § 1<sup>er</sup> de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, ci-après dénommée «Commission Administrative», est instituée auprès du Service public fédéral (SPF) Sécurité sociale.

**Art. 2.-** § 1<sup>er</sup>. Conformément à l'article 329, § 2, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, chacune des chambres de la Commission Administrative est composée, outre le président:

1° d'au moins deux membres désignés sur proposition du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions, parmi les membres du personnel de la Direction générale Indépendants du SPF Sécurité sociale ou parmi les membres du personnel de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

2° d'au moins deux membres désignés sur proposition des ministres qui ont les Affaires Sociales et l'Emploi dans leurs attributions, parmi les membres du personnel de la Direction générale Politique sociale du SPF Sécurité sociale, parmi les membres du personnel du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale ou parmi les membres du personnel de l'Office national de sécurité sociale.

Chacune des chambres de la Commission Administrative est présidée par un magistrat désigné par le Ministre de la Justice.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre visé au §1<sup>er</sup>, 1°, il peut être remplacé par un autre membre provenant de l'institution ou de la direction générale visée au §1<sup>er</sup>, 1°.

En cas d'absence ou d'empêchement d'un membre visé au §1<sup>er</sup>, 2°, il peut être remplacé par un autre membre provenant de l'institution ou de la direction générale visée au §1<sup>er</sup>, 2°.

En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre, la présidence peut être assumée par le président d'une autre chambre.

**Art. 3.-** § 1<sup>er</sup>. Les présidents et les membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans.

**Artikel 1.-** De administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie ingesteld bij artikel 329, § 1 van de programmawet (I) van 27 december 2006, hierna genoemd "Administratieve Commissie", wordt ingesteld bij de Federale Overheidsdienst (FOD) Sociale Zekerheid.

**Art. 2.-** § 1. Overeenkomstig artikel 329, § 2, eerste lid van de programmawet (I) van 27 december 2006, bestaat elke kamer van de Administratieve Commissie, naast de voorzitter:

1° uit minstens twee leden aangewezen op voorstel van de minister bevoegd voor Middenstand, onder de personeelsleden van de Directie-generaal Zelfstandigen van de FOD Sociale Zekerheid of onder de personeelsleden van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

2° uit minstens twee leden aangewezen op voorstel van de ministers bevoegd voor Sociale Zaken en Werk, onder de personeelsleden van de Directie-generaal Sociaal Beleid van de FOD Sociale Zekerheid, onder de personeelsleden van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg of onder de personeelsleden van de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

Elke kamer van de Administratieve Commissie wordt voorgezeten door een magistraat aangewezen door de Minister van Justitie.

§ 2. In geval van afwezigheid of verhindering van een lid, bedoeld in §1, 1°, kan het worden vervangen door een ander lid dat afkomstig is uit de instelling of directie-generaal bedoeld in §1, 1°.

In geval van afwezigheid of verhindering van een lid, bedoeld in §1, 2°, kan het worden vervangen door een ander lid dat afkomstig is uit de instelling of directie-generaal bedoeld in §1, 2°.

In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter van een kamer, kan het voorzitterschap waargenomen worden door de voorzitter van een andere kamer.

**Art. 3.-** § 1. De voorzitters en de leden worden benoemd voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.



Les membres sont nommés pour l'ensemble des chambres.

§ 2. Il peut être mis fin au mandat s'il est constaté que les membres visés au paragraphe précédent n'ont pas assisté à plusieurs reprises, et ce sans justification, aux réunions de la Commission Administrative.

Les membres, visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, cessent de faire partie de la Commission Administrative lors de la cessation de leurs fonctions administratives. Ils restent toutefois en place jusqu'à ce qu'un nouveau membre de la Commission Administrative soit nommé.

**Art. 4.-** Le secrétariat et le greffe des chambres de la Commission Administrative sont assurés par des fonctionnaires du SPF Sécurité sociale.

**Art. 5.-** Il est accordé aux présidents un jeton de présence de 100 euros par participation à une séance d'une durée d'au moins 3 heures.

Les présidents ont droit au remboursement des frais de parcours, aux conditions fixées par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les présidents sont assimilés aux fonctionnaires de niveau A.

**Art. 6.-** § 1<sup>er</sup>. Le président arrête l'ordre du jour des séances.

Le président est chargé de:

- 1<sup>o</sup> veiller à l'unité des décisions ;
- 2<sup>o</sup> veiller à la bonne exécution de l'article 12;
- 3<sup>o</sup> transmettre annuellement un rapport d'activités aux ministres compétents.

Les présidents élisent parmi eux, pour un terme de trois ans, un premier président.

Le premier président est chargé de:

- 1<sup>o</sup> répartir les affaires entre les chambres;
- 2<sup>o</sup> veiller à l'unité des décisions ;

De leden worden benoemd voor het geheel der kamers.

§ 2. Het mandaat kan beëindigd worden indien wordt vastgesteld dat de in de vorige paragraaf bedoelde leden meermaals zonder verantwoording niet hebben deelgenomen aan de vergaderingen van de Administratieve Commissie.

De leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, maken niet langer deel uit van de Administratieve Commissie wanneer hun administratief ambt een einde neemt. Zij blijven evenwel aan tot wanneer een nieuw lid van de Administratieve Commissie wordt benoemd.

**Art. 4.-** Het secretariaat en de griffie van de kamers van de Administratieve Commissie worden verzekerd door ambtenaren van de FOD Sociale Zekerheid.

**Art. 5.-** Aan de voorzitters wordt een zitpenning van 100 euro toegekend per deelname aan een zitting van een duur van minstens 3 uur.

De voorzitters hebben recht op terugbetaling van hun reiskosten, onder de voorwaarden bepaald bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Voor de toepassing van het voorgaande lid worden de voorzitters gelijkgesteld met ambtenaren van niveau A.

**Art. 6.-** § 1. De voorzitter stelt de dagorde van de zittingen vast.

De voorzitter wordt ermee belast :

- 1<sup>o</sup> te waken over de eenheid van de beslissingen;
- 2<sup>o</sup> te waken over de goede uitvoering van het artikel 12;
- 3<sup>o</sup> elk jaar een activiteitenverslag te bezorgen aan de bevoegde ministers.

De voorzitters kiezen een eerste voorzitter in hun midden, voor een termijn van drie jaar.

De eerste voorzitter wordt ermee belast:

- 1<sup>o</sup> de zaken over de kamers te verdelen;
- 2<sup>o</sup> te waken over de eenheid van de beslissingen;

3° veiller à la bonne exécution de l'article 12;

4° transmettre annuellement un rapport d'activités aux ministres compétents.

La Commission Administrative élabore un règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment les dates des séances et le délai dans lequel l'ordre du jour est communiqué aux membres. Ce règlement est soumis à l'approbation des ministres ayant les Affaires sociales, l'Emploi et les Classes moyennes dans leurs attributions.

§ 2. Les séances des chambres de la Commission Administrative ne sont pas publiques.

Ces chambres statuent sur pièces après avoir entendu, le cas échéant, la ou les parties à la relation de travail, soit à la demande de la majorité des membres ou du Président, soit à la demande expresse de l'une ou l'autre des parties.

Les parties peuvent, le cas échéant, se faire représenter par un avocat ou par toute autre personne de leur choix qui dispose d'un mandat écrit.

Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour statuer, le président de chaque chambre peut, de sa propre initiative, les solliciter.

§ 3. Les chambres délibèrent valablement à la majorité des membres présents ou représentés, pour autant que la majorité des membres présents ou représentés visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, se prononcent favorablement.

Le président ne prend pas part au vote, sauf en cas de parité des voix.

**Art. 7.-** Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 1er de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006:

3° te waken over de goede uitvoering van het artikel 12;

4° elk jaar een activiteitenverslag te bezorgen aan de bevoegde ministers;

De Administratieve Commissie stelt een huishoudelijk reglement op dat inzonderheid de dagen van de zittingen en de termijn bepaalt waarbinnen de dagorde aan de leden wordt meegedeeld. Dit reglement wordt onderworpen aan de goedkeuring van de ministers bevoegd voor Sociale Zaken, Werk en Middenstand.

§ 2. De zittingen van de kamers van de Administratieve Commissie zijn niet openbaar.

Deze kamers beslissen op stukken na in voorkomend geval de partij(en) van de arbeidsrelatie gehoord te hebben, hetzij op vraag van de meerderheid der leden of de Voorzitter, hetzij op uitdrukkelijke vraag van de een of andere partij.

In voorkomend geval kunnen de partijen zich laten vertegenwoordigen door een advocaat of door elke andere persoon naar keuze die beschikt over een schriftelijk mandaat.

Wanneer bijkomende inlichtingen noodzakelijk blijken te zijn om te oordelen, kan de voorzitter van elke kamer deze op eigen initiatief aanvragen.

§ 3. De kamers beraadslagen geldig bij aanwezigheid van de meerderheid van de leden of vertegenwoordigde leden, voor zover de meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden bedoeld in artikel 2, § 1, 1° en 2°, zich gunstig uitspreken.

De voorzitter heeft geen stemrecht behalve in geval van staking van stemmen.

**Art. 7. -** Om de goede werking van de Administratieve Commissie te garanderen wordt gevraagd, voor de aanvragen bedoeld in artikel 338, § 2, eerste lid, van de programmawet (I) van 27 december 2006:

1° d'introduire la demande au greffe de la section administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée, dans le délai prévu audit article ;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national des parties à la relation de travail ;
- b) l'objet de la demande ;
- c) le secteur d'activité et la profession concernés ;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de faire signer la demande par toutes les parties à la relation de travail.

**Art. 8.- § 1<sup>er</sup>.** Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 2 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande auprès d'une caisse d'assurances sociales en même temps que la déclaration d'affiliation;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

- a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national des parties à la relation de travail ;
- b) l'objet de la demande ;
- c) le secteur d'activité et la profession concernés ;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci;

4° de signer la demande.

1° de aanvraag in te dienen bij de griffie van de administratieve afdeling, hetzij door de neerlegging van een verzoekschrift ter plaatse, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven, binnen de termijn voorzien in het genoemde artikel;

2° de volgende gegevens op de aanvraag te vermelden:

- a) de naam, de voornaam, de woonplaats en in voorkomend geval het rijksregisternummer van de partijen van de arbeidsrelatie vermelden;
- b) het voorwerp van de aanvraag;
- c) de betrokken activiteitssector en beroep vermelden;

3° bij de aanvraag alle documenten te voegen die dienstig kunnen zijn om de arbeidsrelatie te kwalificeren en die met name de voorwaarden betreffende de uitvoering ervan verduidelijken;

4° de aanvraag door alle partijen van de arbeidsrelatie te laten ondertekenen.

**Art. 8.- § 1.** Om de goede werking van de administratieve Commissie te garanderen, wordt gevraagd, voor de aanvragen bedoeld in artikel 338, § 2, tweede lid, van de voormelde programmawet:

1° de aanvraag in te dienen bij een sociaal verzekeringsfonds tegelijkertijd met de aansluitingsverklaring;

2° de volgende gegevens op de aanvraag te vermelden:

- a) de naam, de voornaam, de woonplaats en in voorkomend geval het rijksregisternummer van de partijen van de arbeidsrelatie vermelden;
- b) het voorwerp van de aanvraag;
- c) de betrokken activiteitssector en beroep vermelden;

3° bij de aanvraag alle documenten te voegen die dienstig kunnen zijn om de arbeidsrelatie te kwalificeren en die met name de voorwaarden betreffende de uitvoering ervan verduidelijken;

4° de aanvraag te ondertekenen.

§ 2. Le demandeur peut solliciter l'aide de la caisse d'assurances sociales concernée pour rédiger la demande visée au § 1<sup>er</sup> ou obtenir des informations sur les critères généraux ou spécifiques qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence d'un lien d'autorité.

§ 3. Dès que la demande est conforme aux modalités visées au § 1<sup>er</sup>, la caisse d'assurances sociales la transmet au greffe de la Commission Administrative, accompagnée d'une copie de la déclaration d'affiliation dûment complétée.

**Art. 9.-** Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 2, alinéa 3 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande au greffe de la Commission Administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national du demandeur ;

b) l'objet de la demande ;

c) le secteur d'activité et la profession concernés ;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci ;

4° de signer la demande.

**Art. 10.-** Pour garantir le bon fonctionnement de la Commission Administrative, il est demandé, pour les demandes visées à l'article 338, § 6 de la loi-programme précitée :

1° d'introduire la demande au greffe de la Commission Administrative, soit par dépôt d'une requête sur place, soit par lettre recommandée;

2° de mentionner dans la demande les données suivantes :

§ 2. De aanvrager kan de hulp inroepen van het betreffende sociaal verzekeringsfonds om de aanvraag zoals bedoeld in § 1 op te stellen of om informatie te verkrijgen over de algemene of bijzondere criteria die toelaten om het bestaan of de afwezigheid van een gezagsrelatie te beoordelen.

§ 3. Zodra de aanvraag voldoet aan de voorwaarden zoals bedoeld in § 1, bezorgt het sociaal verzekeringsfonds deze aan de griffie van de Administratieve Commissie, samen met een kopie van de aansluitingsverklaring die behoorlijk is ingevuld.

**Art. 9.-** Om de goede werking van de Administratieve Commissie te garanderen, wordt gevraagd, voor de aanvragen bedoeld in artikel 338, § 2, derde lid, van voormelde programmawet:

1° de aanvraag in te dienen bij de griffie van de Administratieve Commissie, hetzij door de neerlegging van een verzoekschrift ter plaatse, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven;

2° de volgende gegevens op de aanvraag te vermelden:

a) de naam, de voornaam, de woonplaats en in voorkomend geval het rijksregisternummer van de aanvrager;

b) het voorwerp van de aanvraag;

c) de betrokken activiteitssector en beroep vermelden;

3° bij de aanvraag alle documenten te voegen die dienstig kunnen zijn om de arbeidsrelatie te kwalificeren en die met name de voorwaarden betreffende de uitvoering ervan verduidelijken;

4° de aanvraag te ondertekenen.

**Art. 10.-** Om de goede werking van de Administratieve Commissie te garanderen, wordt gevraagd, voor de aanvragen bedoeld in artikel 338, § 6 van voormelde programmawet:

1° de aanvraag in te dienen bij de griffie van de Administratieve Commissie, hetzij door de neerlegging van een verzoekschrift ter plaatse, hetzij bij een ter post aangetekend schrijven;

2° de volgende gegevens op de aanvraag te vermelden:

a) le nom, le prénom, le domicile et, le cas échéant, le numéro de registre national du demandeur ;

b) l'objet et la raison de la demande ;

c) les modifications apportées à la relation de travail ;

3° de joindre à la demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci ;

4° de signer la demande.

**Art. 11.-** Le greffe dresse une liste de toutes les demandes visées aux articles 8 à 10 du présent arrêté. Une copie de cette liste est transmise au moins une fois par trimestre aux services de l'ONSS, de l'INASTI, du SPF Sécurité sociale et du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

**Art. 12.-** Les décisions de la Commission Administrative sont prises dans les trois mois suivant la date d'introduction de la demande. Ce délai est prolongé, le cas échéant, du nombre de jours entre la date de la demande de documents supplémentaires dont question à l'article 6, § 2, alinéa 4 du présent arrêté, et la date de réception de ces documents.

a) de naam, de voornaam, de woonplaats en in voorkomend geval het rijksregisternummer van de aanvrager;

b) het voorwerp en de reden van de aanvraag;

c) de wijzigingen aan de arbeidsrelatie;

3° bij de aanvraag alle documenten te voegen die dienstig kunnen zijn om de arbeidsrelatie te kwalificeren en die met name de voorwaarden betreffende de uitvoering ervan verduidelijken;

4° de aanvraag te ondertekenen.

**Art. 11.-** De griffie houdt een lijst bij van alle aanvragen, bedoeld in de artikelen 8 tot en met 10 van dit besluit. Een kopie van deze lijst wordt minstens een keer per kwartaal bezorgd aan de diensten van de RSZ, het RSVZ, de FOD Sociale Zekerheid, de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

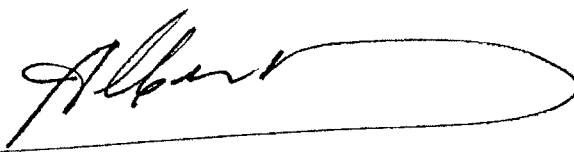
**Art. 12.-** De beslissingen van de Administratieve Commissie worden genomen binnen de drie maanden volgend op de datum van indiening van de aanvraag. Deze termijn wordt in voorkomend geval verlengd met het aantal dagen tussen de datum van de aanvraag van bijkomende documenten waarvan sprake in artikel 6, § 2, vierde lid, van dit besluit, en de datum van ontvangst van deze documenten.

Toutefois, pour les demandes visées à l'article 8, du présent arrêté, le délai de trois mois ne commence à courir que le jour où le greffe les reçoit de la caisse d'assurances sociales concernée.

**Art. 13.-** Le Premier Ministre, le Ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le Ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à \_\_\_\_\_, le  
Châteauneuf-de-Grasse le  
11 février 1913

Gegeven te \_\_\_\_\_, op  
Châteauneuf-de-Grasse,  
11 februari 1913

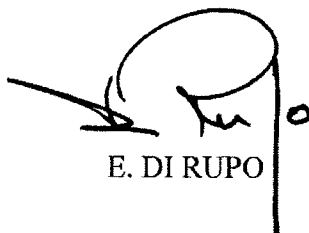


Par le Roi:

Le Premier Ministre,

Van Koningswege:

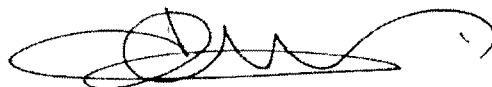
De Eerste Minister,



E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,

De Minister van Sociale Zaken,



L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,

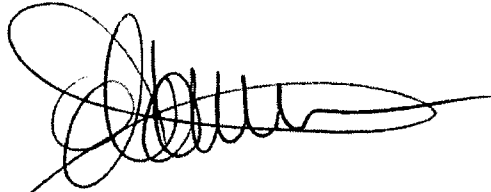
De Minister van Zelfstandigen,



S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,


De Minister van Werk,



M. DE CONINCK

Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude  
sociale et fiscale,

De Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale  
en fiscale fraude,



J. CROMBEZ

## **ANNEXE 1.3**



**ROYAUME DE BELGIQUE**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

Arrêté royal nommant les membres de la Commission administrative de règlement de la relation de travail.

**ALBERT II, Roi des Belges,**

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution ;

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 relative à la Commission Administrative de règlement de la relation de travail, l'article 329, remplacé par la loi du 25 août 2012;

Vu l'arrêté royal du \_\_\_\_\_ relatif à la composition et au fonctionnement des chambres de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail, les articles 2, §1<sup>er</sup> et 3 §1<sup>er</sup> ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 10 octobre 2012 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 26 novembre 2012 ;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de la Justice, de la Ministre de l'Emploi et du secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**KONINKRIJK BELGIE**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
WERKGELEGENHEID, ARBEID EN  
SOCIAAL OVERLEG**

Koninklijk besluit tot benoeming van de leden van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.

**ALBERT II, Koning der Belgen,**

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006 betreffende de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, artikel 329, vervangen door de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het koninklijk besluit <sup>2012</sup> houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie; artikelen 2, §1, en 3, §1;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 oktober 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 26 november 2012;

Op de voordracht van de Eerste Minister, van de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Justitie, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij:

**Article 1<sup>er</sup>.** - Les personnes suivantes sont nommées comme membres francophones de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail :

a) comme président :

Mr Jean-François Neven, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles ;

b) comme membres effectifs :

Mme Marie-Hélène Vrielinck comme représentant de l'Office National de sécurité sociale ;

Mr Julien Bartholomé comme représentant du Service Public Fédéral Emploi, Travail et concertation sociale ;

Mr Christian Dekeyser comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants;

Mme Muriel Galerin comme représentant de l'Institut National d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

c) comme suppléants :

Mr Ylber Zejnnullahu comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Politique sociale ;

Mme Anne-Cécile Schreuer comme représentant du Service Public Fédéral Emploi, Travail et concertation sociale.

Mr Frédéric Sauvage comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants ;

Mr Vincent Franquet comme représentant de l'Institut National d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

**Art. 2** - Les personnes suivantes sont nommées comme membres néerlandophones de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail :

**Artikel 1** – De volgende personen worden benoemd als Franstalige leden van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie:

a) als voorzitter :

de heer Jean-François Neven, raadsheer in het Arbeidshof te Brussel;

b) als vaste leden :

mevrouw Marie-Hélène Vrielinck als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor sociale zekerheid;

de heer Julien Bartholomé als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

de heer Christian Dekeyser als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen;

mevrouw Muriel Galerin als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

c) als plaatsvervangers :

de heer Ylber Zejnnullahu als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid;

mevrouw Anne-Cécile Schreuer als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

de heer Frédéric Sauvage als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen;

de heer Vincent Franquet als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;

**Art. 2** - De volgende personen worden benoemd als Nederlandstalige leden van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie :

## a) comme président :

Mr Lieven Lenaerts, conseiller à la Cour du travail de Bruxelles ;

## b) comme membres effectifs :

Mme Pascale Mylemans comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Politique sociale;

Mr Chris Vanlaere comme représentant du Service Public Fédéral Emploi, Travail et concertation sociale ;

Mr Sven Vanhuyse comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants ;

Mr Erwin Tavernier comme représentant de l'Institut National d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

## c) comme suppléants :

Mr Wim Brouckaert comme représentant de l'Office National de sécurité sociale ;

Mme Sarah Depuydt comme représentant du Service Public Fédéral Emploi, Travail et concertation sociale.

Mr Wim De Booser comme représentant du Service public fédéral Sécurité sociale, Direction générale Indépendants ;

## a) als voorzitter :

de heer Lieven Lenaerts, raadsheer in het Arbeidshof te Brussel;

## b) als vaste leden :

mevrouw Pascale Mylemans als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid;

de heer Chris Vanlaere als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg;

de heer Sven Vanhuyse als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen;

de heer Erwin Tavernier als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen.

## c) als plaatsvervangers :

De heer Wim Brouckaert als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor sociale zekerheid;

mevrouw Sarah Depuydt als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

de heer Wim De Booser als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen;

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soit le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel propre ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage d'un logo ou d'un nom d'entreprise propre, ou travailler principalement ou habituellement pour un seul et même cocontractant;

h) travailler exclusivement ou principalement avec du matériel ou des moyens de transport mis à disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

i) l'absence d'autonomie de l'exécutant des travaux, vis-à-vis du cocontractant, en ce qui concerne son logement;

j) travailler sur les mêmes lieux que les travailleurs du cocontractant, exécuter les mêmes travaux qu'eux et ne pas disposer d'une connaissance professionnelle spécialisée nécessaire à l'exécution des travaux.

**Art. 4.** Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

e) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de omvang van de prestaties geleverd door diegene die de werkzaamheden uitvoert;

f) het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk eigen personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

g) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen, zoals dit onder meer het geval is wanneer geen gebruik wordt gemaakt van een logo of een eigen bedrijfsnaam, of hoofdzakelijk of gewoonlijk voor één en dezelfde medecontractant werken;

h) uitsluitend of hoofdzakelijk werken met materiaal of vervoermiddelen, ter beschikking gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant;

i) het ontbreken van onafhankelijkheid van diegene die de werkzaamheden uitvoert, ten overstaan van de medecontractant wat betreft zijn logies;

j) werken op dezelfde plaatsen als de werknemers van de medecontractant, uitvoeren van dezelfde werkzaamheden als hen en niet beschikken over een gespecialiseerde beroepskennis nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden.

**Art. 4.** De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale en fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203803]

24 JUNI 2013. — Arrêté royal modifiant, suite entre autres, à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les articles 7 et 8, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Considérant que la loi du 17 février 2013 portant assentiment du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203803]

24 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, onder meer naar aanleiding van de toetreding tot de Europese Unie van de Republiek Kroatië (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikelen 7 en 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Overwegende dat de wet van 17 februari 2013 houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de

## **Annexe I.4**

**C**ommission administrative de  
règlement de la  
**R**elation de **T**ravail - (CRT)

**A**ministratieve **C**ommissie ter  
regeling van de  
**A**rbeids**R**elatie (CAR)

# REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

## HUISHOUELIJK REGLEMENT

**Article 1<sup>er</sup>** Pour l'application du présent règlement d'ordre intérieur, il faut entendre par :

« Loi relations de travail » : la Loi-programme (I) du 27 décembre 2006 , telle que modifiée par la loi du 25 août 2012 , titre XIII, art 328 à 343 ;

« Commission » : la Commission administrative de règlement de la relation de travail, instituée par l'article 329 de la Loi relations de travail;

« arrêté fonctionnement » : l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail.

Le présent règlement d'ordre intérieur est pris en exécution de l'article 6, §1<sup>er</sup> de l'arrêté fonctionnement, sans préjudice des dispositions légales applicables.

**Article 2** La Commission se réunit à Bruxelles, dans les locaux mis à sa disposition par le SPF Sécurité sociale.

**Article 3** Les séances ordinaires de chacune des chambres de la Commission ont lieu en principe toutes les deux semaines, sauf pendant les vacances scolaires. Des séances extraordinaires peuvent être organisées si le nombre de demandes à traiter par la Commission dans les délais qui lui sont

**Artikel 1** Voor de toepassing van dit huishoudelijk reglement, dient te worden verstaan onder:

« Arbeidsrelatieswet »: de Programmawet (I) van 27 december 2006, zoals gewijzigd bij de wet van 25 augustus 2012, titel XIII, art. 328 tot 343;

« Commissie »: de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, ingesteld bij artikel 329 van de Arbeidsrelatieswet;

« werkingsbesluit »: het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie.

Dit huishoudelijk reglement wordt genomen in uitvoering van artikel 6, § 1 van het werkingsbesluit, onverminderd de wettelijke bepalingen die van toepassing zijn.

**Artikel 2** De Commissie vergadert in Brussel, in de lokalen die ter beschikking gesteld zijn door de FOD Sociale Zekerheid.

**Artikel 3** De gewone zittingen van elk van de kamers van de Commissie vinden in beginsel een keer om de twee weken plaats, met uitzondering van de schoolvakanties. Er kunnen buitengewone zittingen worden georganiseerd als het aantal door de Commissie te behandelen aanvragen

impartis l'exige.

**Article 4** Le président de chaque chambre fixe la date précise et l'heure des réunions de sa chambre. Il détermine l'ordre du jour des réunions.

Il ouvre et clôt les réunions, dirige et clôt les débats. Il veille au bon déroulement de l'audience et au respect du présent règlement d'ordre intérieur, de l'arrêté fonctionnement et de la loi relations de travail.

Il est chargé de transmettre chaque année pour le 31 mars un rapport d'activité aux ministres compétents. Il dispose à cet effet des compétences requises.

**Article 5** Le secrétariat de la Commission envoie les convocations pour les réunions aux membres de la Commission par lettre ordinaire ou par courrier électronique au plus tard une semaine avant la réunion. Ce délai peut être réduit dans les cas urgents déterminés par le président.

La convocation mentionne le jour et l'heure de l'audience et l'ordre du jour de la réunion.

**Article 6** En cas d'empêchement, les membres effectifs doivent prévenir à temps leurs suppléants respectifs ainsi que le secrétariat.

**Article 7** En cas d'indisponibilité ou d'empêchement du membre suppléant, il doit prévenir le plus vite possible le membre effectif qui a fait appel à lui et le secrétariat.

**Article 8** En cas d'absence ou d'empêchement du président d'une chambre, il en informe sans tarder le président d'une autre chambre et le secrétariat. Si aucun autre président

binnen de haar verleende termijnen het vereist.

**Artikel 4** De voorzitter van elke kamer bepaalt de exacte datum en het uur van de vergaderingen van zijn kamer. Hij bepaalt de dagorde van de vergaderingen.

Hij opent en sluit de vergaderingen, hij leidt en sluit de debatten. Hij waakt over het goede verloop van de zitting en over het naleven van dit huishoudelijk reglement, van het werkingsbesluit en van de arbeidsrelatieswet.

Hij is ermee belast elk jaar voor 31 maart een activiteitenverslag te bezorgen aan de bevoegde ministers. Hij beschikt hiervoor over alle nodige bevoegdheden.

**Artikel 5** Het secretariaat van de Commissie verstuurt de uitnodigingen voor de vergaderingen naar de leden van de Commissie door middel van een gewone brief of via e-mail, uiterlijk een week vóór de vergadering. Deze termijn kan verminderd worden in dringende gevallen die worden bepaald door de voorzitter.

In de uitnodiging worden de dag en het uur van de zitting en de dagorde van de vergadering vermeld.

**Artikel 6** In geval van verhindering, verwittigen de effectieve leden tijdig hun respectievelijke vervangers, alsook het secretariaat.

**Artikel 7** In geval van onbeschikbaarheid of verhindering van het vervangend lid, moet hij zo snel mogelijk het effectieve lid dat op hem beroep heeft gedaan en het secretariaat verwittigen.

**Artikel 8** In geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter van een kamer, informeert hij hierover ogenblikkelijk de voorzitter van een andere kamer en het secretariaat. Als er

n'est disponible à la date prévue pour l'audience, celle-ci est reportée à une date ultérieure et les membres, ainsi que le cas échéant les parties qui avaient été convoquées, en seront informés le plus rapidement possible.

**Article 9** Le quorum de présence est atteint lorsque la majorité des membres de la chambre concernée sont présents ou représentés. S'il n'est pas atteint, la chambre concernée ne peut rendre de décision mais peut toutefois entendre les personnes - parties à la relation de travail ou experts -, qui ont été convoquées.

**Article 10** Les Chambres décident à la majorité des voix . Si le nombre des membres présents ou représentés, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté fonctionnement, n'est pas égal au nombre de membres présents ou représenté, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de l'arrêté fonctionnement, la parité doit être rétablie par l'abstention lors du vote du membre le plus jeune du groupe en surnombre. En cas d'égalité des voix, le président a un droit de vote.

**Article 11** Si la Commission décide d'entendre des experts du ou des secteurs concernés ou de la ou des professions concernées avant de délibérer dans un dossier donné, conformément à l'article 329, § 6 de la loi relations de travail, cela est assimilé à la sollicitation d'informations supplémentaires nécessaires pour statuer, au sens de l'article 6, § 2, dernier alinéa de l'arrêté fonctionnement. Il en résulte que le délai pour rendre une décision est prolongé, le cas échéant, du nombre de jours entre la date de la décision d'entendre ces experts et la date de l'audition de ceux-ci. Les parties concernées seront informées de cette décision et, le cas échéant, du nouveau

geen enkele andere voorzitter beschikbaar is op de voorziene datum voor de zitting, wordt ze uitgesteld naar een latere datum en zullen de leden, alsook desgevallend de partijen die werden uitgenodigd, hierover zo snel mogelijk worden geïnformeerd.

**Artikel 9** Het aanwezigheidsquorum is bereikt wanneer de meerderheid van de leden van de betrokken kamer aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Als het niet bereikt wordt, kan de betrokken kamer geen beslissing nemen, maar kan ze evenwel de personen – partijen van de arbeidsrelatie of experten – die werden uitgenodigd, horen.

**Artikel 10** De kamers beslissen bij meerderheid van stemmen. Indien het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 1<sup>o</sup> van het werkingsbesluit, niet gelijk is aan het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden, bedoeld in artikel 2, § 1, 2<sup>o</sup>, van het werkingsbesluit, dient de pariteit hersteld te worden door de onthouding bij de stemming van het jongste lid van de groep die overtallig is. Bij staking van stemmen heeft de voorzitter stemrecht.

**Artikel 11** Als de Commissie, in overeenstemming met artikel 329, § 6 van de arbeidsrelatieswet, beslist om experts van de betrokken sector of sectoren of van het betrokken beroep of de betrokken beroepen te horen om te kunnen beslissen over een bepaald dossier, wordt dit gelijkgesteld met het inwinnen van noodzakelijke bijkomende inlichtingen. Hieruit vloeit voort dat de termijn om een beslissing te nemen in dat geval wordt verlengd met het aantal dagen tussen de datum van de beslissing om die experts te horen en de datum van het verhoor van deze experts. De betrokken partijen zullen geïnformeerd worden over deze beslissing en desgevallend over de nieuwe



délai imparti.

**Article 12** En cas d'audition de la ou des parties à la relation de travail, à leur demande ou à la demande de membres ou du président, les convocations seront envoyées par lettre ordinaire ou courrier électronique au plus tard 7 jours civils avant l'audience.

**Article 13** Les présidents et les membres de la Commission ainsi que la ou les parties demanderesses communiquent sans délai toute modification de leur adresse.

**Article 14** Les présidents, les membres et le personnel du secrétariat de la Commission sont tenus au devoir de discrétion en relation avec les faits, actes et renseignements dont ils ont eu connaissance au cours des travaux de la Commission.

**Article 15** Les données transmises à la Commission seront traitées confidentiellement et conservées en un lieu sûr de sorte qu'elles soient inaccessibles pour les tiers. Elles peuvent uniquement être consultées par les présidents, les membres et le personnel du secrétariat de la Commission, ainsi que par la ou les parties à la relation de travail ou leurs mandataires pour ce qui concerne leur dossier personnel.

Ces dossiers personnels peuvent être consultés par la ou les parties à la relation de travail ou leurs mandataires, sur place, uniquement sur rendez-vous pris au préalable auprès du secrétariat.

**Article 16** Les présidents et les membres de la Commission, tout comme le personnel du secrétariat, ne peuvent, en principe, pas emporter les dossiers des demandes en dehors des locaux du SPF Sécurité sociale. Ils peuvent cependant en recevoir une copie électronique en

toegewezen termijn.

**Artikel 12** In geval van verhoor van de partij(en) van de arbeidsrelatie, op hun vraag of op vraag van de leden of van de voorzitter, zullen de uitnodigingen door middel van een gewone brief of via e-mail worden verstuurd, uiterlijk 7 kalenderdagen vóór de zitting.

**Artikel 13** De voorzitters en de leden van de Commissie, alsook de vragende partij of partijen, delen onverwijld elke wijziging van hun adres mee.

**Artikel 14** De voorzitters, de leden en het personeel van het secretariaat van de Commissie zijn gehouden tot de discretieplicht in verband met de feiten, daden en inlichtingen waarvan ze kennis genomen hebben tijdens de werkzaamheden van de Commissie.

**Artikel 15** De naar de Commissie verzonden gegevens zullen vertrouwelijk worden behandeld en op een veilige plaats worden bewaard zodat ze ontoegankelijk zijn voor derden. Ze mogen enkel geraadpleegd worden door de voorzitters, de leden en het personeel van het secretariaat van de Commissie, evenals door de partij(en) van de arbeidsrelatie of hun mandatarissen voor wat hun persoonlijk dossier betreft.

Die persoonlijke dossiers kunnen worden geraadpleegd door de partij(en) van de arbeidsrelatie of door hun mandatarissen, ter plaatse, enkel na een vooraf bij het secretariaat gemaakte afspraak.

**Artikel 16** De voorzitters en de leden van de Commissie, alsook het personeel van het secretariaat mogen de dossiers van de aanvragen in principe niet meenemen buiten de lokalen van de FOD Sociale Zekerheid. Ze kunnen er niettemin een elektronische kopie van ontvangen,

même temps que la convocation, si cela est matériellement possible, à des fins de consultation en vue de la préparation de l'audience au cours de laquelle ces dossiers seront examinés et traités.

**Article 17** Les demandes introduites en vertu des articles 7 à 10 de l'arrêté fonctionnement devront respecter le modèle joint au présent règlement d'ordre intérieur. Il sera largement diffusé, notamment via les sites internet des administrations représentées au sein de la Commission ou via les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

**Article 18** Les décisions rendues par la Commission seront notifiées par courrier recommandé aux demandeurs au plus tard dans le mois qui suit le jour où elles ont été prises.

Les décisions mentionnent qu'un recours peut être introduit devant le tribunal du travail compétent, dans le mois de la notification.

tegelijkertijd met de uitnodiging, als dat materieel mogelijk is, voor de raadpleging met het oog op de voorbereiding van de zitting waarin deze dossiers zullen worden onderzocht en behandeld.

**Artikel 17** De aanvragen ingediend krachtens de artikelen 7 tot 10 van het werkingsbesluit worden verplicht ingediend volgens een model dat als bijlage gevoegd is bij dit huishoudelijk reglement. Het zal ruim verspreid worden, voornamelijk via websites van de vertegenwoordigde besturen binnen de Commissie of via de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen.

**Artikel 18** De door de Commissie genomen beslissingen zullen per aangetekende brief betekend worden aan de aanvragers, uiterlijk binnen een maand na de dag waarop ze werden genomen.

De beslissingen vermelden dat een beroep kan worden ingediend bij de bevoegde arbeidsrechtbank binnen de maand na de betekening.

Donné à , le 2013.

Gegeven te , 2013.

Le Premier Ministre,


De Eerste Minister,



E. DI RUPO

La Vice-Première Ministre, Ministre des Affaires  
sociales et de la Santé publique, chargée de  
Beliris et des Institutions culturelles fédérales,

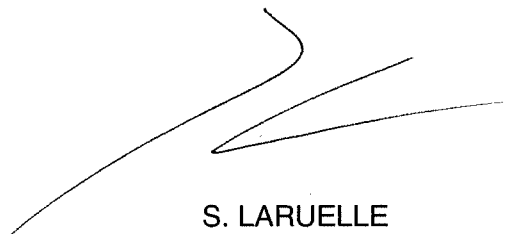
De Vice-Eerste Minister, Minister van Sociale  
Zaken en Volksgezondheid, belast met  
Beliris en de Federale Culturele Instellingen,



L. ONKELINX

La Ministre des Classes moyennes, des PME,  
des Indépendants et de l'Agriculture,

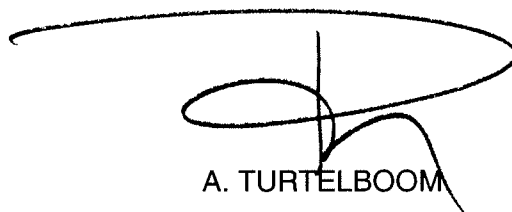
De Minister van Middenstand, KMO's,  
Zelfstandigen en Landbouw,



S. LARUELLE

La Ministre de la Justice,

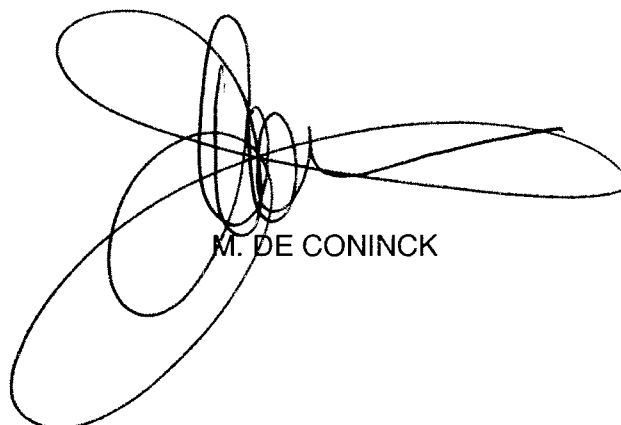
De Minister van Justitie,



A. TURTELBOOM

La Ministre de l'Emploi,

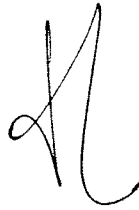
De Minister van Werk,



M. DE CONINCK

Le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la  
fraude sociale et fiscale,

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de sociale en de fiscale fraude,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'J' followed by a large, sweeping 'C' that ends in a small hook.

J. CROMBEZ

## **Annexe I.5**

## FORMULAIRE DE DEMANDE DE RÈGLEMENT DE LA RELATION DE TRAVAIL

### Type de demande des parties à la relation de travail

(cocher le type de demande)

- A  Requête à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties (art. 7 AR)  
➤ compléter les blocs « **Demandeur Partie I** » et « **Demandeur partie II** » .
- B  Requête à l'initiative d'une seule partie  
➤ précisez ci-dessous et compléter le bloc « **Demandeur partie I** ».
- B1  introduite via une caisse d'assurances sociales. La demande doit être introduite, soit lors de votre affiliation à une caisse, soit dans un délai d'un an à partir de la relation de travail (art. 8 AR/art. 338,§2 alinéa 2 de la loi relations du travail ),  
date d'affiliation à la Caisse d'assurances sociales \_\_\_\_\_  
ou date de début de la relation de travail \_\_\_\_\_
- B2  requête introduite directement en cas d'incertitude sur la nature de la relation de travail. La demande se fait à l'initiative de toute partie à une relation de travail dont le statut est incertain et est introduite, soit avant une relation de travail, soit dans un délai d'un an à partir du début de la relation de travail (art.9 AR/art. 338,§2 alinéa 3 de la loi relations du travail ), \_\_\_\_\_  
date de début de la relation de travail \_\_\_\_\_
- B3  visant à obtenir une nouvelle décision de la Commission  
(art. 10 AR/art. 338,§6 de la loi relations du travail).  
date de la décision précédente \_\_\_\_\_

### Demandeur Partie I

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Domicile Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Boite \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ email \_\_\_\_\_

Une procédure judiciaire relative à la relation de travail est-elle :

en cours ?	Oui	Non
terminée ?	Oui	Non

Une institution de sécurité sociale a-t-elle ouvert une enquête sur la nature de la relation de travail ?

Oui	Non
-----	-----

N° Registre national\* \_\_\_\_\_

N° d'entreprise\* \_\_\_\_\_

\* si d'application

## Demandeur Partie II

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Domicile Rue \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_ Boite \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ email \_\_\_\_\_

Une procédure judiciaire relative à la relation de travail est-elle :

en cours ?                      Oui                      Non

terminée ?                      Oui                      Non

Une institution de sécurité sociale a-t-elle ouvert une enquête sur la nature de la relation de travail ?

Oui                      Non

N° Registre national\* \_\_\_\_\_

N° d'entreprise\* \_\_\_\_\_

\* : si d'application

## Activité

Secteur d'activité de l'entreprise : \_\_\_\_\_

Description de l'activité exercée dans le cadre de la relation de travail : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

## Objet et raison de la demande

Pour les **demandes de type A** : Requête à l'initiative conjointe de l'ensemble des parties (**art. 7**)

- le cas échéant, sur quel Arrêté Royal fixant les critères spécifiques basez-vous votre demande ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Pour les **demandes de type B3** : Requête à l'initiative d'une seule partie visant à obtenir une nouvelle décision de la Commission (**art. 10**).

- Quelles modifications ont été apportées à la relation de travail ?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_





## Dans tous les cas

Quelle qualification de la relation de travail avez-vous choisie (salarié, indépendant...) ? \_\_\_\_\_

---

---

---

Quelle volonté des parties a été exprimée dans votre contrat? \_\_\_\_\_

---

---

---

---

Décrivez l'organisation du temps de travail \_\_\_\_\_

---

---

---

---

Décrivez l'organisation du travail \_\_\_\_\_

---

---

---

---

Y a-t-il une possibilité d'exercice de contrôle hiérarchique? \_\_\_\_\_

---

---

---

---

---

---

Précisez les motifs de votre demande \_\_\_\_\_

---

---

---

---

---

---

---



**Si la présomption de l'art. 337/2 §1 de la loi sur les relations de travail s'applique**, cochez les critères mentionnés ci-après qui selon vous sont remplis :

- a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :
  - à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
  - à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise ;
- b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;
- c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise ;
- d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés ;
- e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu ;
- f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quels que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux ;
- g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu ;
- h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant ;
- i) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant ;

Indiquez combien de critères sont applicables selon vous : \_\_\_\_\_

Combien ne sont pas d'application ? \_\_\_\_\_

Y a-t-il des éléments sur lesquels vous souhaitez vous appuyer pour renverser le résultat de la présomption ?  
Si oui, lesquels ?

---

---

---

---

---

---

---

---

### Autres documents

Joindre à cette demande tous documents pouvant servir à qualifier la relation de travail et précisant notamment les conditions relatives à l'exécution de celle-ci (par exemple, un éventuel contrat de travail ou d'entreprise). *Ces documents transmis en annexe sont inventoriés et numérotés.* Si des informations supplémentaires s'avèrent nécessaires pour statuer, le président de la Commission administrative de règlement de la relation de travail peut, de sa propre initiative, les solliciter.

## Remarque

Au cas où vous êtes assisté ou représenté par un avocat ou un mandataire avec mandat écrit, veuillez indiquer ses coordonnées ci-après : \_\_\_\_\_



## Transmission de ce formulaire

Ce formulaire doit être transmis à la Commission administrative de règlement de la relation de travail soit :

- **par l'intermédiaire de la Caisse d'assurances sociales (seulement dans la situation B1),**
- **par courrier postal recommandé** à l'adresse :

SPF Sécurité Sociale – Commission relation de travail  
Finance Tower  
Bd du jardin botanique 50, **BP 165**  
1000 Bruxelles

- **par dépôt à l'accueil du SPF Sécurité sociale qui vous remettra un accusé de réception** à l'adresse :

SPF Sécurité Sociale – Finance Tower  
Bd du jardin botanique 50 (accueil SPF Sécurité Sociale) 1000 Bruxelles

### Partie I à la relation de travail

Je soussigné (Nom, Prénom)

\_\_\_\_\_

déclare sur l'honneur que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Fait à \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_

**Signature**

### Partie II à la relation de travail\*

Je soussigné (Nom, Prénom)

\_\_\_\_\_

déclare sur l'honneur que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Fait à \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_\_

**Signature**

\* si d'application



En vertu de l'art. 338 §4 de la loi sur les relations de travail, les décisions à prendre sont contraignantes pour les institutions représentées dans la commission administrative, ainsi que pour les caisses d'assurances sociales visées à l'art. 20 de l'AR n°38, sauf :

1° lorsque les conditions concernant l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision a été fondée sont modifiées. Dans ce cas, l'annulation de la décision produira effet à partir du jour de la modification des conditions.

2° lorsqu'il ressort que des éléments concernant la qualification de la relation de travail fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée ne jamais avoir existé.

Les institutions de sécurité sociale restent donc habilitées à effectuer un contrôle du maintien des éléments qui ont fondé la décision de la commission administrative.

En vertu de l'art. 338 §6 de la loi sur les relations de travail, la partie demanderesse qui a obtenu une décision, peut demander une nouvelle décision.



## **Annexe I.6**

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Arrêté royal du 5 mars 1986, *Moniteur belge* du 21 mars 1986.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van de wet van 11 februari 2013 tot vaststelling van sancties en maatregelen voor werkgevers van illegaal verblijvende onderdanen van derde landen.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit van 5 maart 1986, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1986.

### SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/201567]

**29 AVRIL 2013.** — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature de la relation de travail entre un agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière et son cocontractant (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis de la commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance (CP 317), donné le 8 janvier 2013;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 21 janvier 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 21 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 janvier 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1<sup>er</sup> février 2013;

Vu l'avis 52.843/1 du Conseil d'Etat, donné le 6 mars 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la Fraude sociale et fiscale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'agent de gardiennage », l'agent de gardiennage visé par la loi du 10 avril 1990 réglementant la sécurité privée et particulière.

§ 2. Le présent arrêté s'applique à la relation de travail existant entre un agent de gardiennage et son cocontractant.

**Art. 2.** Les critères visés à l'article 337/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;

b) défaut dans le chef de l'agent de gardiennage, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, de tout pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/201567]

**29 APRIL 2013.** — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelatie tussen een bewakingsagent bedoeld bij de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid en zijn medecontractant (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van het paritair comité voor de bewakings- en/of toezichtsdiensten (PC 317), gegeven op 8 januari 2013;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 21 januari 2013;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O.'s, gegeven op 21 maart 2013;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 januari 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 1 februari 2013;

Gelet op advies 52.843/1 van de Raad van State, gegeven op 6 maart 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van de Sociale en de Fiscale Fraude,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder « de bewakingsagent » de bewakingsagent bedoeld bij de wet van 10 april 1990 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

§ 2. Dit besluit is van toepassing op de arbeidsrelatie die bestaat tussen een bewakingsagent en zijn medecontractant.

**Art. 2.** De criteria bedoeld in artikel 337/2, § 1, van de programmawet (I) van 27 december 2006 worden vervangen als volgt :

a) ontstentenis, in hoofde van de bewakingsagent, van enig financieel of economisch risico, zoals dit onder meer het geval is :

- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële investering in de onderneming met eigen middelen, of,

- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële deelname in de winsten en de verliezen van de onderneming;

b) ontstentenis, in hoofde van de bewakingsagent, van verantwoordelijkheid en beslissingsmacht aangaande de financiële middelen van de onderneming;

c) ontstentenis, in hoofde van de bewakingsagent, van enige beslissingsmacht over het aankoopbeleid van de onderneming;

d) défaut, dans le chef de l'agent de gardiennage, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés, ou de participation dans l'identification des clients potentiels et dans la négociation et la conclusion de contrats commerciaux de gardiennage;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, d'accès direct à l'information relative au site du client à surveiller;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, de rédaction de planning propre et d'organisation propre du travail;

ou absence, dans le chef de l'agent de gardiennage, de détermination du lieu de travail;

ou soumission de l'agent de gardiennage à un système de pointage;

ou soumission de l'agent de gardiennage au contrôle de supérieurs hiérarchiques;

f) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'agent de gardiennage;

g) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer sans autorisation pour l'exécution du travail convenu;

h) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

i) travailler avec du matériel mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

ou travailler avec des moyens de communication dont l'agent de gardiennage n'est pas propriétaire ou locataire;

ou travailler avec un uniforme portant le logo de l'entreprise du cocontractant;

ou travailler avec une carte d'identification S.P.F. Intérieur sur laquelle le nom du cocontractant est mentionné.

**Art. 3.** Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
M. E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte  
contre la Fraude sociale et fiscale,  
M. J. CROMBEZ

—————  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.  
Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

d) ontstentenis, in hoofde van de bewakingsagent, van beslissingsmacht over het prijsbeleid van de onderneming, behoudens wanneer de prijzen wettelijk zijn vastgelegd, of van inspraak in identificeren van potentiële klanten en in onderhandelen en afsluiten van commerciële bewakingsopdrachten;

e) ontstentenis van resultaatsverbintenis betreffende de overeengekomen arbeid;

of afwezigheid, in hoofde van de bewakingsagent, van rechtstreekse toegang tot informatie aangaande de te bewaken site van de klant;

of afwezigheid, in hoofde van de bewakingsagent, van opmaak van de eigen planning en van de eigen arbeidsorganisatie;

of afwezigheid, in hoofde van de bewakingsagent, van bepaling van de plaats van tewerkstelling;

of onderworpen zijn van de bewakingsagent aan een systeem van tijdsregistratie;

of onderworpen zijn van de bewakingsagent aan controle door hiërarchische oversten;

f) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de bedrijfsresultaten of de omvang van de prestaties geleverd door de bewakingsagent;

g) het zelf geen werkgever zijn van persoonlijk en vrij aangeworven personeel of het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk personeel aan te werven of zich te laten vervangen zonder toestemming;

h) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen of hoofdzakelijk of gewoonlijk voor één medecontractant werken;

i) werken met materiaal dat ter beschikking wordt gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant;

of werken met communicatiemiddelen waarvan de bewakingsagent geen eigenaar of huurder is;

of werken met een uniform met het bedrijfslogo van de medecontractant;

of werken met een identificatiekaart F.O.D. BIZA waarop de naam van de medecontractant vermeld is.

**Art. 3.** De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 april 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
De heer E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de Sociale en de Fiscale Fraude,  
De heer J. CROMBEZ

—————  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.  
Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.



## **Annexe I.7**

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203501]

7 JUIN 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution de certains travaux immobiliers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 4 mars 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois (CP 126), donné le 6 mars 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire de la construction (CP 124), donné le 14 mars 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique (CP 111), donné le 18 mars 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 18 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mars 2013;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis de la sous-commission paritaire des électriciens : installation et distribution (SCP 149.01), donné le 27 mars 2013;

Vu l'avis 53.296/1 du Conseil d'Etat, donné le 30 mai 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « la loi » : la loi-programme (I) du 27 décembre 2006;

2<sup>o</sup> « l'entreprise » : l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts.

§ 2. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail ayant pour objet l'une des activités énumérées à l'article 20, § 2, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 1 du 29 décembre 1992, relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée, pour autant que cette activité entre aussi dans le champ d'application de l'une des dispositions suivantes :

1<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 18 mai 1973 instituant la Commission paritaire de l'ameublement et de l'industrie transformatrice du bois et fixant sa dénomination et sa compétence;

2<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 4 mars 1975 instituant la Commission paritaire de la construction, fixant sa dénomination et sa compétence et en fixant le nombre de membres;

3<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1), de l'arrêté royal du 5 juillet 1978 instituant certaines commissions paritaires, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres;

4<sup>o</sup> l'article 1<sup>er</sup>, 1), de l'arrêté royal du 13 mars 1985 instituant des sous-commissions paritaires des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique, fixant leur dénomination et leur compétence et en fixant leur nombre de membres.

**Art. 2.** Les critères visés à l'article 337/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

1<sup>o</sup> à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

2<sup>o</sup> à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise, ou,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203501]

7 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van sommige onroerende werkzaamheden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 maart 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor de stoffering en de houtbewerking (PC 126), gegeven op 6 maart 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor het bouwbedrijf (PC 124), gegeven op 14 maart 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw (PC 111), gegeven op 18 maart 2013;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O.'s, gegeven op 18 maart 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2013;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aanstuuringsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op het advies van het paritair subcomité voor de elektriciens : installatie en distributie (PSC 149.01), gegeven op 27 maart 2013;

Gelet op advies 53.296/1 van de Raad van State, gegeven op 30 mei 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale en fiscale fraude en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1<sup>o</sup> « de wet » : de programmawet (I) van 27 december 2006;

2<sup>o</sup> « de onderneming » : de onderneming die de werken uitvoert of de onderneming die de werken uitvoert en waarin de persoon die de werken uitvoert aandelen bezit.

§ 2. Dit besluit is van toepassing op de arbeidsrelaties die betrekking hebben op één van de activiteiten opgesomd in artikel 20, § 2, van het koninklijk besluit nr. 1 van 29 december 1992 met betrekking tot de regeling voor de voldoening van de belasting over de toegevoegde waarde, voor zover deze activiteit ook binnen het toepassingsgebied van één van de volgende bepalingen vallen :

1<sup>o</sup> artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 mei 1973 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de stoffering en de houtbewerking;

2<sup>o</sup> artikel 1 van het koninklijk besluit van 4 maart 1975 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en tot vaststelling van het aantal leden ervan;

3<sup>o</sup> artikel 1, § 1, 1), van het koninklijk besluit van 5 juli 1978 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van sommige paritaire comités en tot vaststelling van het aantal leden ervan;

4<sup>o</sup> artikel 1, 1), van het koninklijk besluit van 13 maart 1985 tot oprichting en tot vaststelling van de benaming en van de bevoegdheid van paritaire subcomités voor de sectoren die aan de metaal-, machine- en elektrische bouw verwant zijn en tot vaststelling van het aantal leden ervan.

**Art. 2.** De criteria bedoeld in artikel 337/2, § 1, van de wet worden vervangen als volgt :

a) ontstentenis, in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, van enig financieel of economisch risico, zoals dit onder meer het geval is :

1<sup>o</sup> bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële investering in de onderneming met eigen middelen, of,

2<sup>o</sup> bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële deelname in de winsten en de verliezen van de onderneming, of,

3° à défaut de responsabilité personnelle, autre que portant sur un dol, une faute lourde ou une faute légère habituelle, appréciée le cas échéant notamment en fonction du cahier des charges ou de tout autre engagement, vis-à-vis des travaux réalisés;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise, comme c'est notamment le cas en ce qui concerne les dépenses, recettes, investissements ou affectation des moyens, propres ou non, de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat et des prix de l'entreprise ou de liberté dans l'identification des clients potentiels, la négociation ou la conclusion de contrats;

d) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux. Pour l'application de ce critère, il ne doit pas être tenu compte des avances fixes relatives à l'acquisition de matériaux ou matières premières;

e) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

f) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes ou de son cocontractant, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage de certains éléments visibles caractérisant l'entreprise, tels des logos, lettrages sur véhicules, panneaux d'affichage ou slogans publicitaires;

g) travailler principalement ou habituellement pour un seul cocontractant;

h) travailler dans des locaux situés hors chantier ou avec du matériel dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire, comme c'est notamment le cas lorsqu'il est travaillé dans des locaux affectés à des fins d'entreposage ou d'atelier ou avec des véhicules, matériel ou outillage dont l'exécutant des travaux n'est pas le propriétaire, qu'il n'a pas pris en leasing ou qui ont été mis à sa disposition par le cocontractant;

i) ne pas travailler de manière autonome vis-à-vis des équipes de travail du cocontractant ou de l'entreprise au sein de laquelle l'exécutant des travaux a la qualité d'associé actif.

**Art. 3.** Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,

Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,

Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,

Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale,

J. CROMBEZ

\_\_\_\_\_

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

3° bij ontstentenis van persoonlijke aansprakelijkheid, die geen betrekking heeft op bedrog, een zware fout of een lichte gewoontelijke fout, in voorkomend geval met name beoordeeld in functie van het bestek of van iedere andere verbintenis ten aanzien de gerealiseerde werken;

b) ontstentenis, in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, van verantwoordelijkheid en beslissingsmacht aangaande de financiële middelen van de onderneming, zoals dit onder meer het geval is inzake de uitgaven, ontvangsten, investeringen of aanwending van de al dan niet eigen middelen van de onderneming;

c) ontstentenis, in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, van beslissingsmacht over het aankoop- en prijsbeleid van de onderneming of van vrijheid in het identificeren van mogelijke klanten, het onderhandelen of het afsluiten van contracten;

d) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de bedrijfsresultaten of de omvang van de prestaties geleverd door diegene die de werkzaamheden uitvoert. Voor de toepassing van dit criterium mag geen rekening gehouden worden met vaste voorschotten om materiaal en grondstoffen aan te kopen;

e) het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

f) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen of van zijn medecontractant, zoals met name het geval is wanneer geen gebruik wordt gemaakt van bepaalde zichtbare elementen die kenmerkend zijn voor de onderneming, zoals logo's, belettering op voertuigen, uithangborden of publicitaire slogans;

g) werken hoofdzakelijk of gewoonlijk voor één medecontractant;

h) werken in ruimtes die zich buiten de werf bevinden of met materiaal waarvan men geen eigenaar of huurder is, zoals met name het geval is wanneer gewerkt wordt in ruimtes die aangewend worden als opslag- of werkplaats, of met voertuigen, materieel of gereedschap waarvan de uitvoerder van de werken geen eigenaar is, die hij niet heeft geleased of die hem door de medecontractant werden ter beschikking gesteld;

i) niet onafhankelijk werken ten overstaan van de werkploegen van de medecontractant of van de onderneming waarin de uitvoerder van de werken de hoedanigheid van werkende vennoot heeft.

**Art. 3.** De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,

Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,

Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale en fiscale fraude,

J. CROMBEZ

\_\_\_\_\_

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

## **Annexe I.8**

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la nomination des membres de la Commission paritaire pour les grossistes-répartiteurs de médicaments.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

—————  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 10 novembre 1976, *Moniteur belge* du 14 décembre 1976.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de dag van de benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de groothandelaars-verdelers in geneesmiddelen.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

—————  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 10 november 1976, *Belgisch Staatsblad* van 14 december 1976.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203502]

20 JUIN 2013. — Arrêté royal pris en exécution de certaines dispositions de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la commission paritaire de l'agriculture ou de la commission paritaire pour les entreprises horticoles (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, les articles 337/1, § 2, et 337/2, § 3, insérés par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 4 mars 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 18 mars 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire de l'agriculture (C.P. 144), donné le 19 mars 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire pour les entreprises horticoles (C.P. 145), donné le 19 mars 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mars 2013;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis 53.278/1 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités effectuées par les entreprises agricoles, à savoir :

- les cultures herbagères et vergers pâturés;
- la culture et le séchage du tabac;
- la culture et le séchage du houblon;
- la culture des plantes médicinales;
- la culture de betteraves sucrières;
- la culture de chicorée à café;
- la culture de semences agricoles et de plants de pommes de terre;
- la culture d'osier;
- l'élevage;
- l'aviculture;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203502]

20 JUNI 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van sommige bepalingen van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair comité voor de landbouw of van het paritair comité voor het tuinbouwbedrijf (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikelen 337/1, § 2, en 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 4 maart 2013;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O.'s, gegeven op 18 maart 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor de landbouw (P.C. 144), gegeven op 19 maart 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor het tuinbouwbedrijf (P.C. 145), gegeven op 19 maart 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2013;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op advies 53.278/1 van de Raad van State, gegeven op 29 mei 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Dit besluit is van toepassing op de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die worden verricht door landbouwondernemingen, te weten :

- de grasteelt en weideboomgaarden;
- de tabaksteelt en -drogerij;
- de hopteelt en -drogerij;
- de teelt van geneeskrachtige kruiden;
- de teelt van suikerbieten;
- de teelt van cichoreiwortels;
- de teelt van landbouwzaad en pootaardappelen;
- de teelt van teenwilg;
- de fokkerij;
- de pluimveeteelt;

- l'apiculture;
  - la pisciculture;
  - la mytiliculture;
  - l'ostréiculture;
  - l'insémination artificielle;
  - l'entretien et les soins de chevaux, la location de boxes pour chevaux, d'écuries et l'entretien de ceux-ci, donner des instructions concernant l'équitation, à l'exception des activités relevant de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière;
  - les services de remplacement à l'exploitation agricole agréés par l'autorité compétente.
- Le présent arrêté s'applique aussi aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités effectuées par les entreprises horticoles, à savoir :
- la culture maraîchère, y compris les cultures spéciales telles que celles du witloof et des champignons;
  - la fruiticulture y compris les cultures spéciales telles que la viticulture, la culture de pêches et la culture de fraises;
  - la floriculture et la culture des plantes ornementales, y compris toutes les spécialités;
  - les pépinières, y compris la culture des rosiers et des arbustes d'ornement;
  - la culture de semences horticoles;
  - l'implantation et/ou l'entretien de parcs, jardins, plaines de sports, domaines de récréation, zones vertes, cimetières, y compris les cimetières de militaires étrangers en Belgique;
  - l'implantation et/ou l'entretien en régie de parcs, jardins, plaines de sports, domaines de récréation ou zones vertes, lorsque les ouvriers de l'entreprise sont occupés principalement à ces activités;
  - les recherches relatives à la production horticole et l'organisation de l'information dans le secteur horticole;
  - les entreprises dont l'activité principale est le triage de produits horticoles;
  - la production de terreau, tourbe, écorce et amendements de sol.

En ce qui concerne les pépinières ainsi que la floriculture et la culture des plantes ornementales, on entend par la culture entre autres les actions de : semer, planter, repiquer, empoter, repoter, bouturer, multiplier in vitro ou d'une autre façon, fertiliser, forcer, faire fleurir, étêter, ainsi que l'exécution de tous les autres travaux ou actions similaires possibles, aux bulbes, boutures et plants, ainsi qu'aux plantes que l'on cultive entièrement ou principalement soi-même (c'est-à-dire des plants qui au moment de l'achat ont déjà évolué dans une certaine mesure.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'entreprise », l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts. Cette définition n'est pas applicable au critère visé à l'article 3, g).

**Art. 2.** La liste prévue à l'article 337/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 est élargie aux activités visées à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** Les critères visés à l'article 337/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

- a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :
- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,
  - à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise;
- b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;
- c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;
- d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

- de bijenteelt;
  - de visteelt;
  - de mosselteelt;
  - de oesterteelt;
  - de kunstmatige bevruchting;
  - het onderhouden en verzorgen van paarden, het verhuren van paardenboxen, stallingen en het onderhoud ervan, het geven van instructies in verband met paardrijden, met uitzondering van de activiteiten ressorterende onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor het hotelbedrijf;
  - de door de bevoegde overheid erkende diensten voor bedrijfsverzorging in de landbouw.
- Dit besluit is ook van toepassing op de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die worden verricht door tuinbouwondernemingen, te weten :
- de groententeelt, met inbegrip van de speciale teelten, zoals de witloof- en paddestoelenteelt;
  - de fruitteelt, met inbegrip van de speciale teelten, zoals druiven-, perziken- en aardbeienteelt;
  - de bloemen- en sierplantenteelt, alle specialiteiten inbegrepen;
  - de boomkwekerij, met inbegrip van de rozen en sierheesterteelt;
  - de teelt van de tuinbouwzaden;
  - het aanleggen en/of onderhouden van parken, tuinen, sportterreinen, recreatieterreinen, groene zones, begraafplaatsen met inbegrip van begraafplaatsen van vreemde militairen in België;
  - het aanleggen en/of onderhouden in eigen beheer van parken, tuinen, sportterreinen, recreatieterreinen of groene zones, wanneer de werklieden van de onderneming hoofdzakelijk aan deze activiteiten zijn tewerkgesteld;
  - het verrichten van onderzoek in verband met tuinbouwgewassen en organiseren van voorlichting in de tuinbouwsector;
  - de ondernemingen waarvan de hoofdactiviteit bestaat uit het sorteren van tuinbouwproducten;
  - de productie van potgrond, turf, schors en bodemverbeterende producten.

Wat de boomkwekerij en de bloemen- en sierplantenteelt betreft, wordt onder telen onder meer verstaan : het zaaien, planten, verspenen, oppotten, verpotten, stekken, in vitro of anderszins vermeerderen, bemesten, forceren, in bloei trekken, toppen alsook het verrichten van alle mogelijke andere of gelijkaardige werkzaamheden aan bollen, stekken, plantmateriaal evenals aan planten die men zelf geheel of hoofdzakelijk teelt (d.w.z. plantmateriaal dat op het ogenblik van inkoop reeds een zekere ontwikkeling doormaakte).

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder « de onderneming » de onderneming die de werken uitvoert of de onderneming die de werken uitvoert en waarin de persoon die de werken uitvoert aandelen bezit. Deze definitie is niet van toepassing op het in artikel 3, g) bedoelde criterium.

**Art. 2.** De in artikel 337/1, § 1, van de programmawet (I) van 27 december 2006 bepaalde lijst wordt uitgebreid tot de in artikel 1 bedoelde activiteiten.

**Art. 3.** De criteria bedoeld in artikel 337/2, § 1, van de programmawet (I) van 27 december 2006 worden vervangen als volgt :

- a) ontstentenis van enig financieel of economisch risico in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, zoals dit onder meer het geval is :
- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële investering in de onderneming met eigen middelen, of,
  - bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële deelname in de winsten en de verliezen van de onderneming;
- b) ontstentenis van verantwoordelijkheid en beslissingsmacht aangaande de financiële middelen van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert;
- c) ontstentenis van beslissingsmacht over het aankoopbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert;
- d) ontstentenis van beslissingsmacht over het prijsbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, behoudens wanneer de prijzen wettelijk zijn vastgelegd;



e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soit le volume des prestations fournies dans le chef de l'exécutant des travaux;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel propre ou de se faire remplacer pour l'exécution du travail convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas fait usage d'un logo ou d'un nom d'entreprise propre, ou travailler principalement ou habituellement pour un seul et même cocontractant;

h) travailler exclusivement ou principalement avec du matériel ou des moyens de transport mis à disposition, financé ou garanti par le cocontractant;

i) l'absence d'autonomie de l'exécutant des travaux, vis-à-vis du cocontractant, en ce qui concerne son logement;

j) travailler sur les mêmes lieux que les travailleurs du cocontractant, exécuter les mêmes travaux qu'eux et ne pas disposer d'une connaissance professionnelle spécialisée nécessaire à l'exécution des travaux.

**Art. 4.** Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 2013.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

e) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de omvang van de prestaties geleverd door diegene die de werkzaamheden uitvoert;

f) het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk eigen personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

g) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen, zoals dit onder meer het geval is wanneer geen gebruik wordt gemaakt van een logo of een eigen bedrijfsnaam, of hoofdzakelijk of gewoonlijk voor één en dezelfde medecontractant werken;

h) uitsluitend of hoofdzakelijk werken met materiaal of vervoermiddelen, ter beschikking gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant;

i) het ontbreken van onafhankelijkheid van diegene die de werkzaamheden uitvoert, ten overstaan van de medecontractant wat betreft zijn logies;

j) werken op dezelfde plaatsen als de werknemers van de medecontractant, uitvoeren van dezelfde werkzaamheden als hen en niet beschikken over een gespecialiseerde beroepskennis nodig voor de uitvoering van de werkzaamheden.

**Art. 4.** De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juni 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding van sociale en fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/203803]

**24 JUIN 2013.** — Arrêté royal modifiant, suite entre autres, à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne, l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les articles 7 et 8, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Considérant que la loi du 17 février 2013 portant assentiment du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/203803]

**24 JUNI 2013.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, onder meer naar aanleiding van de toetreding tot de Europese Unie van de Republiek Kroatië (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, artikelen 7 en 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Overwegende dat de wet van 17 februari 2013 houdende instemming met het Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Republiek Bulgarije, de Tsjechische Republiek, het Koninkrijk Denemarken, de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Estland, de Helleense Republiek, het Koninkrijk Spanje, de Franse Republiek, Ierland, de Italiaanse Republiek, de Republiek Cyprus, de Republiek Letland, de Republiek Litouwen, het Groothertogdom Luxemburg, de Republiek Hongarije, de Republiek Malta, het Koninkrijk der Nederlanden, de Republiek Oostenrijk, de Republiek Polen, de Portugese Republiek, Roemenië, de

## **ANNEXE 1.9**



f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel pour l'exécution du travail convenu;

g) sauf pour ce qui concerne les accords commerciaux relatifs à la publicité sur le matériel tracté, ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

h) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou travailler principalement avec un véhicule motorisé dont l'exécutant des travaux n'est pas le propriétaire ou qu'il n'a pas lui-même pris en leasing ou en location, ou qui est mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 29 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte  
contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

f) het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk personeel aan te werven;

g) behalve voor wat betreft de commerciële afspraken rond publiciteit op het getrokken materieel, het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen, zoals dit onder meer het geval is bij ontstentenis van een getuigschrift of een bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en in de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg;

h) in ruimtes werken waarvan men niet de eigenaar of de huurder is of hoofdzakelijk werken met motorvoertuig dat niet tot de eigendom behoort van de uitvoerder van de werken of niet door hem zelf in leasing of huur is genomen, of dat ter beschikking wordt gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant.

Art. 3. De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 29 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de sociale en de fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

—  
Note

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/206341]

29 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (1) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (1) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2013;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/206341]

29 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmawet (1) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair subcomité voor de taxi's en van het paritair comité voor het vervoer en de logistiek, enkel voor de activiteiten van verhuur van voertuigen met chauffeur en van collectieve taxidiensten (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (1) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aansturenbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2013;

Art. 4. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 29 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte  
contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :  
Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.  
Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

Art. 4. De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 29 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de sociale en de fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.  
Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2013/27251]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, les articles 3, § 4, 16, alinéa 2, 23, § 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 juin 2013;

Vu l'avis n° 19/2013 du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 5 juillet 2013;

Vu l'avis 54.160/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 novembre 2013;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville et de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008 portant exécution du décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française, est complété par l'alinéa suivant : « Chaque Ministre, dans le cadre de ses compétences, détermine le mode de transmission des justificatifs financiers. Il peut imposer une communication électronique dont il fixera la nature et les modalités et peut, à ce titre, prescrire l'utilisation des formulaires mis à disposition dans le cadre de la comptabilité communale. ».

**ANNEXE I.10**

f) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du transport convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes;

h) travailler dans des locaux d'entreprise ou avec du matériel dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire, comme c'est notamment le cas lorsqu'il est travaillé avec du matériel dont celui qui effectue le transport n'est pas le propriétaire, qu'il n'a pas pris en leasing ou qu'il n'a pas acquis à crédit;

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Clergnon, le 29 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte  
contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

f) het zelf geen werkgever zijn van persoonlijk en vrij aangeworven personeel of het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen vervoer personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

g) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen;

h) in bedrijfsruimtes of met materiaal werken waarvan men niet de eigenaar of de huurder is, zoals dit onder meer het geval is wanneer gewerkt wordt met materiaal waarvan diegene die het vervoer uitvoert niet de eigenaar is, dat hij niet geleased heeft of dat hij niet op aftbetaling heeft verworven;

Art. 3. De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Clergnon, 29 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de sociale en de fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/206340]

29 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire du transport et de la logistique (CP 140), donné le 20 juin 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis 53.834/1/V du Conseil d'Etat, donné le 17 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/206340]

29 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair subcomité voor het wegvervoer en de logistiek voor rekening van derden (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aanstuuringsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor het vervoer en de logistiek (PC 140), gegeven op 20 juni 2013;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O.'s, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op advies 53.834/1/V van de Raad van State, gegeven op 17 september 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « l'entreprise », l'entreprise qui exécute les travaux ou l'entreprise qui exécute les travaux et dans laquelle la personne qui exécute les travaux dispose de parts. Cette définition n'est pas applicable au critère visé à l'article 2, g).

**Art. 2.** Les critères visés à l'article 337/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut d'investissement personnel et substantiel dans l'entreprise avec du capital propre, ou,

- à défaut de participation personnelle et substantielle dans les gains et les pertes de l'entreprise, ou,

- à défaut de garantie financière constituée dans le cadre de l'accès à la profession de transporteur de marchandises, ou,

- à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

b) défaut dans le chef de l'exécutant des travaux, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

c) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de l'exécutant des travaux, de pouvoir de décision concernant les prestations à prendre en compte pour l'établissement du prix des travaux, sauf lorsque le prix a été convenu sur base de critères objectifs, comme c'est notamment le cas lors des bourses de transport et d'appels d'offres utilisant des critères objectifs pour la détermination du prix sans que le transporteur puisse avoir une quelconque influence sur ce prix;

e) défaut d'une obligation de résultats concernant le travail convenu dans le chef de l'exécutant des travaux, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Dit besluit is van toepassing op de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van de werkzaamheden die vermeld zijn in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 januari 2010 tot oprichting van de paritaire subcomités voor het vervoer en de logistiek en tot vaststelling van hun benaming en bevoegdheid.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder « de onderneming » de onderneming die de werken uitvoert of de onderneming die de werken uitvoert en waarin de persoon die de werken uitvoert aandelen bezit. Deze definitie is niet van toepassing op het in artikel 2, g) bedoeld criterium.

**Art. 2.** De criteria bedoeld in artikel 337/2, § 1, van de programawet (I) van 27 december 2006 worden vervangen als volgt :

a) ontstentenis van enig financieel of economisch risico in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, zoals dit onder meer het geval is :

- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële investering in de onderneming met eigen middelen, of,

- bij ontstentenis van een persoonlijke en substantiële deelname in de winsten en de verliezen van de onderneming, of,

- bij ontstentenis van een financiële waarborg verstrekt in het kader van de toegang tot het beroep van goederenvervoerder, of,

- bij ontstentenis van een getuigschrift of een bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en in de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg;

b) ontstentenis van verantwoordelijkheid en beslissingsmacht aangaande de financiële middelen van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, zoals dit onder meer het geval is bij ontstentenis van een getuigschrift of een bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en in de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg;

c) ontstentenis van beslissingsmacht over het aankoopbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert;

d) ontstentenis van beslissingsmacht over de prestaties die in aanmerking komen voor de prijsafrekening van de werkzaamheden in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, behalve indien de prijs overeengekomen is op basis van objectieve criteria, zoals bij transportbeurzen en aanbestedingen die objectieve criteria hanteren voor de prijsbepaling zonder dat de vervoerder daar individueel invloed op kan hebben;

e) ontstentenis van resultaatsverbintenis betreffende het overeengekomen werk in hoofde van diegene die de werkzaamheden uitvoert, zoals dit onder meer het geval is bij ontstentenis van een getuigschrift of een bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en in de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg;

f) ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel pour l'exécution du travail convenu;

g) sauf pour ce qui concerne les accords commerciaux relatifs à la publicité sur le matériel tracté, ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes, comme c'est notamment le cas à défaut de certificat ou d'attestation de capacité professionnelle visée dans le Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil et dans la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route;

h) travailler dans des locaux dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire ou travailler principalement avec un véhicule motorisé dont l'exécutant des travaux n'est pas le propriétaire ou qu'il n'a pas lui-même pris en leasing ou en location, ou qui est mis à sa disposition, financé ou garanti par le cocontractant.

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 29 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte  
contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

f) het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen werk personeel aan te werven;

g) behalve voor wat betreft de commerciële afspraken rond publiciteit op het getrokken materieel, het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen, zoals dit onder meer het geval is bij ontstentenis van een getuigschrift of een bewijs van vakbekwaamheid bedoeld in de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en in de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg;

h) in ruimtes werken waarvan men niet de eigenaar of de huurder is of hoofdzakelijk werken met motorvoertuig dat niet tot de eigendom behoort van de uitvoerder van de werken of niet door hem zelf in leasing of huur is genomen, of dat ter beschikking wordt gesteld, gefinancierd of gewaarborgd door de medecontractant.

Art. 3. De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 29 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de sociale en de fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/206341]

29 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les taxis et de la commission paritaire du transport et de la logistique, uniquement pour les activités de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2013;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/206341]

29 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair subcomité voor de taxi's en van het paritair comité voor het vervoer en de logistiek, enkel voor de activiteiten van verhuur van voertuigen met chauffeur en van collectieve taxidiensten (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2013;

**ANNEXE I.11**

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[2013/206338]

**29 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour les autobus et autocars (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis de la commission paritaire du transport et de la logistique (CP 140), donné le 20 mars 2013;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis 53.833/1/V du Conseil d'Etat, donné le 17 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Sur la proposition du Premier Ministre, de la Ministre des Affaires sociales, de la Ministre des Indépendants, de la Ministre de l'Emploi et du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale et fiscale et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités énumérées à l'article 2 de l'arrêté royal du 22 janvier 2010 instituant des sous-commissions paritaires du transport et de la logistique et fixant leur dénomination et leur compétence.

**Art. 2.** Les critères visés à l'article 337/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sont remplacés comme suit :

a) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, d'un quelconque risque financier ou économique, comme c'est notamment le cas :

- à défaut de responsabilité à propos du respect de la législation relative au transport rémunéré de personnes par autobus ou autocar, ou,

- à défaut de responsabilité à propos du respect de la législation relative à l'accès à la profession ou au marché, ou,

- à défaut de responsabilité à propos de l'état technique des véhicules ou de leur contrôle technique;

b) défaut dans le chef de celui qui effectue le transport, de responsabilité et de pouvoir de décision concernant les moyens financiers de l'entreprise;

c) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique d'achat de l'entreprise;

d) défaut, dans le chef de celui qui effectue le transport, de pouvoir de décision concernant la politique des prix de l'entreprise, sauf si les prix sont légalement fixés;

e) la garantie du paiement d'une indemnité fixe quel que soient les résultats de l'entreprise ou le volume des prestations fournies dans le chef de celui qui effectue le transport;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[2013/206338]

**29 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmawet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair subcomité voor de autobussen en autocars (1)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmawet (I) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van het paritair comité voor het vervoer en de logistiek (PC 140), gegeven op 20 maart 2013;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2013;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O.'s, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op advies 53.833/1/V van de Raad van State, gegeven op 17 september 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken, de Minister van Zelfstandigen, de Minister van Werk en de Staatssecretaris voor de Bestrijding van de sociale en de fiscale fraude en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die zijn vermeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 januari 2010 tot oprichting van de paritaire subcomités voor het vervoer en de logistiek en tot vaststelling van hun benaming en bevoegdheid.

**Art. 2.** De criteria bedoeld in artikel 337/2, § 1, van de programmawet (I) van 27 december 2006 worden vervangen als volgt :

a) ontstentenis van enig financieel of economisch risico in hoofde van diegene die het vervoer uitvoert, zoals dit onder meer het geval is :

- ontstentenis van verantwoordelijkheid betreffende de naleving van de wetgeving betreffende het bezoldigd personenvervoer per autobus of autocar, of,

- ontstentenis van verantwoordelijkheid betreffende de naleving van de wetgeving betreffende de toegang tot het beroep of tot de markt, of,

- ontstentenis van verantwoordelijkheid betreffende de technische staat van de voertuigen of hun technische keuring;

b) ontstentenis van verantwoordelijkheid en beslissingsmacht aangaande de financiële middelen van de onderneming in hoofde van diegene die het vervoer uitvoert;

c) ontstentenis van beslissingsmacht over het aankoopbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die het vervoer uitvoert;

d) ontstentenis van beslissingsmacht over het prijsbeleid van de onderneming in hoofde van diegene die het vervoer uitvoert, behoudens wanneer de prijzen wettelijk zijn vastgelegd;

e) de garantie op betaling van een vaste vergoeding, ongeacht de bedrijfsresultaten of de omvang van de prestaties geleverd door diegene die het vervoer uitvoert;



f) ne pas être soi-même l'employeur de personnel recruté personnellement et librement ou ne pas avoir la possibilité d'engager du personnel ou de se faire remplacer pour l'exécution du transport convenu;

g) ne pas apparaître comme une entreprise vis-à-vis d'autres personnes;

h) travailler dans des locaux d'entreprise ou avec du matériel dont on n'est pas le propriétaire ou le locataire, comme c'est notamment le cas lorsqu'il est travaillé avec du matériel dont celui qui effectue le transport n'est pas le propriétaire, qu'il n'a pas pris en leasing ou qu'il n'a pas acquis à crédit;

Art. 3. Le Premier Ministre, le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, le ministre qui a les Indépendants dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 29 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
E. DI RUPO

La Ministre des Affaires sociales,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre des Indépendants,  
Mme S. LARUELLE

La Ministre de l'Emploi,  
Mme M. DE CONINCK

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte  
contre la fraude sociale et fiscale,  
J. CROMBEZ

—  
Nota

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 27 décembre 2006, *Moniteur belge* du 28 décembre 2006.

Loi du 25 août 2012, *Moniteur belge* du 11 septembre 2012.

f) het zelf geen werkgever zijn van persoonlijk en vrij aangeworven personeel of het ontbreken van de mogelijkheid om voor de uitvoering van het overeengekomen vervoer personeel aan te werven of zich te laten vervangen;

g) het zich niet voordoen als een onderneming ten overstaan van andere personen;

h) in bedrijfsruimtes of met materiaal werken waarvan men niet de eigenaar of de huurder is, zoals dit onder meer het geval is wanneer gewerkt wordt met materiaal waarvan diegene die het vervoer uitvoert niet de eigenaar is, dat hij niet geleased heeft of dat hij niet op afbetaling heeft verworven;

Art. 3. De Eerste Minister, de minister bevoegd voor Sociale Zaken, de minister bevoegd voor Zelfstandigen en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 29 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
E. DI RUPO

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Zelfstandigen,  
Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Werk,  
Mevr. M. DE CONINCK

De Staatssecretaris voor de Bestrijding  
van de sociale en de fiscale fraude,  
J. CROMBEZ

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 27 december 2006, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006.

Wet van 25 augustus 2012, *Belgisch Staatsblad* van 11 september 2012.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2013/206340]

29 OCTOBRE 2013. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 337/2, § 3, de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 en ce qui concerne la nature des relations de travail qui se situent dans le cadre de l'exécution des activités qui ressortent du champ d'application de la sous-commission paritaire pour le transport routier et la logistique pour compte de tiers (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, l'article 337/2, § 3, inséré par la loi du 25 août 2012;

Vu l'avis du Comité de direction du Bureau fédéral d'orientation du Service d'information et de recherche sociale, donné le 22 mars 2013;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juin 2013;

Vu l'avis de la commission paritaire du transport et de la logistique (CP 140), donné le 20 juin 2013;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Indépendants et des P.M.E., donné le 4 juillet 2013;

Vu l'avis 53.834/1/V du Conseil d'Etat, donné le 17 septembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2013/206340]

29 OKTOBER 2013. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 337/2, § 3, van de programmatwet (I) van 27 december 2006 wat betreft de aard van de arbeidsrelaties die bestaan in het kader van de uitoefening van werkzaamheden die vallen onder het toepassingsgebied van het paritair subcomité voor het wegvervoer en de logistiek voor rekening van derden (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de programmatwet (I) van 27 december 2006, artikel 337/2, § 3, ingevoegd bij de wet van 25 augustus 2012;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Federaal aansturingsbureau van de sociale inlichtingen en opsporingsdienst, gegeven op 22 maart 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juni 2013;

Gelet op het advies van het paritair comité voor het vervoer en de logistiek (PC 140), gegeven op 20 juni 2013;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de K.M.O.'s, gegeven op 4 juli 2013;

Gelet op advies 53.834/1/V van de Raad van State, gegeven op 17 september 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is;

## **ANNEXE II**

Les décisions de la Commission Administrative de  
règlement de la relation de travail



Service public fédéral  
**Sécurité sociale**

*Expéditeur*

**Commission Administrative de règlement de la relation de travail  
(CRT) – Chambre Francophone**

Centre Administratif Botanique - Finance Tower Boulevard du  
Jardin Botanique 50 bte 165, 1000 Bruxelles

---

Dossier n° 001/FR/2013/06/8 - X  
Partie demanderesse : X  
Autre partie à la relation de travail : Y

<b>Demande de requalification de la relation du travail</b>
---

Vu l'article 329 de la loi programme (I) du 27 décembre 2006 ;

Vu l'arrêté royal du 11 février 2013 relatif à la composition de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail ;

Vu l'article 338, §1 de la loi programme précitée disposant que : « Les chambres de la commission visée à l'article 329 ont comme tâche de rendre des décisions relatives à la qualification d'une relation de travail déterminée [...] » ;

Vu la présence de la majorité des membres de la Chambre de la Commission Administrative de règlement de la relation de travail;

Vu la demande introduite le 04/06/2013 et enregistrée le 05/06/2013 ;

Vu les pièces déposées dont ; Formulaire de demande, contrat de Commission ; demande de requalification de la relation de travail avec argumentaire ; lettre de « Y confirmant la réception de la demande de rupture du contrat de Monsieur X ; avenant (commissions) ; annexe 1 (tableau des frais et Commissions) ; avenant au contrat de Commission ; convention (garantie) ;

Attendu que la demande a été déposée dans le délai imparti par l'article 338 §2 de la loi-programme précitée;

Attendu que la partie demanderesse, au regard de son formulaire de demande, ne se trouve pas dans la situation visée à l'article 338 §3 de la loi-programme précitée.

La Commission administrative de règlement de la relation du travail, composée de :

Monsieur Jean-François NEVEN, Conseiller à la Cour du travail, Président.  
Monsieur Julien BARTHOLOME, Représentant du SPF Emploi, Membre effectif

Monsieur Christian DEKEYSER, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale Indépendants,  
Membre effectif  
Madame Muriel GALERIN, Représentante de l'INASTI, membre effective  
Monsieur Ylber ZEJNULLAHU, Représentant du SPF Sécurité Sociale, Direction générale politique sociale,  
Membre suppléant

**Décide :**

La Commission a examiné la demande de requalification de la relation de travail qui lui a été soumise par le requérant. De l'examen du dossier il ressort que le cas visé ne fait pas l'objet d'une présomption irréfragable, ni de la présomption réfragable visée au chapitre V/1 de la loi-programme précitée. Dès lors, il convient de comparer la qualification avec l'exécution sur base des critères généraux visés par l'article 333 de la loi-programme précitée, étant entendu qu'il n'y a pas de critères spécifiques pour le secteur d'activité concerné. Les critères généraux qui permettent d'apprécier l'existence ou l'absence du lien d'autorité sont :

- la volonté des parties telle qu'exprimée dans leur convention, pour autant que cette dernière soit exécutée conformément aux dispositions de l'article 331 ;
- la liberté d'organisation du temps de travail;
- la liberté d'organisation du travail;
- la possibilité d'exercer un contrôle hiérarchique.

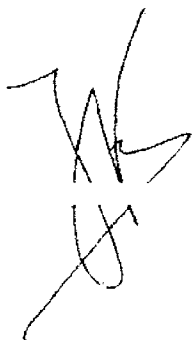
A la lumière de ce qui précède, la Commission constate :

- que la volonté des parties telle qu'exprimée dans les conventions et avenants indique clairement que les parties entendaient nouer des relations entre indépendants ;
- que le requérant était libre d'organiser son travail de manière qu'il juge la plus opportune comme indiqué par l'article 2 de la convention ;
- que le requérant était libre d'organiser son temps de travail comme il l'entendait dans la mesure où, d'une part, les heures d'ouverture indiquées dans les dispositions particulières de la convention étaient des plages horaires minimales et où, d'autre part, il pouvait se faire remplacer pour exécuter sa convention ;
- qu'il ne résulte ni de la convention, ni des modalités d'exercice telles qu'explicitées dans le formulaire de demande et dans les pièces déposées que la société s'était réservée la possibilité d'exercice d'un contrôle hiérarchique des prestations, inconciliable avec la qualification retenue par les parties.

Par conséquent, la Commission dit la demande de requalification de la relation de travail recevable, mais non fondée.

Ainsi prononcé lors de la séance du 22/08/2013.

Le président



Jean-François NEVEN

Ces décisions lient les institutions représentées au sein de la commission administrative ainsi que les caisses d'assurances sociales visées à l'article 20 de l'arrêté royal n° 38, sauf:

- 1° lorsque les conditions relatives à l'exécution de la relation de travail et sur lesquelles la décision s'est fondée sont modifiées. Dans ce cas, la décision ne produit plus ses effets à partir du jour de la modification de ces conditions;

- 2° lorsqu'il apparaît que les éléments à la qualification de la relation de travail qui ont été fournis par les parties l'ont été de manière incomplète ou inexacte. Dans ce cas, la décision est censée n'avoir jamais existé.

Les institutions de sécurité sociale demeurent donc habilitées à procéder à un contrôle du maintien des éléments ayant fondé la décision de la chambre administrative.

Dans les cas visés au art. 338,§2, alinéas 2 et 3, (décisions rendues à l'initiative d'une seule partie), les décisions produisent leurs effets pour une durée de 3 ans.

Dans le mois suivant la notification de la décision par pli recommandé, les parties peuvent introduire un recours auprès de tribunal du travail du domicile du (des) demandeur(s) par l'introduction d'une citation ou par l'introduction au greffe d'une requête contradictoire (art. 704, § 1° du Code judiciaire) contre l'État belge (SPF Sécurité sociale). L'objet du recours doit être mentionné.

La décision devient définitive si aucun recours n'est introduit.



*Verzender*

**Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie  
(CAR) - Nederlandstalige kamer**  
Administratief Centrum Kruidtuin - Finance Tower  
Kruidtuinlaan 50 bus 165,1000 Brussel

---

Dossier nr: 002/NL/2013/06/09 – X

Verzoekende partij: Psychiatrisch ziekenhuis Y, vertegenwoordigd door X

<b>De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie</b>
--

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag, ontvangen op 10/06/2013;

Gelet op de stukken voorgelegd door de partijen:

- Aanvraagformulier dd 04/06/2013;
- Ontwerpovereenkomst (bijlage bij aanvraagformulier dd 04/06/2013);

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 gestelde termijn;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

Heeft de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, zetelend in volgende samenstelling:

- De heer Lieven Lenaerts, raadsheer in het Arbeidshof te Brussel, voorzitter
- Mevr. Pascale Mylemans als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- De heer Chris Vanlaere. Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, vast lid
- De heer Wim De Booser als vertegenwoordiger van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

**VASTGESTELD DAT DE AANVRAAG ONTVANKELIJK IS EN HEEFT ZIJ BIJ MEERDERHEID VAN STEMMEN BESLIST:**

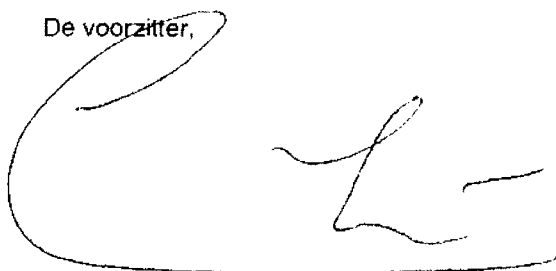
Uit de voorgelegde stukken blijkt dat het de bedoeling is dat psychologen, werknemers van het psychiatrisch ziekenhuis Y, in de toekomst bijkomende, gelijkaardige prestaties (diensten van psychotherapie en vorming) als degene die ze nu reeds verrichtten met betrekking tot opgenomen patiënten, zouden gaan verrichtten ten aanzien van ambulante patiënten en dit in het kader van een aannemingsovereenkomst met hetzelfde psychiatrisch ziekenhuis Y.

Conform artikel 5bis van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, worden bijkomende dienstprestaties die in uitvoering van een aannemingsovereenkomst worden uitgevoerd, geacht te zijn uitgevoerd op basis van een arbeidsovereenkomst zonder dat het bewijs van het tegendeel kan worden geleverd, wanneer diegene die de diensten uitvoert en diegene voor wie hij die uitvoert, verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst voor het uitvoeren van gelijkaardige prestaties.

Gelet op dit onweerlegbaar vermoeden en gelet op art. 332 van de programmawet van 27 december 2006, volgens hetwelk de Administratieve Commissie geen afbreuk kan doen aan elke wettelijke of reglementaire bepaling die de uitoefening van een beroep of een bepaalde activiteit in de hoedanigheid van zelfstandige of werknemer in de zin van deze wet oplegt of onweerlegbaar vermoedt, beslist de Administratieve Commissie dat de prestaties die zouden worden gepresteerd conform de voorgelegde stukken onweerlegbaar zullen vermoed worden te zijn gepresteerd in het kader van een arbeidsovereenkomst met het psychiatrisch ziekenhuis Y.

Aldus uitgesproken ter zitting van 23 augustus 2013

De voorzitter,



Lenaerts Lieven

Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing via aangetekend schrijven tegen deze beslissing voor de arbeidsrechtbanken een beroep worden aangetekend.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.



*Verzender*

**Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie  
(CAR) - Nederlandstalige kamer**  
Administratief Centrum Kruidtuin - Finance Tower  
Kruidtuinlaan 50 bus 165,1000 Brussel

---

Dossier nr: 003/NL/2013/07/8 - X  
Verzoekende partij: X

<b>Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie</b>
--

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 5 juli 2013;

Gelet op de bijkomende inlichtingen opgevraagd op 14 augustus 2013 en ontvangen op 20 augustus 2013;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, dd 5 juli 2013
- Arbeidsovereenkomst voor bedienden - onbepaalde duur - voltijds dd. 6 januari 2009
- Ondernemingsplan (niet gedateerd)
- Mail dd. 20 augustus 2013 met antwoorden op vraag tot bijkomende inlichtingen;

Gelet op het schrijven dd. 4 september 2013 waarbij de heer X, bij toepassing van artikel 6, §2, van het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, wordt uitgenodigd ter zitting van 4 oktober 2013 teneinde gehoord te worden;

Gelet op de mondelinge toelichting van de heer X tijdens de zitting van 4 oktober 2013;

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;



Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit;

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Wim De Booser, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, plaatsvervangend lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

#### **Beslist:**

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Zij heeft vastgesteld dat de aanvraag ontvankelijk is en heeft als volgt beslist;

Uit de voorgelegde stukken en uit de mondelinge toelichting van de heer X dd. 04 oktober 2013 blijkt dat betrokkene duidelijk de wil heeft om een samenwerkingsovereenkomst op zelfstandige basis te sluiten. Het initiatief in deze werd genomen door de heer X en niet door de NV Y.

Hoewel er nog geen effectieve overeenkomst werd afgesloten blijkt uit de mondelinge toelichting dat betrokkenen duidelijk de intentie hebben om een overeenkomst af te sluiten die gekenmerkt zal worden door een hoge mate van vrijheid van organisatie van de werktijd en van het werk. Tevens is het de intentie dat in deze overeenkomst de mogelijkheid tot hiërarchische controle zal ontbreken.

Meer concreet zal, blijkens de mondelinge toelichting, deze overeenkomst volgende kenmerken vertonen;

- De heer X zal de mogelijkheid hebben om eventuele opdrachten van de NV Y te weigeren
- De heer X zal zijn eigen agenda bepalen. Zo zal hij onder meer zelf beslissen wanneer hij werkt en niet werkt.
- De heer X zal zelf de verantwoordelijkheid opnemen ten aanzien van de projecten die hij leidt.
- De heer X heeft de intentie om zijn klantenbestand geleidelijk aan uit te bouwen, teneinde te komen tot een situatie waarbij 50% van de opdrachten los staan van de NV Y. Dit klantenbestand zal hij voornamelijk zoeken in sectoren buiten de transportsector, teneinde uit het vaarwater van de NV Y te blijven. Hij voorziet deze doelstelling te bereiken na een periode van drie jaar.
- Betrokkene zal gebruik maken van zijn eigen materiaal (laptop, gsm,...) ook wanneer hij deze activiteiten uitvoert in de lokalen van de NV Y.

Rekening houdende met deze gegevens beslist de Commissie dat een arbeidsrelatie die overeenstemt met de intenties zoals uiteengezet door de heer X gekenmerkt wordt door de afwezigheid van een gezagsband.

De Administratieve Commissie stelt dan ook dat de kwalificatie die de partijen aan de beoogde arbeidsrelatie hebben gegeven, met name een samenwerkingsovereenkomst tussen zelfstandigen, verenigbaar is met de elementen die haar werden voorgelegd.

Bij deze dient erop gewezen te worden dat deze beslissing, bij afwezigheid van een schriftelijke overeenkomst en bij afwezigheid van een werkelijke uitoefening van de arbeidsrelatie, werd gebaseerd op

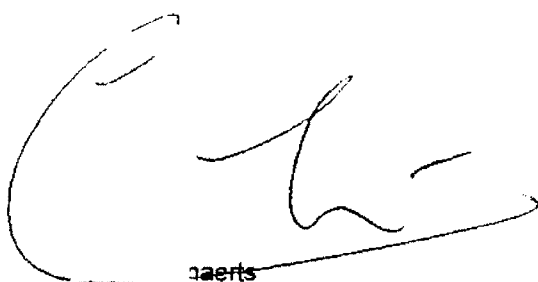
de door de heer X geuite intenties betreffende de arbeidsrelatie die pas na het nemen van deze beslissing eventueel geconcretiseerd zal worden.

De heer X wees er de Commissie immers op dat de NV Y enkel bereid was over te gaan tot het afsluiten van een samenwerkingsovereenkomst onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de Commissie de arbeidsrelatie zoals de heer X ze voor ogen heeft, beschouwt als zijnde een arbeidsrelatie als zelfstandige.

Deze beslissing is bindend voor de instellingen, vermeld in het hierna aangehaalde art. 338, §4 van de programmawet (I) van 27 december 2006, behalve wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden.

Aldus uitgesproken ter zitting van 4 oktober 2013

De voorzitter,



naerts

Lieven Lenaerts

Voor eensklingend  
verklaring / afschrift

Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.



*Verzender*

**Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie  
(CAR) - Nederlandstalige kamer**  
Administratief Centrum Kruidtuin - Finance Tower  
Kruidtuinlaan 50 bus 165, 1000 Brussel

---

Dossier nr: 004/NL/2013/07/9 - X  
Verzoekende partij: X

<b>Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie</b>
--

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 25 juli 2013;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van X dd. 21 juni 2013
- "Arbeidskontraat voor onbepaalde duur" dd. 13 september 1993
- Handelsagentuurovereenkomst tussen de NV Y en de GCV Z, opgemaakt op 18 juli 2013, met de handtekening van beide partijen
- Oprichtingsakte GCV Z ("In de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekend te maken kopie na neerlegging ter griffie van de akte")
- Verklaring X ("motivatie voor nieuwe arbeidsrelatie") dd. 21 juni 2013
- Benoeming bestuurder NV Y ("In de bijlagen bij het Belgisch Staatsblad bekend te maken kopie na neerlegging ter griffie van de akte")
- Uittreksel KBO NV Y
- Verklaring afgevaardigd bestuurder NV Y ("motivatie voor nieuwe agentuur Z gcv") dd. 21 juni 2013
- Beschrijving activiteiten NV Y
- Historiek publicaties Belgisch Staatsblad m.b.t. NV Y
- Wet 13 april 1995 betreffende de handelsagentuurovereenkomst

Gelet op het schrijven dd. 4 september 2013 waarbij de heer X, bij toepassing van artikel 6, §2, van het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, wordt uitgenodigd ter zitting van 4 oktober 2013 teneinde gehoord te worden;

Gelet op de mail dd. 26 september 2013 waarbij de heer X meldt dat hij op de voorziene datum niet persoonlijk aanwezig kan zijn;

Gelet op de mail dd. 4 oktober 2013 waarbij de heer X wordt uitgenodigd ter zitting van 18 oktober 2013 teneinde gehoord te worden;

Gelet op de mondelinge toelichting van de heer X, bijgestaan door zijn raadsman, tijdens de zitting van 18 oktober 2013;

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- Mevrouw Pascale Mylemans, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Sociaal Beleid, vast lid
- Mevrouw Sarah Depuydt, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuysse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directie-generaal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

#### **Beslist:**

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Zij heeft vastgesteld dat de aanvraag ontvankelijk is en heeft als volgt beslist:

Uit de voorgelegde stukken en uit de mondelinge toelichting van de heer X dd. 18 oktober 2013 blijkt dat betrokkenen duidelijk de wil hebben om een samenwerkingsovereenkomst op zelfstandige basis te sluiten.

De partijen hebben op 18 juli 2013 een handelsagentuurovereenkomst afgesloten met als ingangsdatum 1 augustus 2013. Door de betrokken partijen, NV Y en GCV Z, werd evenwel nog geen gevolg gegeven aan deze overeenkomst en dit in afwachting van de beslissing van de Commissie. De Commissie kan dus bijgevolg enkel een oordeel vellen betreffende de intenties van de betrokken partijen en niet over de concrete feitelijke uitvoering van de overeenkomst.

Uit de voorgelegde handelsagentuurovereenkomst en uit de mondelinge toelichting van de heer X dd. 18 oktober 2013 blijkt dat deze overeenkomst wordt gekenmerkt door een vrijheid van organisatie, zowel wat betreft het werk als wat betreft de werktijd.

Tevens blijkt dat betrokkenen de intentie hebben om samen te werken zonder dat de NV Y de mogelijkheid heeft om hiërarchische controle uit te oefenen.

Meer concreet zal, blijkens de mondelinge toelichting, deze overeenkomst volgende kenmerken vertonen:

- De rapporteringsverplichting opgenomen in punt twee van artikel 6 van de handelsagentuurovereenkomst ("De Agent zal de Principaal regelmatig informeren over de prospectie van cliënteel, de verwachte verkopen, de lopende zaken, de marktvoorwaarden en de activiteiten van concurrenten") houdt concreet in dat de heer X na elke buitenlandse zakenreis de NV Y een rapport zal overmaken teneinde de principaal toe te laten voeling met de markt te houden.
- Elke rapportering die gebeurt in het kader van deze overeenkomst zal de principaal enkel toelaten na te gaan of de heer X het vooropgestelde resultaat haalt en zal de principaal niet toelaten de tijdsbesteding van de heer X te controleren.
- De heer X zal conform artikel 9 van de voorgelegde handelsagentuurovereenkomst de kosten voor reizen en verblijf op een billijke wijze doorrekenen aan de NV Y. Indien hij tijdens een reis voor meerdere principalen actief zou zijn, zullen deze kosten gesplitst worden over de verschillende principalen.
- Het bedrag van de vaste vergoeding, zoals opgenomen in artikel 7 van de handelsagentuurovereenkomst, namelijk 6500€/maand, zal ongeveer de helft van de maandelijkse vergoeding van de heer X bedragen, gelet op de commissie van 2%, zoals opgenomen in artikel 8 van dezelfde overeenkomst, en rekening houdende met de omzet gerealiseerd in het verleden. De discrepantie tussen de vaste vergoeding van 6500€ (handelsagentuurovereenkomst) en de verklaring van de gedelegeerd bestuurder van de NV Y («door deze zelfstandige agentuur te vergoeden op basis van commissie in plaats van loon») is volgens de heer X te verklaren door het feit dat deze laatste verklaring dateert van 21 juni 2013, terwijl de eigenlijke overeenkomst pas effectief gesloten werd op 18 juli 2013. De wijziging inzake de vaste vergoeding was volgens de heer X één van de elementen die in de loop van de onderhandelingen inzake de overeenkomst werden gewijzigd.

Ter zitting stelde de heer X reeds verkennende contacten te hebben gelegd met het oog op het sluiten van een tweede handelsagentuurovereenkomst. In casu gaat het om het product "Z".

Rekening houdende met deze gegevens beslist de Commissie dat een arbeidsrelatie die overeenstemt met de bepalingen van de voorgelegde handelsagentuurovereenkomst en die tevens uitgevoerd wordt in overeenstemming met de intenties zoals uiteengezet door de heer X ter zitting, verenigbaar is met de kwalificatie die de partijen aan de beoogde arbeidsrelatie hebben gegeven, met name een professionele samenwerking tussen zelfstandigen.

Deze beslissing is bindend voor de instellingen, vermeld in het hierna aangehaalde art. 338, §4 van de programmawet (I) van 27 december 2006, behalve wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden.

Aldus uitgesproken ter zitting van 18 oktober 2013

De voorzitter



Voor eensklaps hand  
verklaard afschrift

Lieven Lenaerts

Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1 ° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger.W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.



*Verzender*

**Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie  
(CAR) - Nederlandstalige kamer**  
Administratief Centrum Kruidtuin - Finance Tower  
Kruidtuinlaan 50 bus 165, 1000 Brussel

---

Dossier nr: 005/NL/2013/08/8 - X  
Verzoekende partij: X

<b>Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie</b>
--

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 22 augustus 2013;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van mevrouw X dd. 19 augustus 2013
- "Overeenkomst van samenwerking" dd. 8 maart 2013
- Schrijven dd. 6 augustus 2013, ondertekend door Y;

Gelet op de mail dd. 22 oktober 2013, uitgaande van Mevr. X, met bijkomende inlichtingen in antwoord op het schriftelijk verzoek van Administratieve Commissie dd. 26 augustus 2013, met rappel op 7 oktober 2013;

Gelet op het schrijven dd. 18 november 2013 waarbij Mevr. X, bij toepassing van artikel 6, §2, van het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, wordt uitgenodigd ter zitting van 27 november 2013 teneinde gehoord te worden;

Gelet op de afwezigheid van Mevr. X op de zitting van 27 november 2013;

Overwegende dat de aanvrager zich, blijkens zijn aanvraagformulier, niet bevindt in één van de toestanden opgenomen in artikel 338, §3 van voormelde programmawet;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- De heer Wim Brouckaert, als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, plaatsvervangend lid
- De heer Brecht Stalmans, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directeur-generaal Zelfstandigen; vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

#### **Beslist:**

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoekende partij werd voorgelegd, onderzocht.

Zij heeft vastgesteld dat de aanvraag betrekking heeft op een arbeidsrelatie die zich integraal situeert in het verleden, vermits de arbeidsrelatie werd beëindigd op 6 augustus 2013.

De Administratieve Commissie ter regeling van de Arbeidsrelatie werd opgericht door de programmawet (I) van 27 december 2006. In de voorbereidende werkzaamheden van deze programmawet wordt de opdracht van de commissie, omschreven als "social ruling", zijnde het treffen van beslissingen betreffende de aard van een arbeidsrelatie. (Ontwerp van programmawet (I), *Pari. St.*, Kamer, 2006-2007, 51K2773/001, 207).

In dezelfde voorbereidende werkzaamheden wordt verwezen naar het Regeerakkoord van juli 2003 waarin de regering zich tot doel had gesteld om: "...de wettelijke maatregelen te nemen waaronder het vastleggen van welomschreven criteria om het fenomeen van de schijnzelfstandigen tegen te gaan. Onder meer zal een Rulingcommissie "'schijnzelfstandigen" worden opgericht die niet alleen preventief maar ook normerend zal optreden." (ibid., 202).

De oprichting van de "Administratieve afdeling van de Commissie ter regeling van de Arbeidsrelatie" (later omgedoopt tot de huidige benaming "Administratieve Commissie ter regeling van de Arbeidsrelatie" door de wet van 25 augustus 2012 tot wijziging van titel XIII van de programmawet (I) van 27 december 2006, wat de aard van de arbeidsrelaties betreft) kadert in dit preventieve luik, waarbij het "*verzekeren, via een resoluut preventieve aanpak, van een betere rechtszekerheid binnen de arbeidsrelaties*" als één van de doelstellingen wordt aangemerkt (ibid., 207).

Uit het voorgaande blijkt dat, gezien het preventief karakter van de "social ruling", de Administratieve Commissie, naar de geest van de wet, niet bevoegd is om zich uit te spreken over arbeidsrelaties die reeds beëindigd zijn.

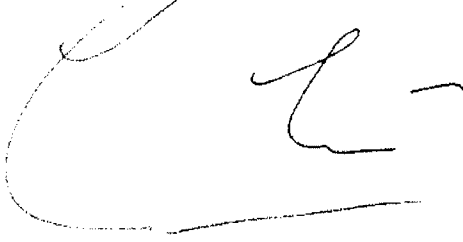
Bijgevolg acht de Administratieve Commissie bovenvermelde aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie niet ontvankelijk.

De Administratieve Commissie wenst de verzoekende partij erop te wijzen dat, als ze van mening is dat zij als werkneemster was tewerkgesteld, zij een vordering kan instellen voor de arbeidsrechtbank om uitsluitel te krijgen aangaande de aard van haar arbeidsrelatie.

Aldus uitgesproken ter zitting van 27 november 2013.



De voorzitter,



Lieven Lenaerts

Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft. In dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art. 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.



*Verzender*

**Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie  
(CAR) - Nederlandstalige kamer**  
Administratief Centrum Kruidtuin - Finance Tower  
Kruidtuinlaan 50 bus 165, 1000 Brussel

---

Dossier nr: 006/NL/2013/09/9 – X

Verzoekende partij: X, vertegenwoordigd door afgevaardigd bestuurder Y en raadsman Z

<b>Aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie</b>
--

Gelet op artikel 329 van de programmawet (I) van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op artikel 338, §1 van voormelde programmawet dat stelt: « De kamers van de in artikel 329 bedoelde commissie hebben tot taak beslissingen te nemen betreffende de kwalificatie van een bepaalde arbeidsrelatie [...] »;

Gelet op de aanwezigheid van de meerderheid van de leden of de vertegenwoordigde leden van de kamer van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie;

Gelet op de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, geregistreerd op 24 augustus 2013;

Gelet op de voorgelegde stukken:

- Aanvraagformulier, met de handtekening van raadsman Z dd. 22 augustus 2013
- Begeleidend schrijven bij aanvraagformulier dd. 22 augustus 2013, met franchiseovereenkomst in bijlage;

Gelet op het schriftelijk verzoek om bijkomende inlichtingen dd. 24 september 2013 en het antwoord namens de verzoeker op 30 september 2013, met in bijlage een kopij van het arrest van 22 januari 2010 van het Arbeidshof Bergen, met als partijen X en A;

Gelet op het schrijven dd. 7 oktober 2013 waarbij X, bij toepassing van artikel 6, §2, van het koninklijk besluit van 11 februari 2013 houdende samenstelling en werking van de kamers van de Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, wordt uitgenodigd ter zitting van 18 oktober 2013 teneinde gehoord te worden. In hetzelfde schrijven wordt ook om bijkomende inlichtingen verzocht, welke bij mail dd. 10 oktober 2013 werden ontvangen. In bijlage kopij van drie arresten van 22 januari 2010 van het Arbeidshof Bergen met als partijen X, C, D en E;

Gelet op de mail dd. 10 oktober 2013 met het verzoek tot bijkomende inlichtingen [hogergenoemde drie arresten van het Arbeidshof Bergen en het 'X-handboek'];

Gelet op het verzoek tot uitstel van behandeling, mondeling ter zitting van 18 oktober 2013 en schriftelijk bij mail dd. 18 oktober 2013 vanwege X, waarmee de Commissie instemde;

Gelet op het verzoek van de Commissie ter zitting van 18 oktober 2013 tot het verkrijgen van bijkomende inlichtingen;

Gelet op schrijven vanwege de Commissie dd. 18 oktober 2013, waarbij zowel het uitstel als het verzoek om bijkomende inlichtingen werd bevestigd en het antwoord van de verzoeker bij mails dd. 31 oktober 2013 en 4 november 2013, met in bijlage de brochure "het X-franchise- systeem";

Gelet op de mondelinge toelichting van afgevaardigd bestuurder Y, bijgestaan door zijn raadsman Mr. Z, tijdens de zitting van 27 november 2013;

Overwegende dat deze aanvraag werd ingediend binnen de in artikel 338, §2 van voormelde programmawet gestelde termijn;

De Administratieve Commissie ter regeling van de arbeidsrelatie, samengesteld uit:

- De heer Lieven Lenaerts, voorzitter
- De heer Wim Brouckaert, als vertegenwoordiger van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, plaatsvervangend lid
- De heer Brecht Stalmans, als vertegenwoordiger van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, plaatsvervangend lid
- De heer Sven Vanhuyse, als vertegenwoordiger van de FOD Sociale Zekerheid, Directiegeneraal Zelfstandigen, vast lid
- De heer Erwin Tavernier, als vertegenwoordiger van het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekeringen der Zelfstandigen, vast lid

#### **Beslist:**

De Commissie heeft de aanvraag tot kwalificatie van de arbeidsrelatie, die haar door de verzoeker werd voorgelegd, onderzocht.

Overwegende dat de aanvraag blijkens voormeld schrijven dd. 30 september 2013 geen betrekking heeft op dezelfde personen en/of franchisenemers als diegene waarover reeds een rechterlijke uitspraak werd gedaan en overwegende dat de aanvrager vermeldt op het aanvraagformulier dat er geen onderzoek over de aard van de arbeidsrelatie werd geopend door één van de instellingen van sociale zekerheid, stelt de Commissie vast dat de aanvraag ontvankelijk is.

Ter zitting werd door de verzoeker een exemplaar van het 'X-handboek' overhandigd aan de Commissie. Dit document maakt blijkens de tekst van de voorgelegde franchiseovereenkomst integraal deel uit van deze overeenkomst: "Op basis van de reeds bestaande ervaring, alsook op basis van de gegevensuitwisseling met de contractpartners, werd het 'X-handboek' opgesteld. Voornoemd X-handboek maakt integraal deel uit van huidige overeenkomst". In art. 6, 3 van de overeenkomst wordt gesteld: «Dit 'X-handboek' maakt de basis uit waarop beide partijen huidige contractuele samenwerking aangaan en bevat de noodzakelijke aanbevelingen en richtlijnen voor de positieve ontwikkeling ervan».

Gezien dit document ontbrak bij de initiële aanvraag werd bij mail dd. 10 oktober 2013 gevraagd een exemplaar van dit handboek over te maken aan de Commissie. Op de zitting van 18 oktober 2013 werd dit verzoek herhaald. Bij wege van hogervermeld schrijven dd. 18 oktober 2013 werd dit mondeling verzoek schriftelijk bevestigd. Bij schrijven dd. 31 oktober 2013 antwoordde verzoeker dat "enkel het oude handboek voorhanden (is) dat volledig dient aangepast te worden zodra er een instemming is omtrent het hanteren van de franchiseformule die beschreven wordt in de u overgemaakte ontwerpovereenkomst. Dit handboek dient geactualiseerd rekening houdende met

de principes en instructies die u kan vinden in het bijgevoegde document «het X franchise systeem». De begeleidende mail stelt dienaangaande: "kan u ons meedelen, na het doornemen van deze brochure, of het nog steeds relevant is u het X- handboek te laten toekomen".

Bij mail dd. 4 november 2013 werd gesteld dat de Commissie inderdaad alsnog een exemplaar van het 'X-handboek' wenst te ontvangen.

Telefonisch herhaalde Mr. Z zijn vraag op 20 november 2013. Opnieuw werd gesteld dat het handboek onontbeerlijk was voor de Commissie.

Na de overhandiging van dit handboek ter zitting stelde Mr. Z dat dit document nog aanpassingen behoeft (zo zijn de erin opgenomen bedragen nog uitgedrukt in BEF). Afgevaardigd bestuurder Y beklemtoonde evenwel dat dit handboek inhoudelijk, naast voormelde actualisering van de erin vermelde bedragen, geen verdere aanpassingen meer behoeft.

Algemeen dient de Commissie op te merken dat op meerdere punten discrepanties werden vastgesteld tussen de door de aanvrager aangebrachte stukken en de mondelinge toelichting ter zitting.

Overwegende dat het in casu niet gaat om een activiteit waarvoor de wetgever heeft voorzien in specifieke criteria conform artikel 334 van voormelde programmawet, noch om een activiteit opgenomen in artikel 337/1 van deze programmawet, dient de arbeidsrelatie in casu beoordeeld te worden aan de hand van de vier algemene criteria zoals opgenomen in artikel 333, §1 van voormelde programmawet, met name de wil der partijen, de vrijheid van organisatie van werktijd, de vrijheid van organisatie van het werk en de mogelijkheid een hiërarchische controle uit te oefenen.

Inzake **de wil der partijen** kan gesteld worden dat uit de voorgelegde franchiseovereenkomst blijkt dat betrokkenen duidelijk de wil hebben om een samenwerkingsovereenkomst op zelfstandige basis te sluiten. Zo stelt de overeenkomst dat de contractpartner zijn bedrijf wenst te voeren als een zelfstandig handelaar.

Inzake **de vrijheid van organisatie van de werktijd** blijkt uit de voorgelegde stukken dat de franchisenemers via een door X geleverd IT-apparaat dagelijks, bij het dagbegin, een lijst ontvangen met daarin de te bezoeken klanten, de zogenaamde toerplanning. Op het einde van de dag worden de dagresultaten op elektronische wijze overgemaakt aan X NV.

Uit de 'X brochure' (pag. 12) blijkt dat het doel, de hoogst mogelijke winst uit een afzetgebied halen, niet te bereiken is zonder deze toerplanning. Conform art.7,2,e) van de franchiseovereenkomst dient de contractpartner de door X NV ontwikkelde methodes, systemen en inrichtingen ter verhoging van de omzet en ter bevordering van de klantenwerving en klantenverzorging behoorlijk te gebruiken.

Art. 10,2 geeft X NV het recht om de contractpartner te vermanen, bij een handeling in strijd met de verplichtingen zoals uiteengezet in art.7,2.

Daarnaast stipuleert art. 11,2,b) dat een handeling in strijd met de bepalingen van art.7,2 van de overeenkomst een gegronde reden is om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan.

Uit dit alles volgt dat de toerplanning, zijnde ontegensprekelijk een door X ontwikkelde methode, systeem of inrichting ter verhoging van de omzet verplicht dient gevolgd te worden door de contractpartner. Miskennis van deze verplichting geeft X NV immers het recht om de contractpartner te vermanen en is tevens een gegronde reden tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst.

Het X-handboek' gaat uit van 240 werkdagen per jaar. Hierbij wordt rekening gehouden met 18 dagen jaarlijkse vakantie en 26 "verloren" dagen doordat men op zaterdag slechts een halve dag werkt. Op basis van die 240 dagen wordt een toerenplan uitgewerkt, à rato van 60 klanten per dag, 5 dagen per week en 4 weektoeren per maand.

Per dag gaat de toerenplanning uit van een totale inzetbare tijd per dag van 10 uren. Er wordt dus resoluut uitgegaan van een(meer dan) voltijdse tewerkstelling, waardoor er voor de franchisenemer geen enkele ruimte is voor om het even welke vorm van deeltijdse arbeid.

Inzake **de vrijheid van het werk** dient erop gewezen te worden dat de voorgelegde franchiseovereenkomst in art. 7, 2, a) voorziet in de verplichting voor de contractpartner om de contractproducten uitsluitend van X NV te betrekken. Art. 7, 2, b) verbindt de contractpartner ertoe om de contractproducten te verkopen onder het geregistreerde handelsmerk "X" en -indien het producten zijn zoals bedoeld in art. 1, 1, d) (producten die X NV van derde firma's betreft) in de door X NV voorgeschreven verpakking.

Het miskennen van deze verplichting geeft X NV conform art. 10, 2 franchiseovereenkomst het recht de contractpartner te vermanen.

Bovendien geeft een overtreding op de verplichtingen opgenomen in art. 7, 2, a) en b) aanleiding tot het betalen van een forfaitaire schadevergoeding (art. 10, 3).

Tot slot stipuleert art. 11, 2, b) dat een handeling in strijd met de bepalingen van art. 7, 2 van de overeenkomst een gegronde reden is om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan.

De franchisenemer is verplicht om steeds een volledig assortiment van de contractproducten aan te bieden (art. 7, 2, c). Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen [art. 10, 2). Het miskennen van deze verplichting is conform art. 11, 2, b) een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan.

De franchiseovereenkomst verplicht in art. 7, 2, g) de franchisenemer om bij alle klanten regelmatig te leveren. Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen (art. 10,2). Niet naleven van deze bepaling is een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan (art.11, 2,b)

Artikel 14 legt de franchisenemer de verplichting op om zich van elke activiteit te onthouden welke concurrerend zou kunnen zijn voor de franchiseactiviteit. De franchiseovereenkomst bevat tevens een verbod tot subfranchise (art.14,3).Het op een andere manier betrekken van derden (personeel) in de franchise-exploitatie kan enkel mits voorafgaande goedkeuring van de franchisegever.

De voorgelegde franchiseovereenkomst treedt volgens artikel 2 in werking bij de ondertekening onder opschortende voorwaarde van de vervulling der voorwaarden zoals voorzien in art.7,3 littera a tot e).

Art.7,3,a) bevat de verplichting om deel te nemen aan een X-contractpartnerscholing teneinde de verkoop- en dienstenmethodes van het X-systeem te leren kennen en toepassen.

De franchisenemer moet, conform artikel 6 franchiseovereenkomst, tijdens de gehele duur van het contract over een diepvriestransportwagen beschikken, uitgerust met een diepvriesinstallatie met voldoende capaciteit. De vormgeving van de reclame op het voertuig moet volgens het voorgeschreven concept van X NV zijn.

Wanneer de franchisenemer deze diepvriestransportwagen huurt van X NV dan mag de franchisenemer dit voertuig alleen gebruiken voor commerciële activiteiten beschreven in de franchiseovereenkomst (art. 5, tweede lid huurovereenkomst van motorvoertuig-bijlage bij de franchiseovereenkomst).

Art. 7,2,k) legt de franchisenemer de verplichting op om actief deel te nemen aan de door X NV georganiseerde vergaderingen voor uitwisseling van ervaringen door de contractpartners alsook deelnemen aan de door X NV georganiseerde bijscholing. Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen (art. 2). Het miskennen van deze verplichting is conform art.11,2,b) een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan.

De contractpartner wordt in art.7,2, e) verplicht om de door X NV georganiseerde reclamecampagnes actief te ondersteunen en de beschikbaar gestelde reclamemiddelen optimaal te gebruiken. Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen(art.10,2). Het niet-naleven van deze bepaling is een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan(art.II,2,b).

De franchisenemer wordt in art.7,2,i) verplicht om de door X NV beschikbaar gestelde rekeningformulieren voor de klanten te gebruiken. Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen (art. 2). Het niet-naleven van deze bepaling is een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan(art.II,2,b).

Inzake de **mogelijkheid om een hiërarchische controle uit te oefenen** dient erop gewezen te worden dat het hierboven beschreven IT-apparaat X NV toelaat om een duidelijk zicht te hebben op de dagelijkse geleverde prestaties, de bezochte klanten, de gerealiseerde verkopen en het al dan niet volgen van de toerplanning.

De franchisenemer wordt tevens verplicht een klantenkaartregister aan te leggen en bij te houden via de door X NV geleverde boordcomputer. Hij moet dit register op elk verzoek van X NV voorleggen (art. 7, 2, h). Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen (art. 10, 2). Het miskennen van deze verplichting is conform art. 11, 2, b) is een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan. Bij het beëindigen van de overeenkomst moet de franchisenemer dit klantenkaartregister onmiddellijk terugbezorgen aan X NV (art. 12,1).

Conform art. 7, 2, j) moet de franchisenemer alle nodige bedrijfseconomische stukken overmaken, teneinde haar in de mogelijkheid te stellen een vergelijkende analyse te maken met betrekking tot de bedrijvigheden van haar diverse contractpartners. Een handeling in strijd met deze bepaling geeft X NV het recht de contractpartner te vermanen (art. 10, 2). Het miskennen van deze verplichting is conform art. 11, 2, b) een gegronde reden om tot onmiddellijke beëindiging van de overeenkomst over te gaan.

Rekening houdende met voormelde gegevens beslist de Commissie dat een arbeidsrelatie die overeenstemt met de bepalingen van de voorgelegde franchiseovereenkomst, aangevuld door het huidige 'X-handboek' en de 'X-brochure' niet verenigbaar is met de kwalificatie die de partijen aan de beoogde arbeidsrelatie hebben gegeven, met name een professionele samenwerking tussen zelfstandigen, en dit rekening houdend met de weinig vrijheid latende controlemiddelen van de boordcomputer en het kaartensysteem. Er is immers geen of slechts een beperkte vrijheid van organisatie van de werktijd en er is geen of slechts een beperkte vrijheid van organisatie van het werk. Daarnaast heeft X NV onmiskenbaar de mogelijkheid om een hiërarchische controle uit te oefenen.

Aldus uitgesproken ter zitting van 27 november 2013

De voorzitter

VOORZITTER,



Lieven Lenaerts

Deze beslissing is bindend voor de instellingen die in de administratieve commissie vertegenwoordigd zijn evenals voor de sociaalverzekeringsfondsen bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit nr38, behalve

1° wanneer de voorwaarden betreffende de uitvoering van de arbeidsrelatie en waarop de beslissing werd gegrond, gewijzigd worden. In dit geval heeft de intrekking van de beslissing uitwerking vanaf de dag van de wijziging van deze voorwaarden;

2° wanneer blijkt dat de elementen betreffende de kwalificatie van de arbeidsrelatie die door de partijen werden verschaft op een onvolledige of onjuiste wijze werden verschaft in dat geval wordt de beslissing geacht nooit te hebben bestaan.

De instellingen van sociale zekerheid blijven er dus toe gemachtigd over te gaan tot een controle van het behoud van de elementen die de beslissing van de administratieve kamer hebben gegrond.

In de gevallen voorzien bij artikel 338, §2, tweede en derde lid, zijnde de beslissingen genomen op initiatief van een enkele partij van de arbeidsrelatie, worden deze beslissingen van kracht voor een periode van drie jaar.

Er kan door de partijen binnen de maand die volgt op de kennisgeving van de beslissing bij aangetekend schrijven, bij de arbeidsrechtbank van de plaats van de aanvrager(s) beroep worden aangetekend door het uitbrengen van een dagvaarding of door het neerleggen ter griffie van een tegensprekelijk verzoekschrift (art 704, §1 Ger. W.) lastens de Belgische Staat (FOD Sociale Zekerheid). Het voorwerp van het beroep moet daarbij worden vermeld.

Indien geen enkel beroep wordt aangetekend, wordt de beslissing definitief.